

1 > DEMAIN DANS LA PRESSE



René Lévesque

Demain et mardi, *La Presse* publiera en exclusivité des extraits de *René Lévesque, l'espoir et le chagrin*, troisième volume attendu de la biographie signée Pierre Godin consacré cette fois aux années 1976-80. Demain, l'auteur explique comment la question du référendum de 1980 a été rédigée. Dans notre numéro de mardi, un second passage traitera des liens entre Claude Morin et la GRC.

2 > AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Tout le dossier sur l'avenir du Canadien cyberpresse.ca/canadien

> Concours: le plus gros souper de filles en ville ! cyberpresse.ca/souper

> Comprendre l'Afghanistan cyberpresse.ca/afghanistan

POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca , 7, rue Saint-Jacques, Montréal (QC) H2Y 1K9

La Presse

	TÉLÉPHONE	TÉLÉCOPIEUR	COURRIEL	HEURES D'OUVERTURE
RÉDACTION		(514) 285-6808	redaction@lapresse.ca commentaires@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h15 à minuit Sam: 10h à minuit Dim: 10h à minuit
Actuel	(514) 285-7070	(514) 285-6808	actuel@lapresse.ca	
Arts et Spectacles		(514) 285-4814	arts@lapresse.ca	
Économie		(514) 285-4809	economie@lapresse.ca	
Montréal Plus		(514) 285-6808	montrealplus@lapresse.ca	
Sports		(514) 350-4854	sports@lapresse.ca	
Éditorial, Forum	(514) 285-7027	(514) 285-4816	forum@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
CYBERPRESSE	(514) 285-7070	(514) 285-7123	commentaires@cyberpresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h à 2 h Samedi et dimanche: 7 h à 2 h
ABONNEMENT	(514) 285-6911 / 1-800-361-7453	(514) 285-7039	abonnement@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h30 à 17 h30 Sam: 7 h à midi / Dim: 7 h à 11 h
PETITES ANNONCES	(514) 987-8363 / 1-866-987-8363	(514) 848-6287	petitesannonces@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h00 à 17 h30
PAGES ANNIVERSAIRES / ARCHIVES PHOTO	(514) 285-7364	(514) 285-6988	archives@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
PUBLICITÉ				
Décès et remerciements	(514) 285-6816	(514) 350-4875	deces@lapresse.ca	Lundi au jeudi: 8 h30 à 21 h Vendredi: 8 h30 à 20 h30 Samedi et dimanche: 14 h à 18 h
Carrières et professions	(514) 285-7320	(514) 499-2053	carrieres@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h30 à 17 h30
National et voilà!	(514) 285-7306	(514) 845-8129	-	Lundi au vendredi: 8 h30 à 17 h30
Vente au détail	(514) 285-6931	(514) 845-5830	-	Lundi au vendredi: 8 h30 à 17 h30

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. Envois de publication canadienne Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518

3 > À VENIR CETTE SEMAINE



> Harry fait des petits

D'autres héros se lancent à la conquête du marché jeunesse, demain dans le cahier Lectures.



HUGO DUMAS

> Visite à New York

Demain, le reportage de notre journaliste qui a passé le week-end dans la Grosse Pomme.



Dr DANIELLE PERREAULT

> Les seins

Que faut-il penser de l'auto-examen des seins ? Demain dans le cahier Santé.

LOTERIES

LA QUOTIDIENNE

> À trois chiffres : 1-6-9

> À quatre chiffres : 9-9-4-5

SUPER 7 > 06-19-24-25-32-34-43

Compl. : 31

> Extra : 739118

SUITES DE LA UNE

TREMBLAY

Suite de la page A1

à une majorité des gens de Montréal (52,7 %) comme de la banlieue (63,8 %). Notons que le sondage a été réalisé entre le 28 septembre et le 3 octobre et ne mesure pas l'impact de l'éviction des squatteurs. Il reste que les partisans de Pierre Bourque sont eux-mêmes très divisés sur l'attitude adoptée jusque-là par le maire.

Les résultats confirment l'appui de la population de banlieue à la bataille juridique contre les fusions : 61 % se disent plutôt ou tout à fait d'accord avec la poursuite des municipalités contestataires. À Montréal, les avis sont beaucoup plus partagés.

Un autre résultat laisse perplexe le sondeur de la firme SOM, Guy Larocque : presque la moitié (46,4 %) des répondants qui disent appuyer Pierre Bourque sont également favorables au processus de défusion que promet le chef libéral, Jean Charest. On s'étonne moins que chez les partisans de M. Tremblay, qui doit souvent justifier de travailler à la nouvelle ville tout en ayant en ses rangs des opposants à la fusion, la promesse libérale soit vue d'un bon oeil par une bonne majorité (63,6 %).

En outre, M. Larocque juge éton-

nant qu'à un mois des élections, il reste encore 23,1 % d'indécis. « Dans le contexte de la fusion, on peut se demander si les indécis de la banlieue seront plus tentés d'aller voter », souligne-t-il. Gérard Tremblay demeure plus populaire en banlieue (47,4 %) comme Pierre Bourque reste plus fort en ville (43,9 %) De plus, l'actuel maire de Montréal est particulièrement populaire chez les jeunes de 18 à 24 ans, une catégorie qui a la réputation de moins fréquenter les bureaux de scrutin, note M. Larocque. Les partisans de Gérard Tremblay sont aussi plus nombreux à dire qu'ils iront voter, ce qui n'est pas rassurant pour le chef de Vision Montréal.

Pierre Bourque est plus fort chez les gens moins scolarisés et aux revenus plus modestes tandis que Gérard Tremblay récolte ses plus grands appuis chez les gens plus scolarisés et nantis. Guy Larocque y voit une polarisation entre Montréal et la banlieue.

Par ailleurs, il semble que les Montréalais auraient plus tendance à choisir leurs conseillers en fonction de leur parti, tandis que les résidents de banlieue seraient plus nombreux à voter selon la valeur des candidats.

POPULISTE

Suite de la page A1

Bourque qu'il a publié lors de la campagne de 1998. « Le maire Bourque trouve des raisons d'exister dans les yeux de tous ces gens, flattés que le maire prenne de son temps pour venir les rencontrer. »

Après sept ans à la mairie de Montréal, Pierre Bourque demeure un personnage insaisissable. Toujours disponible malgré un horaire plus que chargé. Occupé comme s'il était en campagne électorale à longueur d'année. « Partout et nulle part à la fois », persiflent ses détracteurs. Charismatique, mais apparemment dénué de ce type d'amour-propre qui le garderait de faire le pitre en public. Ceux qui l'ont entendu se souviennent de son tour de chant télévisé lors d'un hommage à Charles Trenet l'été dernier.

Il est sensible aux attaques personnelles, mais reste imperturbable aux critiques sur son travail. Res-

pectueux et courtois avec chacun, il prend parfois l'attitude du « le roi, c'est moi » quand on le questionne sur le manque de consultation des citoyens dans certains dossiers. Conseillère de l'opposition et candidate de Gérard Tremblay, Helen Fotopulos compare le maire à l'« empereur sans culotte » du conte, trop flatté par les gens qui l'adulent pour constater qu'il est nu. « Il a une perception de soi comme s'il était presque béni. Il veut la reconnaissance, le tapis rouge déroulé à travers la planète. »

Du même homme, on dit pourtant qu'il a des considérations terre à terre, qu'il songe d'abord aux répercussions des décisions sur les citoyens les plus pauvres. N'a-t-il pas donné son salaire de maire à une fondation pour la jeunesse ?

C'est aussi un intellectuel qui cite Saint-Pol Roux et trouve refuge

Après répartition proportionnelle des indécis, Gérard Tremblay récolte 50,4 % des intentions de vote contre 46,8 % pour Pierre Bourque. La notoriété du chef de l'Union des citoyens de Montréal a fait un bond prodigieux depuis le mois d'août, passant de 31,4 % à 50 %, mais reste toujours en deçà de celle de M. Bourque.

« C'est très encourageant. Cela démontre que les Montréalais veulent un changement », s'est réjoui hier M. Tremblay. Il estime que le sondage « représente assez fidèlement l'ambivalence des citoyens face aux fusions forcées. Cela fait un argument de moins pour Pierre Bourque. Il ne pourra plus dire que les gens qui sont avec (nous) veulent uniquement la défusion. »

La Presse n'a pu obtenir les commentaires de M. Bourque, qui a quitté Montréal pour l'Italie hier après-midi. Du côté de son parti, on s'est contenté de répéter qu'on ne commentait pas les sondages.

Le maire de Mont-Royal, Ricardo Hrstchan n'avait pas encore annoncé qu'il se portait candidat à la mairie lorsque le sondage a été réalisé auprès de 630 adultes de l'île de Montréal. La marge d'erreur est de 4,4 % au niveau de confiance de 95 %.

dans la littérature. Sa passion pour la Chine, développée à la lecture d'André Malraux et Teilhard de Chardin, s'est révélée lors de sa première visite, en 1980. « Cela a été un choc », explique-t-il.

Au portrait de l'être impulsif qui se débarrasse sans scrupule de ses collaborateurs, ses partisans opposent l'image d'un dirigeant attentif, honnête et sincère, aux valeurs humaines profondes, qui écoute beaucoup, mais qui n'a de comptes à rendre à personne. Est-il le valet obéissant du gouvernement du Québec qui a mis sa ville « en tutelle » ou le bâtisseur visionnaire qui a su défendre son projet de fusion ? Allez savoir...

Après Gérard Tremblay, la semaine dernière, La Presse présente aujourd'hui en page F1 un portrait de Pierre Bourque, candidat à la mairie de Montréal.

SOLDATS

Suite de la page A1

dans l'État de New York. C'est une division d'infanterie légère spécialisée dans des missions délicates et entraînée pour servir dans des régions montagneuses. L'armée américaine pourra utiliser les bases militaires de l'Ouzbékistan pour des missions de secours, mais il n'est pas question que les bases ouzbeks servent à lancer des attaques terrestres ou aériennes contre l'Afghanistan, a fait savoir hier le président de l'Ouzbékistan, Islam Karimov, à l'issue de sa rencontre avec Donald Rumsfeld.

Il n'est pas non plus question de permettre aux Américains d'effectuer des opérations de commando à partir de l'Ouzbékistan. « Nous ne sommes pas prêts pour ça », a dit le président Karimov.

Depuis deux semaines, des médias américains ont rapporté à quelques reprises que l'Ouzbékistan a déjà accueilli des chasseurs américains. Mais Washington n'a jamais confirmé ces informations.

Sur un autre front, le président Bush a proposé hier de réduire de façon substantielle les impôts, afin de stimuler l'économie et de favoriser la consommation.

Les attaques du 11 septembre ont durablement éprouvé l'économie américaine, causant pas loin de 200 000 pertes d'emplois. Depuis trois semaines, l'administration Bush a multiplié les dépenses visant à réparer les plus gros dégâts causés par les attentats. Les compagnies aériennes ont reçu une assistance financière de 15 milliards, qui s'ajoute à une aide d'urgence de 40 milliards destinée entre autres à la reconstruction de New York, et aux trois milliards d'aide prévus pour ceux qui ont perdu leur travail.

« Afin de stimuler l'économie, le Congrès n'a pas besoin de dépenser davantage, il doit plutôt baisser les impôts », a dit hier le président Bush. Les baisses d'impôts devraient atteindre 60 milliards, a-t-il indiqué, ajoutant qu'elles profiteront aux entreprises, ainsi qu'aux familles à revenus faibles et modestes.

Plus spécifiquement, il a appelé le Congrès à accélérer les baisses d'impôts déjà prévues par le plan adopté au printemps dernier et prévoyant des diminutions fiscales de 1350 milliards au cours des 10 prochaines années. Avec cette annonce, le président Bush a voulu apaiser les républicains les plus conservateurs, qui s'inquiètent de

le voir s'éloigner de son programme et de trop augmenter les dépenses de l'État, explique le *Washington Post*. Les démocrates poussent le Congrès à voter d'autres augmentations de dépenses. Ils veulent par exemple que les employés affectés à la sécurité des aéroports soient désormais employés directement par l'État.

Cela dit, le Congrès américain sera appelé à se pencher sur une nouvelle dépense, avec un projet de loi proposant de fournir de l'aide financière aux organisations de résistance afghane. Présentée hier, la « Loi sur la liberté pour l'Afghanistan » suggère de débloquer 300 millions pour soutenir ceux qui s'opposent aux talibans.

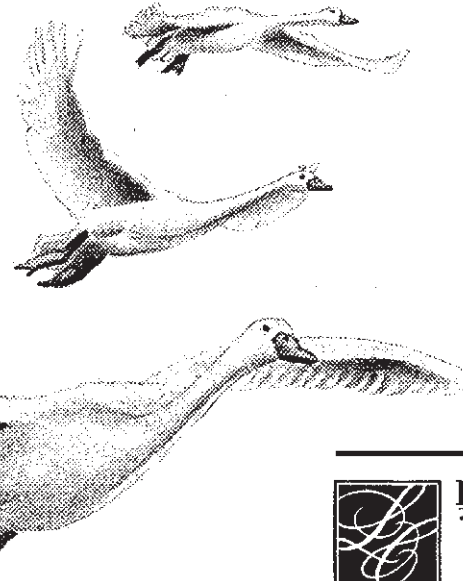
Si les attentats du 11 septembre ont provoqué une onde de choc économique, ils ont aussi eu des répercussions indirectes sur les relations entre les États-Unis et Israël. Hier, la Maison-Blanche a durci le ton à l'endroit du premier ministre israélien Ariel Sharon, qui avait appelé Washington à ne pas sacrifier Israël en sollicitant l'appui des pays arabes au combat antiterroriste.

Dans une déclaration controversée, Sharon a mis en garde les États-Unis et les démocraties occidentales contre « la terrible erreur » qui avait été commise en 1938 quand le premier ministre britannique Neville Chamberlain avait cédé la Tchécoslovaquie à Hitler, dans l'espoir d'apaiser les nazis et de préserver la paix.

« Israël ne sera pas la Tchécoslovaquie », avait prévenu Ariel Sharon. Ses propos ont été durement critiqués par la presse israélienne. Le quotidien *Maariv* a noté qu'en accusant les États-Unis de poignarder Israël dans le dos, Ariel Sharon avait « pété les plombs ». Un autre journal a jugé que les propos étaient malencontreux, faux historiquement, et politiquement nuisibles.

À Washington, on n'était pas plus content. « Ces commentaires sont inacceptables », a dit hier Ari Fleischer, secrétaire de presse du président Bush. « Israël n'a pas d'allié et d'ami plus solide que les États-Unis », a-t-il fait valoir.

Ariel Sharon a tenté de sauver la situation, hier, en assurant Washington des sentiments d'amitié qu'il nourrit lui aussi à l'égard des États-Unis.



Édredons de duvet

Le plus grand choix d'édredons de duvet et accessoires

aux plus bas prix garantis !

Édredons de duvet blancs

Construction en cloisons 12 po

Simple	89 ⁹⁵
Double	109 ⁹⁵
Grand	119 ⁹⁵
Très grand	149 ⁹⁵



LE SUPERCENTRE DE LA MODE MAISON

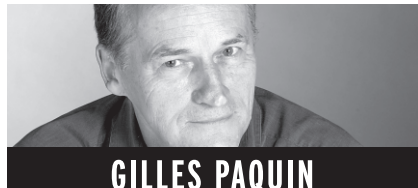
LINEN CHEST

Centre Rockland : (514) 341-7810
Les Promenades de la Cathédrale : (514) 282-9525
Carrefour Langelier : (514) 254-3636
Place Portobello Brossard : (450) 671-2202
Les Galeries Laval : (450) 681-9090



SUR LA PISTE DE BEN LADEN

Blair s'engage à aider le régime militaire pakistanais en retour de son appui



GILLES PAQUIN

envoyé spécial

LA PRESSE AU PAKISTAN

ISLAMABAD — Le premier ministre britannique Tony Blair a promis hier à Islamabad d'aider le régime militaire du Pakistan sur le plan économique et humanitaire en retour de son appui à la campagne contre le terrorisme.

« Je crois que le Pakistan a fait un bon choix. Il en résultera de bonnes et durables relations avec le reste du monde », a déclaré M. Blair lors d'un point de presse en compagnie du président du pays, le général Pervez Musharraf.

Le passage en coup de vent de M. Blair visait à consolider les liens entre le gouvernement du général Musharraf et la coalition dirigée par les États-Unis à l'approche d'une intervention armée contre les talibans et leur protégé Oussama ben Laden. Selon lui, la coalition veut simplement que « justice soit faite » et que ceux qui se livrent au terrorisme dans le monde ne puissent recommencer. M. Blair a ajouté que toute action militaire contre l'Afghanistan devait être « mesurée et proportionnée ».

Deuxième chef de gouvernement à se rendre au Pakistan depuis le coup d'État qui a porté le général Musharraf au pouvoir en 1999, M. Blair s'est dit prêt à relancer la coopération militaire et économique avec Islamabad. L'an dernier, Bill Clinton avait profité de son passage pour réclamer le retour à la démocratie dans ce pays.

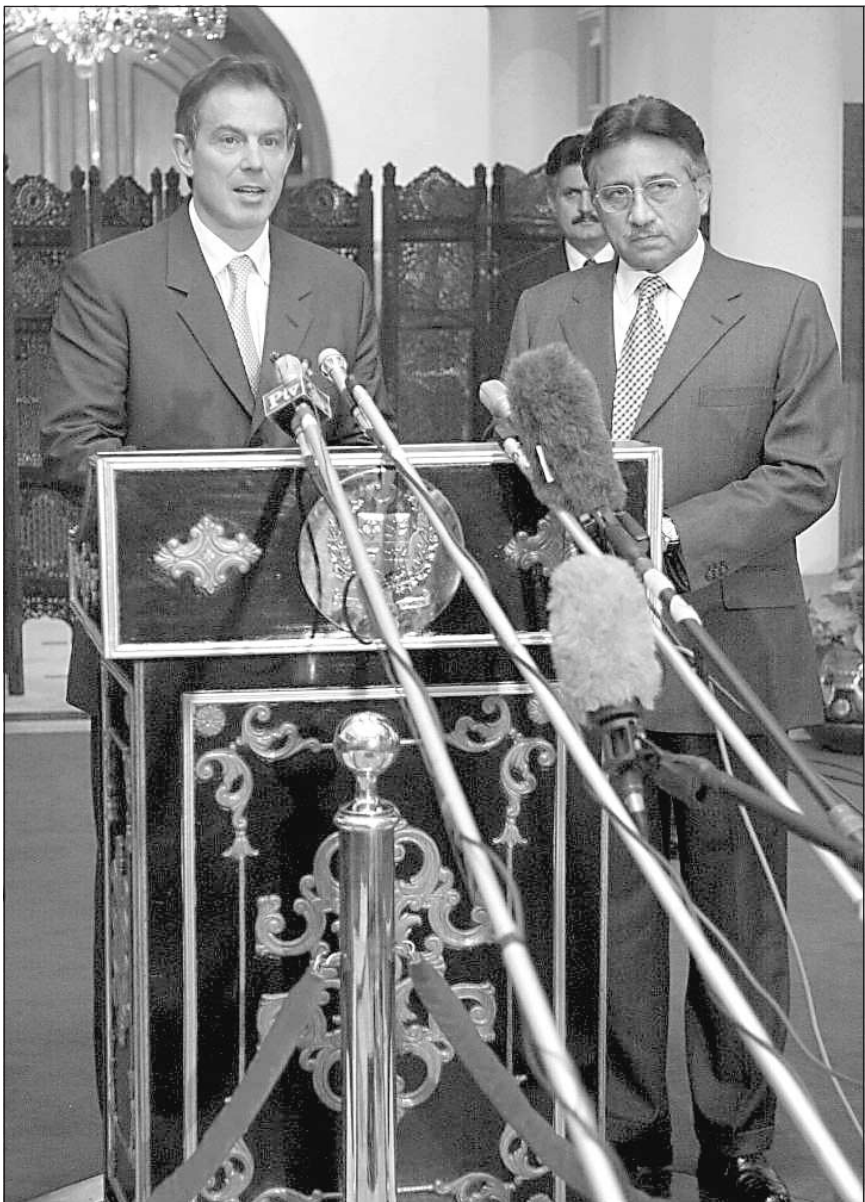


Photo AFP

« Je crois que le Pakistan a fait un bon choix. Il en résultera de bonnes et durables relations avec le reste du monde », a déclaré Tony Blair lors d'un point de presse en compagnie du président du pays, le général Pervez Musharraf.

Londres a déjà annoncé l'octroi d'une aide humanitaire de 40 millions \$ US au Pakistan pour accueillir les réfugiés afghans, et M. Blair en a promis 15 de plus. Il y a déjà deux millions de réfugiés afghans au Pakistan et l'ONU prévoit qu'il pourrait en venir un million d'autres en cas d'attaque contre l'Afghanistan.

Pressé de dire si le déclenchement des hostilités était inévitable, M. Blair a réitéré que les talibans ont le choix : « Ils peuvent livrer ben Laden ou le protéger et devenir nos ennemis », a-t-il dit.

La réponse ne fait guère de doute à ses yeux, puisqu'il a ensuite évoqué la formation d'un nouveau gouvernement à Kaboul.

Si le régime des talibans tombe, il devra être remplacé par un gouvernement représentatif de l'ensemble de la population afghane, y compris de la communauté pachtoune dont est issu ce mouvement, a expliqué M. Blair. Ce nouveau pouvoir devra également tenir compte des préoccupations du Pakistan, a-t-il précisé.

Appui réservé

Le visage de marbre, le général Musharraf a écouté patiemment M. Blair sans donner le moindre indice qu'il partageait son point de vue. D'une voix monocorde et pesant bien ses mots, il a ensuite livré le message que son visiteur attendait sur le terrorisme.

« Il y a des preuves qui conduisent à une association entre cet acte de terrorisme (du 11 septembre) et Oussama ben Laden. Mais nous ne sommes pas ici pour juger les éléments de cette preuve », a déclaré M. Musharraf après avoir condamné les attentats aux États-Unis.

Il a également réitéré que son pays était prêt à ouvrir son espace

aérien, fournir des services de renseignements de même qu'un appui logistique à la coalition contre le terrorisme. Il a déjà indiqué qu'il ne participerait pas à l'intervention militaire en sol afghan.

La tiédeur évidente de M. Musharraf s'explique par l'opposition affichée par une bonne partie de la population pakistanaise à toute action militaire contre un peuple musulman, particulièrement celui d'Afghanistan.

Des milliers d'élèves des écoles coraniques et de sympathisants de ben Laden ont d'ailleurs bruyamment protesté contre la coopération avec les États-Unis pendant la visite de M. Blair.

À Rawalpindi, ville soeur de la capitale, et ailleurs au pays, des milliers de manifestants ont encore une fois hier dénoncé la coopération avec les Américains et crié des slogans en faveur de ben Laden.

Au terme de sa visite de cinq heures au Pakistan, Tony Blair s'est rendu hier soir à New Delhi pour tenter de calmer la colère du gouvernement indien face aux dirigeants pakistanais. L'Inde accuse Islamabad de fomenter des attentats terroristes sur son territoire pour la forcer à se retirer du Cachemire.

Évidemment incapable de résoudre ce conflit qui dure depuis 50 ans entre ces deux pays, M. Blair devait tenter de convaincre ses hôtes que la lutte contre le terrorisme était universelle. Il s'était précédemment arrêté à Moscou pendant que le secrétaire à la Défense des États-Unis, Donald Rumsfeld, visitait l'Arabie Saoudite et Oman.

cyberpresse.ca
Tout le dossier sur la guerre au terrorisme à :

www.cyberpresse.ca/attentats

Le nouveau roman « prophétique » de Salman Rushdie

« Cela m'a rendu malade que les fantaisies que j'ai écrites se réalisent. »



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE

collaboration spéciale

LA PRESSE À PARIS

DEPUIS PLUSIEURS années Salman Rushdie ne souhaite qu'une chose : qu'on évite, lorsqu'on le rencontre, de lui parler de la fatwa lancée contre lui en 1988 par Khomeiny. Qu'on lui parle de la pluie et du beau temps, de littérature ou de football, mais surtout pas d'islamisme, de fondamentalisme, d'intégrisme... et de terrorisme islamiste.

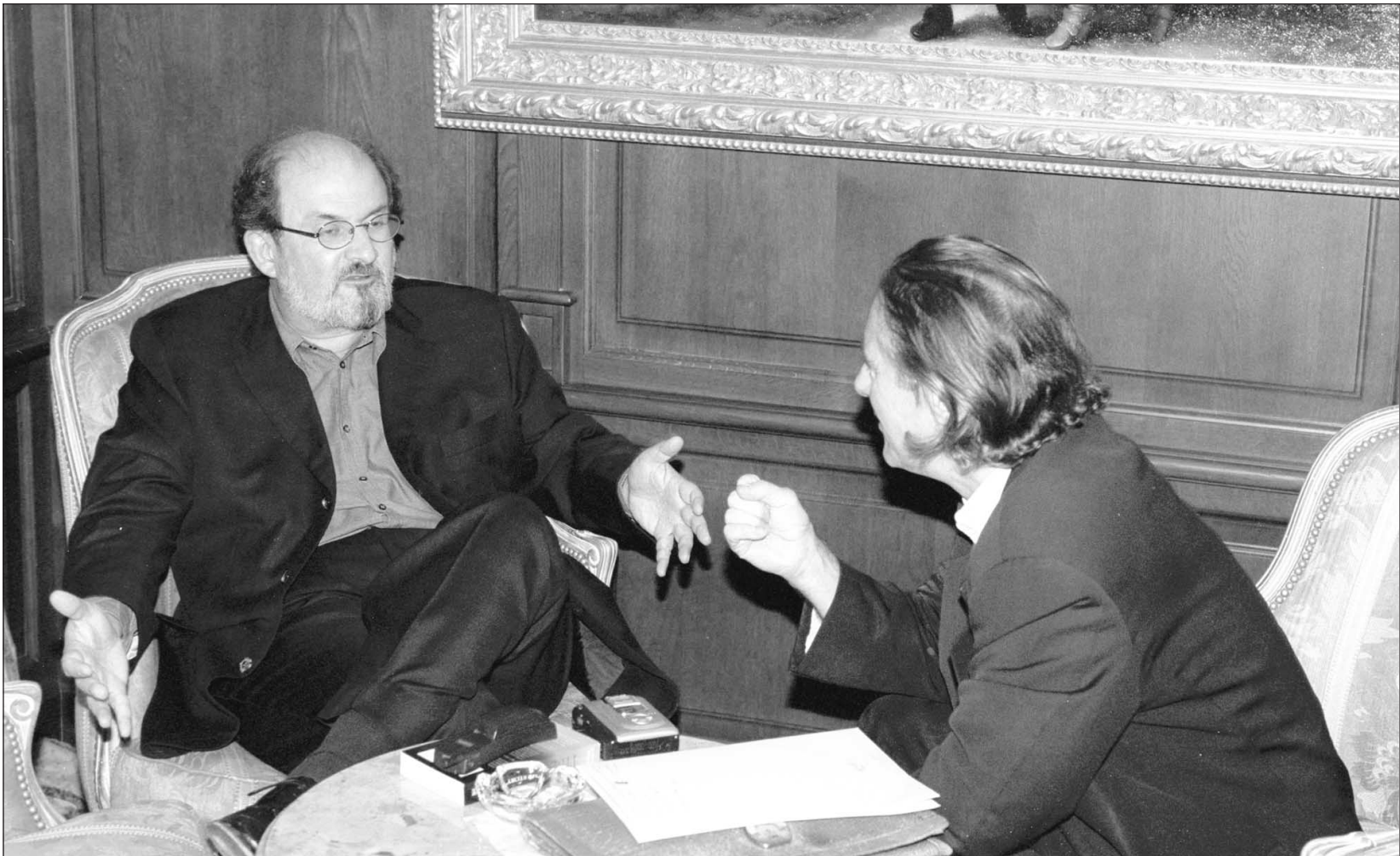
Manque de chance. Son roman est à peine sorti en librairie qu'arrivent les attentats du 11 septembre. Or, du moins sur la couverture des éditions britannique et française, s'étale une photo ancienne de Manhattan, où l'Empire State Building plongé dans une semi-pénombre est surmonté d'un gros nuage menaçant, et barré d'un énorme titre en rouge : *Furie*.

Quand on l'ouvre, on constate par-dessus le marché que le roman à la gloire du New York à la fois impérial et sublime tourne à la prophétie. « En cette ère d'abondance, New York était devenu l'objet et la cible de la concupiscence mondiale, et l'« insulte » ne faisait que rendre encore plus jaloux le reste de la planète. » À des craquements, il voit « la preuve, ici, à New York, que la fureur grondait à l'autre bout du monde ». Il est question de la fabrication de « boucliers électroniques » et, mieux encore, de « soldats de la vérité lançant un millier de vaisseaux et incendiant les tours du mensonge » !

Pour quelqu'un qui ne veut plus entendre parler d'islamisme, Salman Rushdie est cette fois mal tombé. Comme si une voix intérieure lui avait dicté les images apocalyptiques du 11 septembre. « Quand j'ai compris ce que ce livre avait de visionnaire, cela m'a fait peur », dit-il aujourd'hui.

De passage à Paris pour la sortie de l'édition française, l'écrivain avait un programme de promotion démentiel réglé au quart d'heure près — ce fut d'ailleurs très exactement la ration à laquelle j'ai eu droit. « Surtout ne lui parlez pas du World Trade Center ! » insistaient les représentants de la maison Plon. En fait, Rushdie, qui n'a surtout aucune envie de devenir pour le reste de sa vie un spécialiste de l'intégrisme et de ses méfaits, admet lui-même que, « depuis ces événements terribles, c'est le sujet de conversation unique dans le monde ».

« Le 7 septembre, raconte-t-il, j'étais encore à New York. Le 8, je me trouvais à Boston pour la promotion de mon livre, Le 9 — deux jours avant les événements — je prenais l'avion pour Chicago, depuis l'aéroport de Boston d'où sont partis les terroristes... Le 11, je me trouvais à Houston, Texas : et alors, boom ! et je me suis trouvé cloué sur mon fauteuil comme je le suppose la majorité de la



« Il doit y avoir quelque chose de magique dans tout ça, comme si le livre « voyait » des choses que son auteur ne voit pas clairement. »

population de la planète. De dire que cela m'a abattu est une façon modérée de voir les choses. Bien sûr, la tournée de promotion a été aussitôt annulée aux États-Unis... »

De son propre aveu, *Furie* est un livre étrange, ou qui a une histoire étrange : « J'étais en train d'écrire un autre roman, depuis au moins sept ou huit mois... je me suis soudain trouvé dans une sorte d'état d'urgence, ça me réveillait la nuit. J'ai commencé à noter des trucs, mais les notes étaient de plus en plus longues, et je me suis rendu compte que j'étais en train d'écrire le roman. Ce n'était pas un choix raisonné — mais le livre « insistait » en moi, et il fallait que je le fasse. »

« En général, je mets trois ou quatre ans à écrire un roman. Cette fois, j'ai écrit le premier jet en six mois, et j'ai mis six mois de plus à le polir et à le mettre au point. »

— Qu'est-ce que vous vouliez écrire ? Un livre pessimiste sur New York ?

— Pas pessimiste. Disons drôle et noir à la fois. C'est de l'humour noir. J'ai voulu décrire cette vitalité fabuleuse de la ville, avec ses aspects étincelants et ses zones d'ombre. Il y a des choses extraordinaires dans cette ville, et aussi plein de merde. Moi, je ne vais pas écrire sur les « wasps » de Upper East Side ni sur la vieille ville juive. Ma ville,

c'est celle des immigrants, avec des talk-shows hispaniques et des révolutionnaires fidjiens, des survivants de l'Holocauste devenus fous.

« Certes, il y a des critiques formulées par le héros du roman, il y a de l'ironie à propos de ce monde américain au sommet du succès, de la prospérité et d'une certaine suffisance. Mais il y a également un portrait séduisant de cette ville tellement diverse et joyeusement confuse. »

— Mais, d'une certaine manière, vous vous êtes retrouvé en train de décrire, sinon la fin du monde, du moins la fin d'un monde ?

— Il doit y avoir quelque chose de magique dans tout ça, comme si le livre « voyait » des choses que son auteur ne voit pas clairement. C'est ainsi qu'on s'est retrouvé avec cette coïncidence extraordinaire. Moi, ce que je voyais avant tout, c'est d'une part ce formidable âge d'or de l'empire américain, cette prospérité... Et en même temps, il y avait, en ce tournant de siècle, des signes de craquement, des fêlures : il y avait déjà eu la chute du NASDAQ, un mini-krach à la Bourse, la fin du boom immobilier. Et je me disais : ce nouvel âge d'or est comme tous les autres, il ne peut durer éternellement, il y aura tôt ou tard une chute ou un déclin. Il y avait ce mo-

ment exceptionnel de l'histoire de la ville, avec cette apothéose de pouvoir et d'arrogance, en tout cas de certitude... »

Et il ajoute : « Cela m'a rendu malade, cependant, que les fantaisies que j'ai écrites se réalisent. »

De lui-même, il fait allusion à cette « fatwa » survenue 13 ans plus tôt : « Ça n'a pas du tout changé ma façon d'écrire. Surtout pas les sujets abordés. Quand on a la démission de l'écrivain, il faut qu'on se gratte. La fatwa n'a rien changé. Mais quand elle est intervenue j'avais 41 ans, aujourd'hui j'en ai 54 : de toute façon, mon style aurait évolué. »

L'après-midi de « promo » organisé dans cet hôtel face au Luxembourg se termine. Rushdie va rentrer chez lui. Pas trop de sécurité apparente : « Pas en permanence », précise son éditeur. Et comment vit-il aujourd'hui, entre New York (surtout) et Londres ? « Je mène une vie passablement normale, dit-il sans trop s'attarder sur le sujet. Ma vie ressemble banalement à une vie d'écrivain. En fait je rêvais d'avoir une vie ennuyeuse de romancier. J'y suis presque. »

— Certains écrivains seraient ravis d'être enfermés dans leur bureau à longueur de semaine.

— Pas moi. Je suis un écrivain très sociale. »



SUR LA PISTE DE BEN LADEN

L'ONU affiche une fragile unanimité contre le terrorisme

MICHEL LECLERCO
Agence France-Presse

NEW YORK — Les 189 pays membres de l'ONU ont affiché une timide unanimité contre le terrorisme à l'occasion d'un débat de cinq jours qui s'est achevé hier sans un accord quant à une résolution finale, révélant ainsi la fragilité de la coalition internationale menée par les États-Unis.

Ouvert de manière hautement symbolique lundi dernier par le maire de New York Rudolph Giuliani, ce débat de l'Assemblée générale a permis à 156 orateurs d'affirmer un soutien sans faille à la lutte proclamée par les États-Unis après les attentats qui ont frappé New York et Washington, le 11 septembre.

« Ce qui est important, c'est que la communauté internationale dans son ensemble se soit rassemblée pour combattre le fléau du terrorisme », a dit aux journalistes le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan. Il a ajouté que ce débat « n'était qu'un début », appelant chefs d'État et ministres à signer et à ratifier les 12 conventions existantes contre le terrorisme à l'occasion du débat ministériel prévu du 10 au 16 novembre. Mais hier, les États membres n'ont pu se mettre

d'accord sur le texte d'une résolution présentée par le président de l'Assemblée, le ministre sud-coréen des Affaires étrangères, Han Seung-Soo, jugée « trop molle » par les pays occidentaux ou au contraire comme donnant carte blanche aux États-Unis pour user de la force.

« C'est un gâchis, s'est insurgé l'ambassadeur d'Algérie à l'ONU, Abdallah Baali. Il est dommage qu'après une semaine d'un débat aussi riche et substantiel, l'Assemblée générale n'ait pas été capable d'adopter une résolution dans laquelle elle proclamerait sa volonté d'éradiquer le terrorisme. »

Des diplomates estiment que cet échec montre que l'enthousiasme et l'unanimité qui ont suivi les attentats sont en train de retomber et que les anciennes divisions dans la communauté internationale commencent à réapparaître.

Le court projet de texte rappelait en préambule la résolution 1368, votée au lendemain des attentats, qui reconnaît que les États-Unis sont en état de « légitime défense », et la résolution 1373 du 28 septembre qui contraint tous les États à cesser tout financement ou soutien aux terroristes, menaçant de sanctions ou d'usage de la force les pays récalcitrants. Ce projet de

texte appelait simplement les États membres à « intensifier leur coopération », et à « accélérer leur travail » pour adopter une convention globale contre le terrorisme et déclarer le 11 septembre « Journée de l'ONU contre le terrorisme ».

Un ambassadeur arabe a regretté que ce projet n'ait pas fixé d'échéance pour la négociation de la convention globale, un exercice particulièrement difficile parce qu'il touche à la définition très controversée du terrorisme. Les pays arabes et musulmans sont farouchement opposés à ce que les attentats commis par les Palestiniens soient considérés comme des actes terroristes, affirmant qu'il s'agit de « résistance » à l'occupation et au « terrorisme d'État » israélien.

La chargée d'affaires de Lettonie, Dace Dobraja, a affirmé hier que les Nations unies « devaient agir de manière unanime, décisive et sans délai » pour éliminer le terrorisme.

L'ambassadeur du Cameroun, Martin Belunga Eboutou, a exprimé l'inquiétude de beaucoup devant la perspective d'une intervention américaine en Afghanistan. « La raison conseille d'éviter toute action dont les conséquences et la portée pourraient s'apparenter à des représailles collectives affectant des personnes et des communautés innocentes. »



Photo ALAIN ROBERGE, La Presse ©

Éclatante manifestation de paix

Après les tragiques événements du 11 septembre, les élèves et enseignants de l'école de Mortagne, à Boucherville, ont voulu faire un geste tout symbolique. Quelque 2200 personnes se sont unies hier pour dessiner un gigantesque symbole de paix humain devant l'école. L'objectif était de rendre le symbole visible du ciel, là même où la mort est venue frapper près de 6000 innocentes victimes le mois dernier.



LES DERNIÈRES NOUVELLES

> LE PREMIER MINISTRE BRITANNIQUE, Tony Blair, a promis hier à Islamabad d'aider le régime militaire du Pakistan sur les plans économique et humanitaire en retour de son appui à la campagne contre le terrorisme.

> LA TÉLÉVISION SATELLITAIRE AL-JAZIRA a montré hier des images « récentes » d'Oussama ben Laden, principal suspect dans les attentats du 11 septembre aux États-Unis, en compagnie de l'un de ses bras droits, l'Égyptien Aymane al-Zawahri.

> LES 189 PAYS MEMBRES de l'ONU ont affiché une unanimité de façade contre le terrorisme lors d'un débat de cinq jours qui s'est terminé hier.

> LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT américain a rendu public hier sa liste actualisée de 22 organisations terroristes.

> LE CONSEILLER DU PREMIER MINISTRE ISRAËLIEN, Ariel Sharon, s'est efforcé hier soir de calmer le jeu entre Israël et les États-Unis après des critiques anti-américaines lancées la veille par M. Sharon et jugées « inacceptables » par Washington.

> LES DIRIGEANTS PALESTINIENS ont lancé un appel au respect du cessez-le-feu, battu quotidiennement en brèche, pour éviter de donner prise aux accusations israéliennes de terrorisme et pour montrer à Washington des gages de leur bonne volonté.

Vous êtes un spécialiste dans votre domaine mais la gestion comptable vous agace? S.L.C. Nara Inc., vous aidera à donner à votre entreprise sa pleine valeur par un suivi serré de ses activités comptables.

Vous pourriez même faire croître votre entreprise en accédant à du financement que vous ne pensiez obtenir auparavant.

Tél.: (450) 621-3622

2995324

EXCLUSIF

Luxeux
manteaux en
peau d'agneau
léger espagnol
merinos

Pour
ELLE ET LUI

Prêt à porter ou
sur mesure

Directement du fabricant

Robert Arnold
DESIGN

Sur rendez-vous samedi de 9 h 30 à 15 h 30
Lun. au vend. de 12 h à 18 h
9250, av. du Parc (angle Chabanel)
Local 450 • Tél. : 387-5495

2992025

2995381

PIERRE FOGLIA

Pfoggia@lapresse.ca



Ma dernière guerre

À l'époque, 1975, même si je travaillais déjà à *La Presse*, je ne racontais pas tout, comme aujourd'hui, dans mes chroniques. J'écrivais un journal personnel, comme tout un chacun. Sur tout en voyage. J'avais la manie à l'époque d'écrire dans les marges du livre que j'étais en train de lire. J'ai retrouvé les gribouillages qui suivent dans *Le Sabbat* de Maurice Sachs entre les pages 95 et 213.

Lundi 18, 14h30, aéroport de New Delhi, en partance pour Kaboul. La salle d'attente est pleine d'Américains et d'Australiens. Des freaks. L'hiver à Goa, le printemps à Katmandou, l'été à Kaboul. Il y a aussi une très jolie blonde avec des nattes. J'espère que je serai assis à côté d'elle.

Lundi 18, 15h. L'avion de Ariana (Afghan Air) vient de décoller. C'est pas la blonde avec des nattes. C'est un Australien qui ne sait pas pourquoi il va à Kaboul. Moi non plus. Il me dira plus tard qu'il y va pour fumer du hash. Moi aussi. Quand je lui dis que je suis journaliste sportif et que j'arrive des Jeux du Commonwealth à Christchurch (Nouvelle-Zélande) il rit à s'étouffer. L'hôtesse lui apporte un verre d'eau.

Lundi 18, 17h15. Spectaculaire descente en spirale vers Kaboul, dans l'entonnoir d'un cirque de montagnes enneigées.

Lundi 18, 22h. L'immense salle à dîner de l'hôtel Kaboul. Les seuls autres convives sont des Soviétiques. Pour ce que j'ai vu du pays entre l'aéroport et ici, rien de rigolo. Des bancs de neige. Des soldats. Comme j'entraîs à l'hôtel, un type enturbanné est passé dans la rue avec un âne qui portait une incroyable charge de bois sur son dos. À la réception de l'hôtel on m'a confisqué mon passeport.

Samedi 23, 23h10. Le vol KLM pour Istanbul. Sous les ailes de notre avion, Kaboul illuminée. Des petites fumées s'élèvent, ce doit être mon Australien qui «toque» encore. Quelle cheminée ! Il voulait que je redescende avec lui vers Bénarès, en autobus, à travers le Pakistan. Suis heureux et triste à la fois de quitter l'Afghanistan. Kaboul est une ville où l'on entre de plain-pied dans le Moyen Âge. Un bruit d'eau vous suit partout dans la ville, ce sont les torrents de la montagne qui roulent les eaux du dégel jusque dans les rues. Bruit déroutant parce que l'eau est symbole d'abondance et qu'ici il n'y a rien. Même les souks sont vides. J'ai menti à l'Australien. Ce n'était pas pour le hash que j'allais là, c'était pour le nom, Kaboul. Pour l'écho que la bouche en garde quand elle dit Kaboul, et pour les images qui s'y attachaient. Maintenant je sais que Kaboul n'est qu'une construction de mon imagination, mais je refuse de capituler, j'y retournerai.

Quand les tours du World Trade Center sont tombées le 11 septembre, l'ethnologue français Georges Lefeuve traversait l'Afghanistan en voiture avec une amie, il allait de Kaboul à Mazar-e-Charif la grande ville du Nord. Il raconte son voyage dans le journal *Le Monde* de jeudi dernier, un récit qui se démarque extraordinairement des bêtises qui se disent, s'écrivent, se répètent un peu partout ces jours-ci.

C'est le portrait des derniers jours tran-

quilles de l'Afghanistan ⁽¹⁾.

« Nous n'avons jamais eu à présenter notre passeport, ni dans les hôtels, ni sur la route... Les talibans n'ont pas construit de système étatique. Tout juste contrôlent-ils de manière tatillonne et ridicule le comportement moral des habitants... les paysans, soit 85 % de la population, n'y voient pas grand changement... Ce n'est pas un régime, tout juste une administration des moeurs... à défaut d'être aimés de la population, ils sont acceptés comme une fatalité passagère... »

Sur la vie à Kaboul, c'est un Kabouli qui parle : « Pas si difficile, rien à voir avec la peur permanente des bombardements à l'époque où Massoud ⁽²⁾ dirigeait le pays en pilonnant et rasant le quartier hazaar au sud de la ville, 50 000 morts en 1994. »

« La tragique nouvelle nous est parvenue le 12 septembre. Quelques jours ont passé dans une incroyable parenthèse, personne ne savait, ici, que l'Afghanistan était devenu une maladie... Que dieu protège ces pauvres gens qui vont expier demain un crime qu'ils n'ont pas commis. »

■ ■ ■

C'était il y a 25 ans.

Je ne suis jamais retourné à Kaboul.

Peut-être la semaine prochaine. Pas à Ka-

boul directement. Autour. Pakistan. Iran. Tadjikistan. Je sais pas. C'est pas simple comme d'aller à Paris. Ces pays-là, avant qu'on y arrive c'est des fonctionnaires, des formulaires avec des petits casiers : Mâle ou femelle ? Dans quels pays êtes-vous déjà allé ? Avez-vous le sida ? Deux exemplaires, trois photos, une lettre de votre employeur, prenez un ticket, attendez votre tour, petite montée de lait l'autre jour au comptoir des visas d'un de ces pays. Signez ici. Je signe. Le type scrute la signature, compare avec celle de mon passeport. Vous avez changé de signature ? J'ai pas pu me retenir. Cou't'ben chose, j'ai changé bien des trucs dans ma vie, d'idée souvent, de femme, de trottoir, de ca-leçon de temps en temps, mais de signature, jamais.

J'ai rempli 12 000 formulaires, donné 100 fois ma photo, téléphoné 50 fois à Ottawa et à New York, je commençais à entrevoir le moment où j'allais pouvoir partir, l'agence de voyages vient de m'appeler, M. Foglia il n'y a pas d'aéroport à Douchanbé !

Voyons donc mademoiselle ! La capitale d'un pays de six millions d'habitants ! Pas d'aéroport ? J'essaie de joindre Aeroflot. Fermé jusqu'à lundi.

Pourquoi les Américains ne feraient pas

plutôt la guerre au Luxembourg ? Je tiens de bonne source que le Grand Duc est un foutu terroriste. D'ailleurs il prend des cours de deltaplane.

Anyway. Si je finis par partir, ce sera ma dernière guerre, promis. J'espère faire encore deux ou trois Tours de France, deux Olympiades, quelques championnats du monde de ceci et de cela, mais de guerre, promis, c'est ma dernière. C'est pas le danger — il n'y a absolument aucun danger — ni la poussière et la gadoue des camps de réfugiés. C'est de rentrer le soir à l'hôtel, d'avoir à donner un pourboire pour une ligne téléphonique en priorité, c'est, dans la cour de l'hôtel, avec la chaîne de l'Hindu Kush pour fond de scène, la maquilleuse de FOX qui remet un peu de noir sous l'oeil de la commentatrice, quatre, trois, deux, un... they walked for days and days an days with no food...

Je vous promets de ne pas me maquiller.

(1) *Jours tranquille en Afghanistan*, Georges Lefeuve, *Le Monde* 4 octobre, page 17, www.lemonde.fr

(2) Le général Massoud a été assassiné quelques jours avant le WTC, la presse occidentale est en train d'en faire un héros, et de ses soldats des combattants de la liberté. C'est pas tout à fait ça.

SOLARIUMS
Zytco
2972323A

NOUVEAU
VERRE
SUPER-ISO
BLOCK

VASTE SÉLECTION DE
MODÈLES DE SOLARIUMS
TROIS-SAISONS, QUATRE-SAISONS
CLASSIQUE, CATHÉDRALE, EUROPÉEN,
CONSERVATOIRE, WINDSOR, VICTORIEN
ALUMINIUM OU CÈDRE
4940 CHEMIN BOIS-FRANC,
ST-LAURENT, QC, H4S 1A7
WWW.ZYTCO.COM
ARÊTES OU RECOURBÉS
514-335-2050
ESTIMATION SANS FRAIS : **800-361-9232**

Vente de Duvets
9 Modèles
à partir de Simple 59\$
Double 79\$
Queen 89\$
King 99\$
Économisez jusqu'à 99\$
Prix imbattables

Rabais sur
couvettes en duvet
housses de couette
draps
renovation de duvet
nettoyage de duvet
oreillers en duvet
tutons

Recommandé
par

Montréal

ungava
duvet
10 av. des Pins, ouest,
mar - ven 11 - 18
sam 11 - 17
dim, lun fermé

287-9276
287-9276
287-9276

Intel
1000 mhz
949\$

Pentium 4
1.7 ghz
1475\$

micro boutique
La boutique numérique Depuis 1983

SEANIX

hp
invent

Moniteur Viewsonic Gar. 3 ans **17" E70 269\$** **17" G73F tube plat 339\$** **15" ACL VE150M 649\$**

Obtenez jusqu'à 375\$ de remises postales, à l'achat d'un Seanix et de périphériques HP*

Deskjet 940
169\$
244\$ - remise de HP de 75\$

PSC 750
314\$
389\$ - remise de HP de 75\$

Photosmart 315
244\$
319\$ - remise de HP de 75\$

• Imprimante jet d'encre
• 12 ppm noir
• Jusqu'à 2400 x 1200 ppp
• Cartouches incluses, (Valeur de 98\$)

• Imprimante/Numériseur/Copieur
• Imprimante (11 ppm en noir)
• Jusqu'à 2400 x 1200 ppp en couleur
• Numériseur 600 x 1200 36 bit
• Port USB

• Caméra photo numérique
• 2.1 Megapixels
• Zoom numérique 2.5x
• Mise au point automatique

Montréal
8615 avenue du Parc
400, Ste-Catherine est.
Heures d'ouverture (6615 Parc):
lun, mar, mer. 9 à 18 jeu. ven. 9 à 19 sam. 10 à 17
<http://mbu.quebec.com>

UQÀM
Local A-M920
400, Ste-Catherine est.
Montréal
<http://mbu.quebec.com>

Université de Montréal
Local B2200
3200, rue Jean-Brillant
Montréal
<http://micro2200.quebec.com>

* À l'achat d'un ordinateur Seanix et d'un moniteur, détails en magasin. L'offre se termine le 13 octobre 2001.

2992839
Not Ready

Not Ready 2992839*80 07X128



SUR LA PISTE DE BEN LADEN

La crise continue de faire des ravages dans le secteur aérien

Agence France-Presse

PARIS – Le secteur aérien continue d’être frappé en cascade après les attentats aux États-Unis, les grandes compagnies procédant à d’importantes réductions de coûts et à des licenciements massifs, quand elles n’ont pas purement et simplement déposé leur bilan.

Sabena, une des plus anciennes compagnies aériennes d’Europe, n’a échappé hier à la liquidation qu’en obtenant de la justice belge la protection judiciaire. Le tribunal de commerce de Bruxelles a accordé à la compagnie belge une telle protection vis-à-vis de ses créanciers jusqu’au 30 novembre, ce qui lui donne un sursis pour mettre en place un plan de restructuration.

L’État belge a accordé à Sabena un crédit-relais de 125 millions d’euros (179,12 millions CAN), valable un mois et qui doit encore recevoir le feu vert de la Commission européenne.

La compagnie doit trouver des investisseurs capables de pallier la défaillance de Swissair, son actionnaire à 49,5 %, qui a déposé son bilan lundi.

Avec l’État belge (actionnaire à 50,5 %), Swissair aurait dû recapitaliser Sabena à hauteur de 430 millions d’euros d’ici à 2003. Une première tranche de 125 millions d’euros aurait dû être versée par Swissair cette semaine. Mais la compagnie helvétique, en quasi-faillite, a elle-même de sérieux problèmes financiers.

Après deux jours d’arrêt total des vols de Swissair, une reprise partielle du trafic n’a été rendue possible jeudi qu’après l’intervention du gouvernement de Berne, qui a débloqué 450 millions de francs suisses (434,82 millions CAN), un crédit-relais destiné à permettre à Swissair d’assurer ses liaisons aériennes jusqu’au 28 octobre.

La crise a par ailleurs contraint la compagnie italienne Alitalia à revoir son programme industriel 2002-2006 en y intégrant les effets d’un plan d’urgence prévoyant la suppression de 2500 postes sur un total d’environ 24 000, la mise hors service de plusieurs avions et la suspension de certains vols.

Hier soir, le patron d’Alitalia, Francesco Mengozzi, a indiqué que la compagnie procéderait à la suppression totale ou partielle de 34 destinations déficitaires.

Il s’agit de liaisons intercontinentales, internationales ou bien régionales qui perdent au total au niveau de l’exploitation près de 200 millions US par année.

Alitalia a enregistré une baisse de la demande d’environ 20 %, comme l’ensemble du marché, a affirmé M. Mengozzi.

En France, Aéroports de Paris (ADP), l’établissement public qui gère les aéroports parisiens, a saisi trois avions exploités par Air Lib, une autre ancienne filiale de Swis-



Photo AP

Un homme passait devant des soldats de la Garde nationale en poste à l’extérieur du terminal B à son arrivée, hier, à l’aéroport international de Newark, dans le New Jersey. Depuis hier, 90 soldats de la Garde nationale sont présents à cet aéroport pour rassurer les voyageurs à la suite des attentats du 11 septembre.

sair, pour obtenir le paiement de redevances d’atterrissage dues sur ces appareils, mais a dû par la suite y surseoir provisoirement à la demande expresse du ministère français des Transports.

Air Lib (ex-AOM Air Liberté), qui a échappé de justesse à la faillite l’été dernier, est en cessation de paiement envers ADP depuis le 15 mai.

Iberia, la première compagnie aérienne espagnole, pourrait supprimer environ 2000 de ses 29 000 emplois pour affronter la crise. Ses suppressions de postes correspondent à une réduction d’activité de 10 % que la compagnie prépare actuellement.

Dans ce contexte de crise, la question des aides publiques allouées aux compagnies aériennes amène un débat. Ces aides ne doivent absolument pas servir à couvrir les besoins financiers des compagnies aériennes qui se trouvaient dans une situation critique avant les attentats, a prévenu le commissaire européen à la Concurrence, Mario Monti. « Elles ne sauraient avoir d’autre effet que de retarder leurs restructurations », a-t-il ajouté.

La compagnie aérienne irlandaise à bas tarifs Ryanair a déjà déposé plainte à la Commission européenne contre le crédit-relais accordé à la Sabena.

Le gouvernement américain a, pour sa part, annoncé une aide fédérale d’un montant global de 18 milliards US en faveur des compagnies aériennes américaines.

L’OACI aidera les pays pauvres à accroître la sécurité dans leurs aéroports

ALLAN SWIFT
Presse Canadienne

LES PAYS MEMBRES de l’Organisation de l’aviation civile internationale (OACI) ont accepté, hier, le principe de verser de l’argent aux pays pauvres de la planète pour qu’ils puissent accroître les mesures de sécurité dans leurs aéroports.

La résolution fait partie des douzaines de décisions prises hier au cours de l’assemblée annuelle de l’organisme, dont les membres se réunissent tous les trois ans.

« Il est urgent de corriger les carences en matière de sécurité », a déclaré le président du conseil de l’OACI, Assad Kotaite, au terme de l’assemblée.

Les membres de l’organisation ont été exhortés à contribuer à la lutte contre le terrorisme en versant de l’argent et en fournissant l’expertise requise aux pays les moins favorisés de la planète, qui pourront ainsi augmenter leurs mesures de sécurité.

Selon M. Kotaite, dans les aéroports, le plus important consiste à accroître les mesures de sécurité au sol, soit avant que les passagers — et d’éventuels terroristes — ne prennent place dans l’avion.

L’OACI, dont le siège est à Montréal, est

aussi d’avis qu’il faudrait prévoir la tenue, dans les prochains mois, d’une conférence sur la sécurité dans le secteur de l’aviation.

Les résolutions adoptées au cours des derniers jours, toutes approuvées à l’unanimité, avaient été rédigées bien avant les attentats terroristes survenus aux États-Unis le 11 septembre, mais cette tragédie a mis la sécurité aérienne à l’avant-plan des priorités des pays membres de l’organisme.

À ce propos, les délégués ont adopté une résolution qui invite les 187 pays membres de l’OACI à condamner les terroristes de l’air, de même que ceux qui planifient des attentats et les pays qui servent de refuge à ceux qui les commettent.

Mais les délégués n’ont pas adopté de résolution plus spécifique visant, par exemple, à rendre plus inaccessible la cabine de pilotage ou à autoriser la présence de policiers armés dans les avions. De telles mesures seront laissées à la discrétion de chaque pays, a indiqué M. Kotaite.

Parmi les 1130 délégués qui ont assisté à la rencontre qui aura duré neuf jours, on comptait celui de l’Afghanistan, pays qui servirait de refuge à Oussama ben Laden, considéré comme celui qui aurait orchestré les attentats commis le 11 septembre.

LES COURS DE CUISINE DE L'ACADÉMIE CULINAIRE



Promotion spéciale : Invitez un ami à moitié prix!

2394657



Appelez-nous (514) 393-8111
www.academieculinaire.com

360, rue du Champ-de-Mars, Montréal • Stationnement public métro Champ-de-Mars

www.hec.ca/programmes/certificats

À LA HAUTEUR DE VOS AMBITIONS

Grâce aux certificats et aux modules, développez de nouvelles compétences et donnez de l'élan à votre carrière.

Les certificats

- Administration
- Commerce de détail et distribution
- Commerce électronique **NOUVEAU**
- Commerce international
- Comptabilité professionnelle
- Création d'entreprise
- Gestion comptable des organisations
- Gestion d'entreprise
- Gestion de projets **NOUVEAU**
- Gestion des opérations et de la production
- Gestion des ressources humaines
- Gestion du marketing
- Gestion financière
- Informatique pour gestionnaire
- Planification financière personnelle
- Supervision

Les modules en gestion

Les modules sont des blocs de 3 à 5 cours répondant à des besoins très précis de formation et menant à une attestation d'études des HEC.

- Approvisionnement
- Bureautique et gestion
- Développement d'applications informatisées
- Économie pour gestionnaire
- Éléments de gestion d'un commerce de détail
- Entrepreneurship
- Environnement du commerce international
- Environnement économique
- Exercice du leadership (L')
- Fiscalité
- Fonctions de l'entreprise
- Gestion comptable pour PME
- Gestion de la performance
- Gestion de la rémunération
- Gestion des équipes de travail
- Gestion financière des entreprises
- Gestion optimale de la production
- Habilités de supervision
- Internet dans les organisations
- Investissement et financement des placements immobiliers
- Marketing aux consommateurs
- Outils de gestion de la vente
- Planificateur financier
- Planification et contrôle de la production et des stocks
- Planification financière personnelle
- Qualité totale
- Recrutement du personnel
- Relations de travail
- Stratégies de gestion de la vente
- Titres financiers et gestion de portefeuille
- Transport et gestion de la distribution

ADMISSION – DATES LIMITES

Trimestre d'hiver : 15 octobre
Trimestre d'été : 15 février
Trimestre d'automne : 15 mai
Tél. : (514) 340-6151
certificat@hec.ca

EQUIS
Agrément



École des Hautes Études Commerciales
3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Montréal (Québec)
H3T 2A7



C'EST ENCORE MIEUX
QUAND C'EST **MEILLEUR!**

2392947A

L'ÉVÉNEMENT «LE MEILLEUR DE NISSAN»

2392953

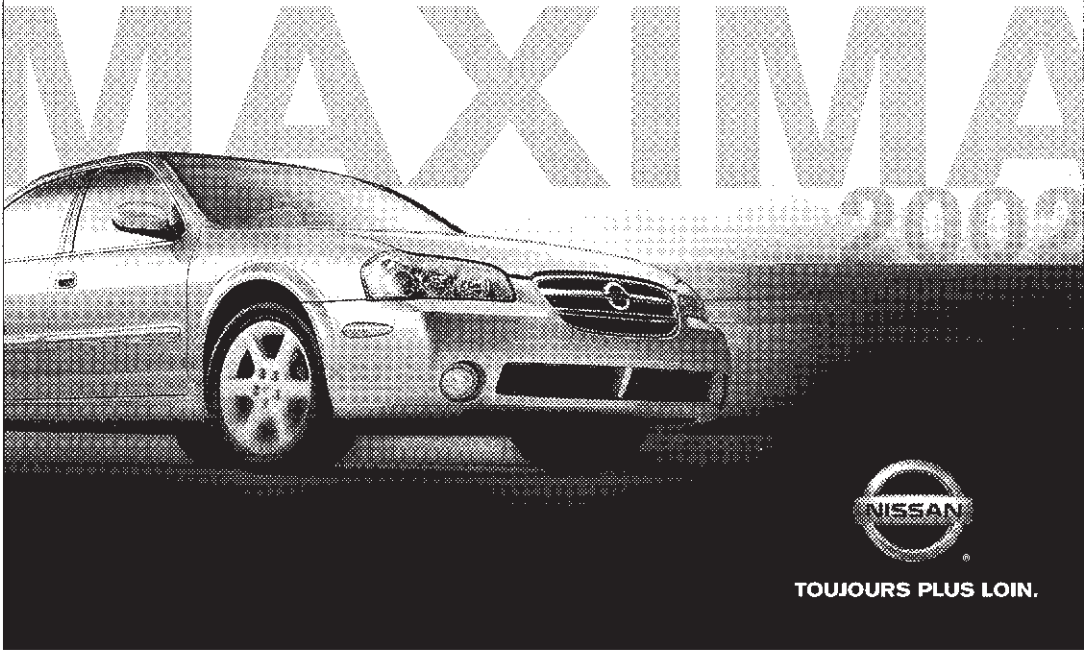
399\$
/mois*

0\$acompte disponible
Transport et préparation inclus!

LE MIEUX C'EST D'EN PROFITER!

- Transmission automatique
- Ensemble agrément
- Radio AM/FM/CD avec 6 haut-parleurs, 120 watts
- Climatiseur avec régulateur automatique
- Freins ABS et à disque aux 4 roues
- Moteur V6 de 255 chevaux
- Système antivol et antidémarrage avec clé à puce
- Assistance routière 24h

4,8%
financement à l'achat!**



TOUJOURS PLUS LOIN.

*Location de 48 mois pour la Maxima GXE 2002 (U4RG72 AA 00). Acompte ou échange équivalent de 3 995 \$. Limite de 24 000 km par année avec 0,10\$/km extra. Premier versement et dépôt de garantie équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit. **Taux de financement de 4,8 % à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. TOUJOURS PLUS LOIN et le logo NISSAN sont des marques de commerce de Nissan.

www.nissanmontreal.com www.nissancanada.com 1 800 387-0122



SUR LA PISTE DE BEN LADEN



Photo PC ©

Le ministre des Affaires étrangères, John Manley, au cours de la période des questions hier à la Chambre des communes.

Le Canada doit agir afin de garder sa réputation, dit Manley

Presse Canadienne

OTTAWA — Dans le nouveau contexte mondial de lutte contre le terrorisme, le Canada n'aurait pas les moyens de ses ambitions, encore moins les moyens de suivre la cadence de ses partenaires du G8 et maintenir sa réputation, soutient le ministre des Affaires étrangères, John Manley.

Ces propos du ministre, tenus dans une entrevue avec le *National Post* et publiés hier, contrastent vivement avec la position du gouvernement depuis les événements du 11 septembre. Depuis près d'un mois, les ministres répètent que le Canada est bien outillé pour faire face au terrorisme. « Vous ne pouvez pas être assis à la table du G8 et, lorsque

vient le temps de recevoir la facture, vous lever pour aller aux toilettes », a déclaré M. Manley au quotidien torontois.

Dans le même article, on peut lire que le ministre croit que le Canada doit prendre la responsabilité financière qui lui incombe s'il veut jouer un rôle international et ainsi, conserver sa réputation. Ottawa devrait également, selon M. Manley, investir davantage dans son armée, ses services de sécurité, et dans l'aide étrangère.

M. Manley, qui préside le comité spécial chargé de la sécurité publique et du contre-terrorisme, a fait remarquer hier que l'effort financier exigé du Canada sera plus grand qu'auparavant parce que « bien des choses ont changé, le 11 septembre ».

La Défense aura besoin de plus d'argent

ISABELLE DUCAS
Presse Canadienne

OTTAWA — Le ministre de la Défense, Art Eggleton, estime qu'il aura besoin de plus d'argent pour l'armée, qui doit être mieux préparée à combattre la menace terroriste. Mais il ne sait pas encore exactement combien.

« Les responsabilités du Canada nous obligeront à faire des choix difficiles et exigeront un meilleur financement pour les Forces armées », a dit le ministre, hier, alors qu'il comparait devant le comité des Finances.

Mais le ministre n'a pu préciser les sommes supplémentaires dont il aura besoin pour rendre les soldats canadiens plus efficaces, ce qui a rendu furieux des députés de l'opposition siégeant au comité.

Le bloquiste Yvan Loubier a fait remarquer à M. Eggleton qu'il doit participer à une rencontre interministérielle au cours des prochains jours, dans le cadre du nouveau comité sur la sécurité publique présidé par le ministre John Manley.

« Je suis sûr que vous devez avoir une petite idée de ce que vous allez proposer, a avancé M. Loubier. Vous devez connaître les

éléments majeurs de votre plan et les coûts qui y sont rattachés. On veut savoir ce qui sera ajouté comme besoins financiers. »

M. Eggleton n'a pu répondre : « J'ai beaucoup d'idées, a-t-il assuré, mais tout ça est encore en train d'évoluer. Nous faisons face à de nouvelles menaces, comme le cyberterrorisme, des choses que nous ne pouvions imaginer avant. Il faut déterminer quelles sont nos priorités avant de savoir les sommes dont nous aurons besoin. »

La campagne antiterroriste en cours sera longue, a prévenu le ministre, qui a tout de même promis qu'il pourrait donner plus de détails sur ses intentions au cours des prochains jours, après avoir bien réfléchi aux meilleurs moyens d'agir.

« Les coûts ne sont pas un trop lourd fardeau à ce moment-ci, mais je ne veux pas spéculer en donnant un budget total, a dit M. Eggleton. Nous sommes restés à l'intérieur de notre budget. Si nous avons besoin de plus d'argent, nous allons en demander. »

Il a notamment fait allusion à l'ajout de chasseurs CF-18 pour surveiller l'espace aérien nord-américain et à des activités plus importantes des services de renseignement de l'armée.

Le meilleur endroit pour l'achat de votre lecteur DVD

À l'achat d'un lecteur DVD obtenez un coupon rabais de 50\$* (Applicable à l'achat d'un cinéma maison. Détails en magasin.)

LECTEUR CD-RW/MP3
218\$ + coupon de 50\$*

RCA
Lecteur DVD
• Compatible Dolby Digital et DTS
• Reprise instantanée • Téléc.
218\$ + coupon de 50\$*

JVC
Lecteur DVD/CD-RW/VDC
• Compatible CD-R, CD-RW
• Sortie vidéo à composants
• Design ultra-mince • Téléc.
248\$ + coupon de 50\$*

HITACHI
Lecteur DVD
• Compatible avec disques CD-R/RW/MP3
• Capteur à 2 lasers
• Télécommande multimarques
278\$ + coupon de 50\$*

Panasonic
Lecteur DVD
• Compatible CD-R/RW et MP3
• Sortie vidéo à composants
• Télécommande
298\$ + coupon de 50\$*

Panasonic
Lecteur DVD/DC à 5 disques
• Compatible CD-R, CD-RW, MP3
• Sortie vidéo à composants
• Sortie S-Vidéo • Télécommande
398\$ + coupon de 50\$*

SONY
Lecteur DVD/DC/VDC
• Décodeur Dolby numérique et DTS intégré
• Double capteur laser
• Capacité CD-R/RW
348\$ + coupon de 50\$*

DENON
Lecteur DVD
• Compatible CD-R, CD-RW, MP3
• Sortie vidéo à composants
• Sortie d'extrêmes-graves
• Télécommande
498\$ + coupon de 50\$*

Ensemble cinéma maison
• Récepteur Dolby numérique/DTS - 5 x 70 watts
• Lecteur DVD compatible CD-R/CD-RW
• 5 enceintes satellites
• 1 enceinte d'extrêmes-graves - 100 watts
Rég. : 998\$
Rabais instantané - 30\$
968\$

Dumoulin
Électronique • Informatique • Photo • Communications

MONTRÉAL : 8390 rue St-Hubert • (514) 388-4777 • MONTRÉAL (centre-ville) : 2050 boul. St-Laurent • (514) 288-7755
WEST ISLAND : 2355 route Transcanadienne (Mega Mall / boul. des Sources) • (514) 428-1616 • LAVAL : 1599 autoroute Laval Ouest • (450) 688-7770
LASALLE : 7197 boul. Newman • (514) 368-3937 • ST-LÉONARD : 6870 rue Jean-Talon Est • (514) 255-5577 • BROSSARD : 5705 boul. Taschereau • (450) 462-8867
ST-BRUNO : Les Promenades St-Bruno • (450) 441-5020 • LONGUEUIL : 2203 chemin Chambly • (450) 468-1993

Plus de 55 succursales à travers le Québec! Composez le 1-877-Dumoulin pour connaître la succursale la plus près de chez vous.

COMPOST GRATUIT
pour les Montréalais, les 12 et 13 octobre

Apportez votre pelle, vos contenants et une preuve de résidence.

Le vendredi 12 octobre, entre 8 h et 20 h, et le samedi 13 octobre, entre 9 h et 15 h, venez chercher votre compost et vos copeaux de bois gratuits au Complexe environnemental de Saint-Michel, situé au 2525, rue Jarry Est, à l'intersection de la rue D'Iberville.

Vous pouvez profiter de l'occasion pour visiter l'éco-centre Saint-Michel juste à côté et y apporter les objets encombrants dont vous voulez vous départir.

L'équipe du Service des travaux publics et de l'environnement vous souhaite un bon jardinage et un bel automne!

Ville de Montréal

ÉVÉNEMENT TROC

Le samedi 13 octobre dès 9 h
Vous désirez renouveler votre équipement de plein air ? Vous n'avez qu'à venir déposer vos produits de sports de plein air usagés du 29 septembre au 10 octobre aux succursales de Laval ou Montréal. Tous les produits recueillis seront mis en vente le samedi 13 octobre à la succursale de Montréal. Pour tous les produits vendus, nous vous remettrons un bon d'achat échangeable à La Cordée.

5995 \$ La paire
Bâtons télescopiques Combi La Cordée
• Bâtons télescopiques fabriqués d'aluminium 6061 ;
• 2 sections. Livrés avec 2 modèles de panier (randonnée et ski) ;
• longueur réglable.

9995 \$ La paire
Bâtons de marche Rando La Cordée
• Bâtons télescopiques fabriqués d'aluminium 7075 ;
• système antichocs ;
• poignée de liège et caoutchouc ;
• pointe de carbure.

SPÉCIAL 14995 \$ Économisez 170 \$
Régulier 31995 \$
Bottes de randonnée Ascent Merrell
• Tige de cuir Nubuck imperméable ;
• semelle Vibram Speedhiker ;
• disponibles dans les pointures hommes et femmes.

LA CORDÉE

Promotion en vigueur jusqu'au 14 octobre 2001 ou jusqu'à épuisement de la marchandise. Les produits peuvent différer des modèles illustrés.

Maintenant 2 adresses pour mieux vous servir.
2159, rue Sainte-Catherine Est, Montréal H2K 2H9 Métro Papineau
2777, boul. St-Martin Ouest, Laval H7T 2Y7, près de l'autoroute 15
Tél. : (514) 524-1106 • www.lacordee.com



SUR LA PISTE DE BEN LADEN

Le conseiller de Sharon tente de calmer le jeu

Agence France-Presse

JÉRUSALEM – Le conseiller du premier ministre israélien, Ariel Sharon, s'est efforcé hier soir de calmer le jeu entre Israël et les États-Unis après des critiques antiaméricaines lancées la veille par M. Sharon et jugées « inacceptables » par Washington.

En comparant la situation d'Israël à celle de la Tchécoslovaquie sacrifiée à l'Allemagne nazie par les puissances occidentales à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, M. Sharon n'a jamais voulu comparer le président américain George W. Bush au premier ministre britannique de l'époque Neville Chamberlain, a déclaré Dore Gold.

Au cours d'une conférence de presse, M. Sharon avait appelé « les démocraties occidentales, en premier lieu les chefs du monde libre, les États-Unis, à ne pas commettre de nouveau l'erreur terrible commise en 1938 lorsque les démocraties européennes ont sacrifié la Tchécoslovaquie pour une solution provisoire ».

« Ce que le premier ministre dit est qu'il se doit d'assurer la sécurité

d'Israël en raison de l'escalade de la violence à laquelle il fait face », a souligné M. Gold.

« Le fait est qu'en raison de certains intérêts internationaux, la sécurité de la Tchécoslovaquie a été sacrifiée dans les années trente », a-t-il ajouté.

Le porte-parole de la Maison-Blanche, Ari Fleischer, a estimé que « les commentaires faits par le premier ministre sont inacceptables, selon l'opinion du président », en précisant que M. Bush lui avait directement demandé de faire cette déclaration.

Neville Chamberlain est entré dans l'histoire comme celui qui a capitulé face à Hitler à la conférence de Munich, en ayant l'illusion d'avoir préservé la paix.

« Une situation dangereuse a été créée au Proche-Orient. Des organisations comme le Hezbollah (chiite libanais) et le Hamas (mouvement islamiste radical palestinien) croient qu'elles peuvent provoquer une escalade de la violence et du terrorisme sans s'exposer à une riposte adéquate d'Israël, parce qu'elles pensent qu'Israël a les mains liées en raison des besoins de la coalition », a dit M. Gold, qui faisait allusion aux pressions américaines pour obtenir une accalmie de la situation au Proche-Orient.



Photo AP ©

De petits Palestiniens portant des armes factices et partisans du Fatah de Yasser Arafat ont défilé hier dans le camp de réfugiés de Balata, près de Naplouse.

Gages de bonne volonté des Palestiniens

Agence France-Presse

RAMALLAH, Cisjordanie — Les dirigeants palestiniens ont lancé un appel au respect du cessez-le-feu, battu quotidiennement en brèche, pour éviter de donner prise aux accusations israéliennes de terrorisme et donner à Washington des gages de leur bonne volonté.

La direction palestinienne, composée du gouvernement palestinien et des membres du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (CEOLP), a adressé hier une mise en garde aux Palestiniens contre toute violation du cessez-le-feu avec Israël.

« Celui qui viole la décision de cesser le feu commet un acte grave qui porte atteinte à l'intérêt national et présente la couverture idéale au gouvernement israélien pour mener à bien son projet expansionniste », a indiqué la direction, réunie à Ramallah sous l'autorité du président Yasser Arafat.

Cet appel intervient alors que le président américain George W. Bush a jugé hier « inacceptables » des propos tenus la veille par le premier ministre israélien Ariel Sharon qui a appelé les Occidentaux et notamment les États-Unis à ne pas « s'entendre avec les Arabes aux dépens d'Israël ».

Dans la nuit de jeudi à hier, le CEOLP et le Fatah, le mouvement de M. Arafat, avaient déjà lancé un appel similaire.

« Des mesures ont été prises pour faire respecter le cessez-le-feu de manière à retirer à Israël tous les prétextes qu'il utilise pour ternir l'image du peuple palestinien et présenter sa lutte nationale comme une forme de terrorisme », a affirmé le CEOLP.

Mais ces consignes n'ont, semble-t-il, pas été entendues.

Des obus de mortier ont été tirés hier soir du nord de la bande de Gaza vers une localité israélienne sans faire ni victime ni dégât.

Hier matin, un Israélien a été tué, près de Tulkarem, en Cisjordanie, par des tirs palestiniens.

Deux groupes, les Brigades de la résistance nationale palestinienne, branche armée du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP, gauche radicale), et le « Front de l'armée populaire-Bataillons du retour », considéré comme proche du Fatah, ont revendiqué l'opération.

Hier à l'aube, une incursion israélienne à Hébron en Cisjordanie a fait cinq tués et 17 blessés palestiniens.

M. Arafat avait proclamé un cessez-le-feu « sur tous les fronts » le 18 septembre. Les violences se sont poursuivies depuis.

Classique de golf FSAA/Banque Royale

La 4^e Classique de golf FSAA/Banque Royale s'est tenue le 10 septembre 2001 au Club de Golf et Curling de Drummondville et a réuni plus de 150 participants et participants, partenaires, commanditaires et amis de la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation.

Grâce à la générosité et au dynamisme de ses partenaires, la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation a pu amasser la somme de 32 000 \$ qui servira à générer des bourses d'excellence à l'admission pour les étudiants et les étudiants les plus méritants. La cérémonie de remise des bourses se déroulera en présence des donateurs le 16 novembre prochain à 13h30 au Grand Salon du Pavillon Maurice-Pollack.



Sur la photo, Jean-Claude Dufour, agronome et doyen de la FSAA, Gérald Pelletier, agronome, directeur, Vente et marché - Agriculture et agroalimentaire, Banque Royale et Yves Mathieu, agronome, vice-président associé Agriculture et agroalimentaire, Direction du Québec, Banque Royale et président d'honneur du tournoi, remettent le chèque à Audr e Dumouchel, présidente de l'Association générale des étudiants en agriculture, alimentation et consommation (AG TAAC).

UNIVERSITÉ LAVAL
Aujourd'hui Québec, demain le monde.

www.ulaval.ca

2993750A

Les collectivités d'abord : La gouvernance des Prem res nations en vertu de la Loi sur les Indiens

Les collectivités d'abord : La gouvernance des Prem res nations a pour objectif d'être à l'écoute des collectivités en vue de connaître le type de gestion qu'elles souhaitent pour leur collectivité. Ax  sur les gens, le processus *Les collectivités d'abord* fait en sorte que les Prem res nations aient leur mot à dire au moment d'élaborer la nouvelle mesure relative à la gouvernance.

**10 octobre 2001
19 h 30**

Château Logue Hôtel Resort
Salle Vallée de la Gatineau
12, rue Comeau
Maniwaki (Québec)

Exprimez-vous... Prenez part à l'une des séances de consultations. Pour obtenir d'autres renseignements ou pour répondre aux questions du sondage, composez le **1 800 550-1540**. Vous pouvez aussi visiter le site *Les collectivités d'abord : La gouvernance des Prem res nations*   l'adresse **www.gpn-fng.gc.ca**.

Affaires indiennes et du Nord Canada / Indian and Northern Affairs Canada

Canada

Maintenant, c'est votre hypothèque qui vous doit de l'argent !

4

0 %*

de remise en argent

Contractez ou transférez un prêt hypothécaire à la Banque Laurentienne, et recevez 4 % du montant de votre emprunt pour un terme de 5 ans !
Dépêchez-vous : cette offre est d'une durée limitée.

Pour plus de détails, appelez un conseiller de la Banque Laurentienne.



**BANQUE
LAURENTIENNE**

1 800 BLC-1846
www.banquelaurentienne.com

*Pourcentage de remise applicable au terme fermé de cinq (5) ans. La remise en argent est calculée en fonction du montant du capital emprunté. Par exemple : pour un emprunt de 200 000 \$ la Banque Laurentienne vous remettra 8 000 \$ en argent. Le maximum alloué de remise en argent est de 25 000 \$. Cette offre d'une durée limitée s'applique uniquement pour les nouvelles demandes de prêt hypothécaire et peut prendre fin en tout temps. Certaines conditions s'appliquent. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre et est soumise à l'approbation du crédit par la Banque.

2992779



SUR LA PISTE DE BEN LADEN

Des images « récentes » de ben Laden et d'Ayman al-Zawahri diffusées à la télé

Agence France-Presse

DOHA — La télévision satellitaire Al-Jazira a montré hier des images « récentes » d'Oussama ben Laden, principal suspect dans les attentats du 11 septembre aux États-Unis, en compagnie de l'un de ses bras droits, l'Égyptien Aymane al-Zawahri.

« Ce sont des images récentes d'Oussama ben Laden et d'Ayman al-Zawahri », visé par un mandat d'Interpol pour ses liens avec ben Laden et qui dirige une petite faction de l'organisation Jihad, a affirmé à l'AFP Al-Jazira, en refusant de préciser la date et le lieu de tournage des images.

« Ces séquences (vidéo) nous ont été fournies par notre correspondant à Kaboul », Tayssir Al-louni, a précisé la télévision, qui émet de Doha.

Le film, d'une durée de près d'une minute, montre ben Laden et Zawahri lors d'une cérémonie pour

« la création d'un nouveau contingent de combattants de l'organisation Al-Qaeda », de ben Laden, et « l'annonce de l'unification d'Al-Qaeda et du Jihad », a précisé Al-Jazira.

Dans ce film, ben Laden et Zawahri, flanqués de gardes armés, apparaissent au pied de montagnes où sont dressées plusieurs tentes et où se trouvent quelques véhicules tout-terrains.

Une autre séquence montre des dizaines de combattants en tenue militaire tirant en l'air pour célébrer l'événement. Dans une autre, ben Laden et Zawahri, arborant chacun un fusil d'assaut, se trouvent à l'extérieur d'un camp militaire. Les deux hommes, assis à même le sol, écoutent dans d'autres images un discours de circonstance prononcé par un combattant non identifié.

Ben Laden, déchu de sa nationalité saoudienne en 1994, réside depuis cinq ans en Afghanistan sous la protection des talibans, qui refusent de l'extrader. Il avait été accusé par les États-Unis d'être le res-



Photo AFP
Le film, d'une durée de près d'une minute, montre ben Laden et Zawahri lors d'une cérémonie pour « la création d'un nouveau contingent de combattants de l'organisation Al-Qaeda » de ben Laden.

pensible de deux attentats commis contre leurs ambassades à Dar es

Salaam et Nairobi, qui avaient fait 224 morts en 1998. En représailles, Washington avait tiré plusieurs missiles de croisière sur ses camps en Afghanistan.

Le Jihad égyptien est la seule organisation islamiste à avoir réussi à assassiner un président, l'Égyptien Anouar Al-Sadate, le 6 octobre 1981. Mais Zawahri représente aujourd'hui la minorité au sein du mouvement, où la majorité a opté ces dernières années pour la lutte politique.

Zawahri, un chirurgien de 50 ans, a quitté l'Égypte au milieu des années 1980, après avoir purgé une peine de trois ans de prison pour implication dans l'assassinat de Sadate.

Il aurait ensuite séjourné en Arabie Saoudite, au Soudan et aux États-Unis, avant de se réfugier en Afghanistan, où il a rejoint le Front pour la libération des lieux saints de l'islam (FLLSI), créé en 1998 à Peshawar (Pakistan) sous la houlette de ben Laden.

Le cauchemar des services de renseignement américains

GEORGE GEDDA
Associated Press

WASHINGTON — Chance, ruse, synchronisation, gouvernements arrangeants et, peut-être, une dose d'incompétence américaine. Telles sont les raisons invoquées pour expliquer la survie d'Oussama ben Laden, suspect numéro un dans la récente série d'attaques terroristes contre les États-Unis.

En 1996, les États-Unis tentent d'arrêter le milliardaire d'origine saoudienne au Soudan et de le placer en garde à vue en Arabie Saoudite, mais ils échouent.

Deux ans plus tard, même scénario, lors d'une attaque aux missiles sur des camps d'entraînement en Afghanistan. En 1999, la CIA entraîne secrètement une soixantaine d'hommes des services secrets pakistanais pour capturer ou tuer Oussama ben Laden. Le feu vert de cette opération ne sera jamais donné.

Les États-Unis n'ont pas eu plus de flair pour déjouer les complots qui menaçaient les

intérêts américains : les attentats contre les ambassades des États-Unis en Afrique en 1998, l'attaque contre le USS Cole au Yémen en 2000 et, enfin, les attentats suicide du 11 septembre contre New York et Washington.

Les agences de renseignement américaines auraient-elles pu — ou dû — savoir ce qui se tramait ? Le secrétaire d'État Colin Powell explique que de nombreux indices pouvaient faire croire, avant le 11 septembre, que « quelque chose allait se passer », mais qu'aucune information concrète ne permettait de le confirmer.

L'affirmation de l'ancien responsable de la CIA Herbert Meyer est moins obligeante. Il voit pour sa part « une série d'échecs en cascade des services de renseignement », qui a débuté quelques années plus tôt quand, note-t-il, les autorités américaines n'ont pas pris suffisamment au sérieux l'éventualité d'une menace ben Laden.

Dans l'espoir de l'éliminer en 1996, l'administration Clinton, selon deux anciens responsables du gouvernement, avait cherché à l'arrêter au Soudan pour le placer en déten-

tion en Arabie Saoudite. Mais les Saoudiens avaient refusé, au motif que sa présence serait une menace pour la stabilité de leur pays, arguant également que certains de leurs concitoyens partageaient ses opinions extrémistes.

Expulsé du Soudan en mai 1996, il se réfugie en Afghanistan. Quatre mois plus tard, la milice fondamentaliste des talibans prend le pouvoir à Kaboul. Depuis, l'Afghanistan protège ben Laden et son organisation Al-Qaeda, malgré sa participation évidente à de nombreux meurtres et actes terroristes.

Deux ans plus tard, il échappe à une attaque menée par 66 missiles de croisière américains contre des camps d'entraînement afghans. Cette attaque était menée en représailles aux attentats perpétrés contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, deux semaines plus tôt. Oussama ben Laden est le commanditaire présumé de ces attaques.

En 1999, un projet de commandos pakistanais avait été arrangé entre l'administration Clinton, le premier ministre pakistanais de

l'époque, Nawaz Sharif, et les services de renseignement. Mais, après le renversement de M. Sharif la même année, le plan est abandonné par le nouveau chef du gouvernement pakistanais Pervez Musharraf.

L'ancien président américain Bill Clinton déclarait récemment : « J'ai autorisé l'arrestation et, si nécessaire, le meurtre de ben Laden. En fait, nous avions pris contact en ce sens avec un mouvement afghan, mais il a échoué. Nous avons donc fait tout ce que nous pouvions et tout ce que j'estimais approprié. »

Le président George W. Bush a maintenu la semaine dernière que le pays « avait les meilleurs services de renseignement possibles ». Mais le sénateur républicain de l'Alabama, Richard Shelby, considère que les attentats du 11 septembre constituent un « échec colossal » pour ces services. « Pour être clair, nous avons manqué le coche », poursuit-il. « Nous n'avions pas le moindre soupçon qu'une attaque d'une telle précision et d'une telle force de destruction allait intervenir sur notre territoire. »



Le compte à rebours est commencé.



DeVille 2001



Seville 2001



Catera 2001

1,9 % à l'achat sur les modèles 2001*

0,9 % à la location sur les Seville 2001**

Garantie limitée et entretien régulier sans frais : 4 ans ou 80 000 km***



Cadillac

La fusion du design et de la technologie.



Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs sélectionnés 2001 en stock. Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. *Taux de financement à l'achat de 1,9 % disponible jusqu'à 48 mois pour DeVille, Seville et Catera. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. **Taux de financement à la location de 0,9 % disponible jusqu'à 48 mois pour Seville. Frais de 12 ¢ du km après 80 000 km. ***Selon la première éventualité. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire participant, visitez le www.gmcanada.com ou faites le 1 800 463-7483.

2987631A

298854

Mort d'un homme atteint d'un anthrax pulmonaire en Floride

LANTANA, Floride — Un homme de 63 ans hospitalisé en Floride pour un anthrax pulmonaire, une maladie mortelle mentionnée comme possible arme biologique, est mort hier au Centre médical JFK à Atlantis. Pour l'heure, les autorités américaines se refusent à évoquer un cas de terrorisme bactériologique. Elles ont cependant dépêché des enquêteurs en Caroline du Nord et en Floride, les deux États où la victime a résidé ces derniers temps. Bob Stevens, un photographe du tabloïd

The Sun, a succombé à la maladie, les antibiotiques n'ayant pas réussi à vaincre l'infection, a expliqué le Dr Jean Malecki. « Les gens ne doivent pas avoir peur », avait assuré avant le décès du patient le Dr Jeffrey Koplan, directeur des Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC) à Atlanta. « C'est un cas isolé et ce n'est pas contagieux », avait renchéri jeudi à la Maison-Blanche le secrétaire à la Santé, Tommy Thompson, en précisant que ce type d'incidents est « rare, très rare ». C'est la première fois depuis 1976 aux États-Unis qu'un tel cas se présente. Bob Stevens avait été examiné mardi par les médecins qui ont pensé dans un premier temps à une méningite. Des examens complémentaires et des rayons X ont cependant montré qu'il s'agissait d'un anthrax pulmonaire, une maladie extrêmement mortelle, qui est traitée par des antibiotiques. Le patient, qui s'était récemment rendu en Caroline du Nord, est tombé malade peu après son retour à son domicile de Lantana, au sud de West Palm Beach. L'anthrax, une infection causée par le bacille *Anthraxis*, a été mis au point par certains pays comme possible arme biologique de destruction massive. Cette bactérie, souvent transmise par le bétail, fabrique une toxine qui s'attaque aux globules blancs du système immunitaire.

La soirée
Les copines
d'abord

Les copines se font
dorloter de la
tête aux pieds.



Le mercredi 17 octobre, de 18 h à 21 h. À quand remonte la dernière fois où vous vous êtes amusée avec vos copines et laissée dorloter? On entend ici maquillage, manucure, pédicure, soins du visage, tout le tralala, quoi! Que diriez-vous si vous pouviez en plus profiter d'une virée de magasinage, ainsi que de petites gâteries comme des rafraîchissements, des bouchées amusantes, de la musique sensass et des cadeaux spéciaux?

Cet événement extraordinaire ne dure qu'une soirée seulement, alors communiquez au (514) 842-5111, poste 348, pour réserver votre place dès maintenant.

Le billet, au coût de 20 \$ est applicable à tout achat de produits de beauté, d'une valeur de 75 \$ et plus, effectué lors de cet événement.* Holt Renfrew versera 2 % du total de ses ventes de produits de beauté réalisées au cours de la soirée Les copines d'abord, le 17 octobre prochain, à la campagne américaine en faveur de la Croix-Rouge.

*Cosmétiques, fragrances et soins de la peau seulement. Cette offre de 20 \$ de durée limitée est valable lors de la soirée Les copines d'abord seulement.

HOLT RENFREW

rue Sherbrooke, angle de la Montagne (514) 842-5111 www.holtrenfrew.com

« Ça, c'est un syndicat
sur lequel on peut
vraiment s'appuyer! »

Ronald Caron
Agent de développement
d'activités culturelles, physiques et sportives





**Syndicat
des fonctionnaires
municipaux de Montréal**
(SCFP — 429)

SCFP
Syndicat canadien de
la fonction publique

Le SFMM représente 8 000 fonctionnaires municipaux qui oeuvrent dans plus de 350 emplois différents et qui mettent leur énergie à bien servir la population de Montréal.

Qu'est-ce que Mathieu ne donnerait pas
pour revenir en arrière



Bien des drames humains pourraient être évités si chacun y mettait du sien !
Un lieu de travail sécuritaire,
un bon programme de formation,
l'utilisation de méthodes conformes
et l'équipement de protection adéquat...
Voilà autant de moyens qui doivent être mis
de l'avant par les employeurs et les travailleurs
pour prévenir les accidents du travail.

Québec



La prévention, j'y travaille !

www.csst.qc.ca

CSST

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

6 octobre 2001

Page A11 manquante

QUÉBEC

La défaite orpheline

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Les organisateurs du PLQ ont senti que quelque chose d'étrange se passait dans Jonquière. Lundi dernier, dans la fébrilité des heures précédant la fermeture des bureaux de scrutin, leurs adversaires péquistes frappaient aux portes de sympathisants de Jean Charest, croyant « sortir » leur propre vote.

Le résultat des élections complémentaires de lundi a eu l'effet d'un coup de poing au Parti québécois comme au gouvernement Landry. En politique comme dans vie, la victoire a bien des pères, mais la défaite reste souvent orpheline. Toute la semaine, en réunions de stratégie, au Conseil des ministres, Bernard Landry et ses collègues ont cherché à identifier les causes de la dégelée dans Jonquière et dans Lavolette. Le douloureux bilan se poursuivra la semaine prochaine avec l'ensemble des députés.

Un constat dérangeant pour les stratèges péquistes parce qu'il les force à mettre au rancart leurs explications habituelles. Le taux de participation fut particulièrement élevé, plus de 63 % dans les complémentaires de Jonquière et de Lavolette, mais cela n'a pas empêché les libéraux d'obtenir 46 % des suffrages au Saguenay, contre 31 % au PQ. Dans Lavolette, les libéraux ont gagné 61 % des voix et ont ainsi écrasé le candidat de Bernard Landry, Yves Demers, appuyé par un électeur sur quatre.

Désormais, il sera difficile pour les péquistes de soutenir qu'avec Jean Charest à leur tête, les libéraux ne sont pas susceptibles de faire une percée dans les régions. De plus, les comtés de Jonquière, Lavolette et même Labelle, où les troupes de Bernard Landry ont eu la frousse, sont massivement francophones.

Pagaille avenue Papineau



Photo ROBERT MAILLOUX, La Presse ©

Le premier ministre du Québec et chef du PQ, Bernard Landry, mardi au lendemain des partielles.

C'était la pagaille jeudi à la permanence du Parti québécois, avenue Papineau, où les militants ulcérés téléphonaient pour dire leur dépit. La veille, le premier ministre Landry avait montré du doigt la « mobilisation » des troupes comme source des déboires du PQ. « Le parti n'était pas sur le pied de guerre, c'est le moins qu'on puisse dire » a-t-il laissé tomber.

Cette semaine, les ténors péquistes ont tiré dans tous les sens pour trouver un coupable. Dans les minutes suivant le verdict de lundi, le ministre responsable de l'organisation électorale avait soutenu que c'est avant tout un message de mécontentement de la population qui avait valu une telle gifle au PQ.

Dans les coulisses, les apparatchiks du PQ appelaient de tous leurs vœux un remaniement en profondeur du Conseil des ministres. Déjà en mars, avec en main un sondage de Léger Marketing et des groupes de discussion, ils avaient

en vain réclamé que le tout nouveau chef procède à une refonte majeure de son équipe pour donner une image de renouvellement. Bernard Landry a vite mis de côté toutes ces velléités de remaniement quand plusieurs ministres lui ont confirmé leur intention de claquer la porte s'ils étaient rétrogradés. Avec les résultats de lundi, il se passerait facilement d'une autre série d'élections complémentaires.

Règlement de comptes

L'atmosphère était à couper au couteau au Conseil des ministres mardi, raconte-t-on. Diane Lemieux et Jacques Brassard blâmaient l'organisation pour la dégelée, mais Pauline Marois, Sylvain Simard et Rémy Trudel sont venus à la rescousse de Gilles Baril. Louise Harel a fait l'unanimité contre elle en laissant tomber que les fusions municipales auraient pu être mieux expliquées...

Assis sur le bout de leurs sièges,

les ministres ont soufflé d'aise quand M. Landry les a rassurés sur leur avenir. Il devenait plus facile d'identifier les raisons de la dégelée par la suite. On s'est rabattu bien vite sur la faiblesse des candidats péquistes dans les deux circonscriptions perdues.

Lundi, Gilles Baril avait expliqué la défaite par le fait que la population voulait exprimer son mécontentement. Bernard Landry faisait le même aveu d'humilité, mardi.

Mercredi, changement de cible : le même premier ministre s'en prenant à des militants peu mobilisés. Pour éteindre le feu, il précisa par la suite aux employés du PQ qu'il parlait des militants dans ces circonscriptions et non des nombreux conscrits de la permanence.

Jeudi, Gilles Baril montrait du doigt des sondages internes confus et des méthodes de campagne désuètes. Les péquistes ne font guère de porte-à-porte et se concentrent

d'avantage sur le pointage téléphonique.

Gilles Baril, qui avait vu son copain Michel Champagne battu à l'assemblée d'investiture dans Lavolette, s'est rabattu aussi sur la faiblesse des candidats. Ultime-ment, le chef du PQ devrait avoir le pouvoir de désigner le porte-couleurs de son parti, estime l'organisateur. Quelques heures après cette sortie, la mise en garde est survenue : « Cela ne se fera pas, les militants n'accepteront jamais cela », prévient Mario Beaulieu, le président de Montréal-Centre (14 comtés).

Dans les rangs des organisateurs péquistes, les chasses aux sorcières tous azimuts de cette semaine n'augurent rien de bon. Si rien n'a marché dans Jonquière et Lavolette, et même Labelle c'est que l'organisation locale s'était sclérosée. Ces comtés étaient péquistes depuis longtemps, souvent détenus par le même député pendant des années. Jean-Pierre Jolivet, était député depuis 1976 dans Lavolette tout comme Jacques Léonard dans Labelle, hormis un intermède de quatre ans. Même topo dans Jonquière où le PQ régnait sans partage depuis 16 ans. Le syndrome du second mandat ne se limite pas au gouvernement, et s'étend au parti. Le nombre des membres dans les comtés de certains gros canons laisse songeur; Pauline Marois n'a que 670 membres en règle dans Taillon, dans Louis-Hébert, Paul Bégin a 790 membres, dans Joliette, Guy Chevette n'en a que 620.

Mais quand les politiciens font l'autopsie des défaites, ils n'apportent jamais de miroir.

cyberpresse.ca Les résultats, les analyses et les hyperliens pertinents sont disponibles à www.cyberpresse.ca/partielles

120 SUPERMAGASINS! Le CHOIX No1 des québécois depuis 48 ans, maintenant plus fort que jamais!

Stores

Meilleur choix • Meilleurs prix garantis
Meilleur service depuis 1954

OUVERT LUNDI
8 OCTOBRE
ACTION DE GRÂCES
jusqu'à 18h

NOS PRODUITS SONT GARANTIS À VIE
Grâce à notre force :
2 immenses usines,
120 supermagasins

LE MARCHÉ DU STORE
DIRECTEMENT DE NOTRE MANUFACTURE

Directement de notre manufacture

Le Marché du Store™ vous offre 20,000 styles et couleurs. Tous les modèles pour tous les budgets.

mini-stores

À partir de **15⁹⁹**

Modèle Avanti™ (23"x48")

MINI-STORES EN PVC
Sans plomb ajouté, motif à reflet
Blanc ou albâtre
Modèle Camino™ (23"x48")

À partir de **6⁹⁹**

Exemples d'autres dimensions

30" x 48"	8.99	34" x 50"	24.99
32" x 64"	19.99	64" x 48"	27.99

MINI-STORES EN ALUMINIUM 1"
Grand choix de couleurs populaires
Valence double incluse
Modèle 'Seville' (18" x 45")

À partir de **10⁹⁹**

Toutes dimensions et styles pour tous les budgets!

TEMPS LIMITÉ
LIQUIDATION DE MINI-STORES EN ALUMINIUM, 70 COULEURS JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS!

ÉPARGNEZ EN GRAND

toiles de fenêtre

À partir de **41⁹⁹**

Modèle 'Naples' (36"x60")

TOILES DE FENÊTRE
Épaisseur 3 plis / 8 on., blanc en PVC opaque, lavable, avec latte de base en bois massif.
Modèle Deluxe II™ (28"x58")

À partir de **14⁹⁹**

Exemples d'autres dimensions

37" x 70"	19.49	43" x 70"	25.49
37" x 82"	22.49	43" x 82"	29.99

Toile en vinyle opacité maximale
Épaisseur 4 plis / 12on. extra résistant
100% d'opacité (ex. : 37" x 70")
Modèle 'Médaille D'Or'

À partir de **12⁹⁹**

Toutes dimensions et styles pour tous les budgets!

Nouveau!
Transparence innovatrice!
Les stores 'Sunweave' filtrent la lumière réduisant les reflets et les rayons UV.

À partir de **73⁹⁹**

stores verticaux

Format porte-patio **57⁹⁹**

Modèle 'Primo' (75"x84")

STORES VERTICAUX EN TISSUS 3 1/2"
Couleurs dernier cri
Modèle 'Derby' (75"x84")

79⁹⁹

STORES VERTICAUX CÔTELÉS
Plusieurs couleurs décoratives
Modèle 'Valentino' (75" x 84")

83⁹⁹

STORES VERTICAUX PERLÉS
Motif gravé en vinyle perlé
Modèle 'Dimension' (75" x 84")

99⁹⁹

STORES EN TISSUS DE LUXE
Motif à aspect dentelle imprimée
Modèle 'Monaco' (75" x 84")

106⁹⁹

Toutes dimensions et styles pour tous les budgets!

Superbes stores en vinyle texturé
Motif gravé en vinyle perlé
Modèle 'Fantare' POUR PORTE PATIO 75"x84"

129⁹⁹

stores en bois

À partir de **41⁹⁹**

Modèle Natura™ (23"x42")

STORES EN BOIS MASSIF 2"
5 magnifiques couleurs disponibles avec accessoires en bois massif.
Modèle Tango™ (23"x30")

À partir de **67⁹⁹**

STORES DE LUXE EN BOIS TILLEUL
Modèles de 1" et 2" disponibles, en 18 couleurs.
Modèle Laredo™ 2" (23"x30")

À partir de **83⁹⁹**

Toutes dimensions et styles pour tous les budgets!

Au Mega-Centre de Liquidation Seulement!

3500 est, boul. St-Joseph à Montréal
LIQUIDATION! STORES DE BOIS
LIQUIDATION! STORES VERTICAUX
pour Porte-Patio 75"x84" Non-reclamés • Blanc ou Albâtre

\$39.99 Jusqu'à 42" de large
\$49.99 Plus de 42" de large
\$69.99 Modèles et grandeurs variés.

Au Mega-Centre de Liquidation Seulement!

RABAIS ADDITIONNELS: Au-delà de nos bas prix!

Un seul coupon par client, doit être présenté lors de l'achat. Ne peut être jumelé à aucune offre. Non valable au centre de liquidation.

\$10 de rabais

SUR TOUT ACHAT DE \$50 OU PLUS CHEZ LE MARCHÉ DU STORE™

Expire : 28 OCTOBRE 2001 Code : 1830

\$20 de rabais

SUR TOUT ACHAT DE \$100 OU PLUS CHEZ LE MARCHÉ DU STORE™

Expire : 28 OCTOBRE 2001 Code : 1830

\$50 de rabais

SUR TOUT ACHAT DE \$250 OU PLUS CHEZ LE MARCHÉ DU STORE™

Expire : 28 OCTOBRE 2001 Code : 1830

\$100 de rabais

SUR TOUT ACHAT DE \$500 OU PLUS CHEZ LE MARCHÉ DU STORE™

Expire : 28 OCTOBRE 2001 Code : 1830

LE MARCHÉ DU STORE
DIRECTEMENT DE NOTRE MANUFACTURE

Visitez notre site internet au : www.lemarchedustore.com

ÎLE DE MONTRÉAL
LE MEGA-MARCHÉ DU STORE 3500, boul. St-Joseph est (514) 259-3500
ST-LÉONARD 6920, rue Jean-Talon est (514) 256-3335
POINTE-AUX-TREMBLES 11800, rue Sherbrooke est (514) 640-9037
DOLLARD-DES-ORMEAUX 3940, boul. St-Jean (514) 624-9768
LAVALE
CHAMPEDEY 55, boul. St-Martin ouest (450) 668-2370
FABREVILLE 519, boul. Curé-Labelle (450) 963-2020

RIVE-NORD/LAURENTIDES
ST-EUSTACHE 260, boul. Arthur-Sauvé (450) 974-3434
TERREBONNE 900, boul. Des Seigneurs (450) 471-4791
REPENTIGNY 111, boul. Industriel (450) 582-9937
ST-JÉRÔME 2137, boul. Labelle (450) 569-8332
RIVE-SUD DE MONTRÉAL
GREENFIELD PARK 3836, boul. Taschereau (450) 672-0200
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU 1050, boul. Du Séminaire nord (450) 348-0990
ST-HYACINTHE 2626, boul. Casavant ouest (450) 771-4266

TOIT DU STADE |

Québec prêt à poursuivre Birdair

DENIS LESSARD

QUÉBEC — L'assé du peu de progrès des négociations pour régler les problèmes de la toile du toit du Stade olympique, le gouvernement du Québec vient de mettre fin à la médiation, premier pas d'une poursuite visant le constructeur Birdair.

« On augmente la pression », a dit hier le ministre responsable de la Régie des installations olympiques, André Boisclair. Le Stade ne sera pas fermé pour autant insistait-il. « Cela fait déjà deux ans qu'il n'y a plus d'activités permises sur l'aire de jeu », a déclaré M. Boisclair, dans un entretien accordé à *La Presse*.

Le pourtour du Stade demeurera disponible pour des expositions ou des salons, comme ce fut le cas l'hiver dernier, d'expliquer le ministre.

L'an dernier, on avait trouvé une solution temporaire pour éviter de nouveaux déchirements de la toile, en chauffant le comble pour faire fondre la neige.

Cette année, Québec ne veut pas être responsable de l'opération : « La toile appartient à Birdair. » Québec avait signé un contrat « clé en main » de 35 millions de dollars, qui n'a pas été exécuté à sa satisfaction, d'expliquer M. Boisclair.

« J'ai un contrat blindé, un juge comprendra rapidement que lorsqu'on a un contrat clé en main, c'est une évidence que le fournisseur a l'obligation de donner un produit satisfaisant », a affirmé le ministre. Il ne ferme pas la porte à une reprise des discussions avec la compagnie américaine toutefois.

Pour le ministre Boisclair, la poursuite sera d'au moins 10 millions en dommages et intérêts. La Régie des installations olympiques n'a pu faire de locations pendant plusieurs mois après que le toit eut cédé sous la neige, en 1999.

Face à ces problèmes qui perdurent sans que la compagnie ne trouve de solution, « on a décrété un moratoire sur toute nouvelle dépense, et il n'y a pas un boulon qui sera changé sur cette toile tant que la solution ne sera pas validée par les plus grands experts du Québec ou d'ailleurs », de lancer M. Boisclair.

Il est évident qu'en acceptant la commande de Québec, Birdair s'engageait à donner un produit « capable de faire face à la rigueur du climat québécois », d'insister le ministre.

Centres jeunesse: la CSQ lance un SOS

SILVIA GALIPEAU

LA CENTRALE des Syndicats du Québec (CSQ) exhorte la ministre Agnès Maltais de venir en aide aux centres jeunesse de la Montérégie. Car s'ils effectuent le redressement budgétaire qu'on leur demande, c'est la clientèle qui va écopé, craint-elle.

« Cela fait plus d'un an que nous faisons des démarches, tant auprès de l'administration des centres jeunesse de la Montérégie qu'auprès du ministère (de la Santé et des Services sociaux), afin que des correctifs financiers soient apportés aux centres, car les services sont déjà douloureusement touchés, a déclaré hier la présidente de la CSQ, Monique Richard. Mais la réponse de procéder à un redressement budgétaire qui se traduit en compressions est la seule que nous ayons obtenue. »

Le déficit anticipé des centres jeunesse de la Montérégie pour 2001-2002 atteint les 7 millions. D'après la CSQ, qui représenter 400 employés des centres jeunesse, le ministère de la Santé et des Services sociaux aurait octroyé 3 millions non récurrents aux centres, mais leur demanderait de récupérer les 4 millions restants. « Où récupérer de telles sommes quand les besoins de la clientèle augmentent sans cesse ? » s'est interrogée Monique Richard.

Elle a précisé que depuis l'année dernière, le nombre de signalements retenus avait grimpé de 6 %, les cas d'évaluation-orientation de 12 %, le nombre de prises en charge de 30 %, le nombre de placements en famille d'accueil de 7 % et le nombre de placements en centres de réadaptation de 37 %.

Par ailleurs, le financement en Montérégie demeurerait déjà bien en deçà de ce qu'il est ailleurs : la moyenne nationale tourne autour de 344 \$ par usager, alors qu'il n'est que de 211 \$ en Montérégie, a-t-elle ajouté.

Il n'a pas été possible d'avoir l'avis des centres hier, le directeur André Brunelle étant en vacances jusqu'à mercredi prochain.

Du côté du bureau de la ministre déléguée à la Santé, Agnès Maltais, on s'est refusé à tout commentaire. Le ministère, alerté par le déficit budgétaire appréhendé, a nommé un accompagnateur chargé d'aider les centres à mettre sur pied un plan de redressement budgétaire. Le plan doit être déposé d'ici 10 jours. « Les trois millions de dollars font partie des hypothèses, mais rien n'a été entériné, a affirmé Isabelle Gilbert, attachée de presse de M^{me} Maltais. Actuellement, nous n'avons pas à prendre position sur quelque chose qui n'a pas été entendu. Pour nous, ce sont des hypothèses de travail. Des hypothèses qui peuvent être sérieuses, mais des hypothèses. »

Méthadone: lancement d'un nouveau service

LIA LÉVESQUE
Presse Canadienne

UN NOUVEAU service vient d'être lancé pour soutenir les professionnels de la santé ou des services sociaux qui viennent en aide aux toxicomanes traités à la méthadone.

Le Service d'appui pour la méthadone (SAM) se veut à la fois un réseau et un centre de formation et de références pour les organismes et les professionnels qui oeuvrent dans ce domaine.

Le SAM a été officiellement inauguré hier, par la ministre déléguée à la Santé et aux Services sociaux Agnès Maltais, devant des intervenants oeuvrant dans le domaine, à Montréal.

On estime qu'il y aurait entre 6000 et 10 000 usagers des drogues opiacées, comme l'héroïne ou la morphine, uniquement à Montréal, donc au moins 12 000 au Québec.

Seuls certains médecins sont autorisés à traiter ces toxicomanes à la méthadone, ce qui complique l'accès aux services sur tout le territoire québécois, expliquait en entrevue Jean Gauthier, coordonnateur du SAM.

D'où l'utilité d'un service comme SAM, où des médecins, pharmaciens, travailleurs sociaux et autres intervenants auront accès à un réseau.

On y fournira l'information sur la forme du traitement, sur les services offerts, sur les lieux où le traitement est offert, de même que la liste des pharmacies associées. SAM offrira également de la formation continue

pour les professionnels qui utilisent le traitement à la méthadone.

« L'approche de la méthadone est peu connue, a rappelé la ministre Maltais. Il faut parler aux professionnels, il faut qu'ils sachent où c'est possible sur le territoire. » Selon elle, c'est une approche très délicate, auprès de gens qui vivent beaucoup de tension, ainsi qu'une grande dépendance.

« Consommer de l'héroïne, c'est très cher, quelque chose comme 100 \$ ou 1000 \$ par jour », a signalé la ministre Maltais, ajoutant que cela entraîne trop souvent la commission de méfaits, pour pouvoir payer la drogue. « C'est très dur sur eux et sur l'environnement. »

Bien que le traitement à la méthadone soit parfois contesté, la ministre estime qu'« on avance lentement », maintenant, grâce à « un bon débat dans la société ».

Le traitement à la méthadone permet de substituer, à l'héroïne ou à la morphine, de la méthadone, un médicament prescrit par un médecin, qui prévient les symptômes de sevrage, permettant ainsi de briser le cycle de consommation quotidienne. La méthadone ne procure pas les effets euphorisants de l'héroïne ou de la morphine. Le toxicomane ainsi traité peut espérer regagner graduellement une vie normale. À la fin du processus, il lui est même possible d'interrompre complètement la méthadone, avec un suivi médical approprié.

SAM ne coûte que 125 000 \$, a précisé la ministre Maltais.

Matelas et oreillers suédois



2960911

- Confectionné à partir d'un matériau unique, **TEMPUR** est un produit suédois approuvé par la NASA.
- L'un des 18 produits admis au Temple de la renommée de la technologie spatiale américaine
- Procure un sommeil plus profond, plus récupérateur en soulageant les points de pression.
- Idéal pour personnes stressées ou ayant des problèmes physiques (maux, articulaires, douleurs musculaires, etc.)

TEMPUR
MATELAS ET OREILLERS SUÉDOIS

2991427

Comme si vous flottiez dans l'espace!

8025, boul. Taschereau, Brossard QC • (450) 445-1216 • 1 877-NAHTAJO

NAHTAJO MEUBLE ACCESSOIRES

4-5-6 et 7 octobre

Vente de Pianos

Plus de 100 en montre

Pianos vendus directement du marchand - sans utiliser le nom et les locaux des conservatoires, universités et collèges

Avec ou sans rendez-vous

Petits		
Mason & Risch	1 150 \$	
Winter	1 650 \$	
Lindsay	1 750 \$	Studio
Willis	1 750 \$	Heintzman 2 950 \$
Yamaha	3 450 \$	Baldwin Hamilton 4 350 \$
Kawai	3 250 \$	Yamaha 45 po 3 450 \$
À queue		Droit
Knabe	5 450 \$	Lindsay 1 850 \$
Baldwin	7 850 \$	Everson 1 250 \$
Steinway	12 450 \$	Leach 1 450 \$
Bergmann (Demo)	9 450 \$	Steinway 5 450 \$

Clavier numérique 88 notes, Demo **1 750 \$**

Bouthillier Musique inc.
3338, rue Bélair, Montréal
(514) 722-8741

2993438

Liquidation Spéciale

Tapis persans

EMBARGO COMMERCIAL IRAN — États-Unis

En raison de l'embargo commercial, une grosse cargaison de tapis destinée normalement aux collectionneurs de New York et Los Angeles a été confiée à Heriz Persian Rugs pour liquidation immédiate au public. Tous les genres (Qum soie, Tabriz, Nain, Kashan, tapis tribaux, etc.) et toutes les dimensions, de 2 pi x 3 pi à 12 pi x 16 pi et tapis de passage jusqu'à 22 pi de longueur.

Tous les tapis vont de 100 \$ à 1 800 \$

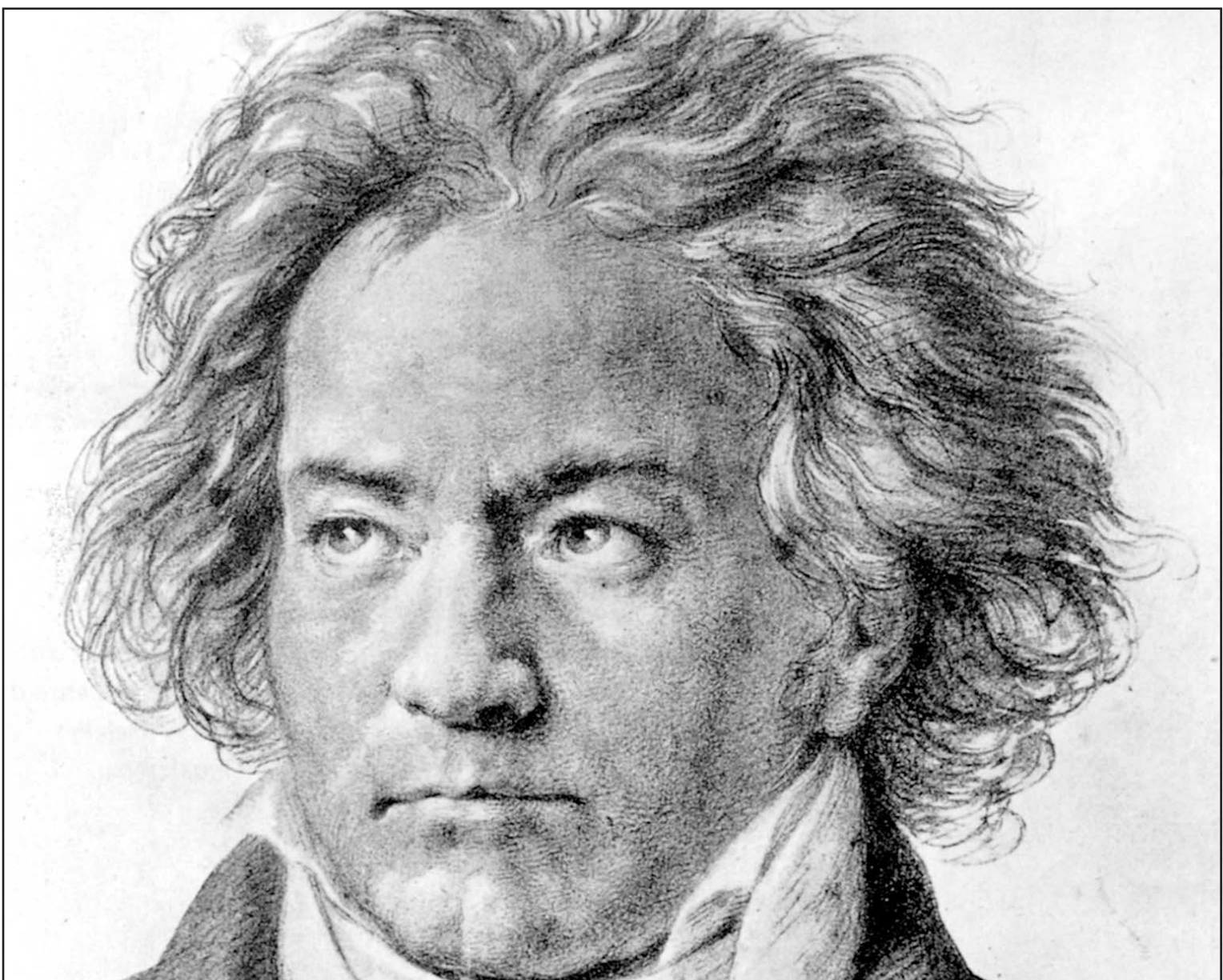
Tapis persans et orientaux 100 % tissés à la main

Premiers arrivés, premiers servis

SAMEDI 6 OCTOBRE — 13 H À 19 H
DIMANCHE 7 OCTOBRE — 11 H À 18 H
LUNDI 8 OCTOBRE — 11 H À 18 H

Hôtel Ruby Foo's
7655, boul. Décarie
Montréal QC (514) 731-7701

2992863



La radio de toutes les cultures

Journée Beethoven

lundi 8 octobre
dès 9 h

Animation : Edgar Fruitier
Réalisation : Geneviève Sarda

CHAÎNE culturelle radio

95.3 FM Québec
90.7 FM Estrie
104.3 FM Mauricie — Centre-du-Québec
100.7 FM Montréal
102.5 FM Ottawa — Hull
90.3 FM Toronto

2994253A

www.radio-canada.ca/radio

L'échec de la taxe à l'échec

MATHIEU PERREAULT

La taxe à l'échec est un échec, reconnaît le ministre de l'Éducation François Legault. À partir de janvier 2002, elle ne sera plus qu'un mauvais souvenir pour les cégépiens.

« Les taux de réussite n'ont pas augmenté beaucoup », a dit hier le ministre, au cours d'une conférence de presse où il présentait un ambitieux objectif de relever la proportion des cégépiens à obtenir un diplôme de 61 % à 76 % d'ici 2010. « Dans un sens, en effet, la taxe à l'échec ne nous a pas donné toutes

les améliorations attendues. » La mesure imposait des pénalités financières aux élèves qui échouaient plus d'un cours par session (2 \$ par heure de cours échoué).

Pour relever le taux de réussite au cégep, le ministre mise maintenant sur l'encadrement et la réorientation. Des « contrats de réussite » seront signés avec les élèves qui traînent la patte, qui prévoient des sanctions pour les étudiants allant de la suspension à l'exclusion temporaire ou permanente.

Chaque cégep devra présenter d'ici janvier un « plan de réussite », avec des détails sur son application, à la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial, qui l'évaluera. Le ministre vérifiera

« personnellement » que chaque cégep atteint ses objectifs de réussite annuels ; en cas de problème, il visitera « personnellement » la direction. Si un cégep a des difficultés, la Commission pourra l'aider. Mais le ministre Legault exclut d'imposer un « comité d'experts » aux cégeps qui peinent à atteindre les objectifs. « Il s'agit d'accompagner, pas de trouver des coupables. C'est moi qui vais rencontrer les directions de cégeps. »

La Fédération des cégeps, présente à la conférence de presse, est confiante que les 156 millions promis par M. Legault seront suffisants. D'ici 2003, les cégeps auront 60 millions de plus chaque année, dont la moitié servira aux plans de réussite, notamment au niveau de

l'encadrement : tuteurs, appels téléphoniques après des échecs à répétition, réorientation vers le secondaire professionnel si nécessaire. Les sept millions que rapportait la taxe à l'échec seront compensés par le ministère.

D'ailleurs, le ministère considère maintenant comme diplômés les cégépiens qui retournent au secondaire pour y obtenir un diplôme professionnel, ce qui a fait bondir le taux de 55 % à 61 %. M. Legault ne croit pas que les cégeps seront tentés de se débarrasser des mauvais étudiants en les renvoyant hâtivement au secondaire : « Ce faisant, ils perdent les subventions liées à ces étudiants. » Et il rappelle qu'aucun bénéfice financier pour les cégeps ne sera lié à l'atteinte des objectifs de réussite.

La Fédération des étudiants collégiaux est aux anges. « C'est un moment historique pour les collégiens, une victoire totale pour les militants qui se sont battus depuis cinq ans contre la taxe à l'échec », a déclaré Martin Simard, président de la FECQ.

Grande absente de la conférence de presse, la Fédération nationale des enseignants s'est réjouie par voie de communiqué de l'abandon de la taxe à l'échec, mais s'inquiète du financement. Tout en soulignant que l'« évaluation et la reddition de comptes » ne fait pas toujours l'affaire des enseignants, M. Legault a justifié l'absence du syndicat en disant : « Les syndicats sont là pour négocier les conditions de travail. »

Maîtrise et doctorat : abandons faute de sous

SILVIA GALIPEAU

LE MINISTÈRE de l'Éducation s'est dit « préoccupé » hier d'apprendre que faute de sous, la moitié des étudiants au doctorat et le tiers des étudiants à la maîtrise abandonnaient leurs études. Mais il reste que c'est toujours au Québec que les droits de scolarité sont les moins élevés, et que le régime d'aide financière est le plus généreux, s'est-on empressé d'ajouter.

« C'est préoccupant, surtout si cela devient une cause d'abandon », a commenté hier Anne Marcotte, attachée de presse du ministre.

La veille, le Conseil national des cycles supérieurs et la Fédération étudiante universitaire du Québec (CNCS-FEUQ) rendait publique une vaste étude sur les modes et les sources de financement des étudiants des cycles supérieurs au Québec.

Bilan ? Au moins 40 % des étudiants disposent d'un financement inférieur au seuil de faible revenu de Statistique Canada. Pour les étudiants de moins de 25 ans, le pourcentage monte à 70 %. Et 25 % des étudiants de moins de 25 ans vivent même avec moins de 7000 \$

par année. Conséquence ? Un étudiant sur deux au doctorat, et un sur trois à la maîtrise, abandonne ses études avant d'avoir obtenu son diplôme.

« C'est une situation vraiment inacceptable, a déclaré Simon Jasmin, président du CNCS-FEUQ, surtout lorsque l'on sait que 90 % des revenus de ces étudiants sont consacrés aux besoins de première nécessité, comme le logement, la nourriture, les charges familiales, les droits de scolarité, le matériel et les livres scolaires. » Pour assumer ses seuls frais de subsistance, le CNCS-FEUQ estime qu'un étudiant au deuxième cycle aurait besoin de 14 000 \$.

Le ministère de l'Éducation a reçu l'étude et doit maintenant l'analyser. « Nous devons voir de quelle façon nous pouvons leur venir en aide », a repris Anne Marcotte. Elle a tout de même tenu à rappeler que son ministère bonifiait « continuellement » l'aide aux étudiants : « Nous avons injecté 38 millions lors du dernier budget. » Qui plus est, c'est déjà au Québec que les droits de scolarité sont les moins élevés, et que le régime d'aide financière est « l'un des plus généreux en Amérique du Nord ». « Le taux d'endettement ailleurs est beaucoup plus élevé », a-t-elle souligné.

Quoi qu'il en soit, le CNCS-FEUQ conclut son rapport avec une série de recommandations, parmi lesquelles : que le seuil de financement minimal d'un étudiant à la maîtrise atteigne 15 000 \$, et au doctorat 17 500 \$; que les montants de l'aide financière soient ajustés au coût réel de la vie et indexés annuellement; que les universités consacrent, d'ici 5 ans, 20 % des montants reçus des contrats et subventions pour dépenses courantes au soutien financier des étudiants des cycles supérieurs; et que le gouvernement fédéral exonère d'impôt la totalité des bourses d'études.

Concentration de la presse : les libéraux absents

QUÉBEC — Seuls des députés péquistes ont travaillé au projet de rapport sur la concentration de la presse, lequel prévoit la mise en place d'un Conseil pour la diversité de l'information. « Les libéraux n'étaient pas disponibles ou ils étaient en vacances », soutient l'ancien président de la commission de la Culture et ex-journaliste Matthias Rioux. Seuls des 11 membres de la commission, les cinq péquistes se sont réunis en sous-comité pour rédiger le projet de rapport. Le président péquiste de la commission, Jean François Simard, s'est joint à ce petit groupe, d'indiquer M. Rioux. Dans une déclaration rendue publique hier, M. Rioux et son collègue François Beaulne soutiennent que la publication de leur rapport dans *La Presse* est « outrageante » pour l'Assemblée nationale.

Claudiel Toussaint à la Société d'habitation

QUÉBEC — Le candidat péquiste battu à l'élection complémentaire de Mercier en avril dernier, Claudiel Toussaint, vient d'être nommé vice-président de la Société d'habitation du Québec. M. Toussaint, qui a été attaché politique de Serge Ménard et de Robert Perreault, avait été appelé à la rescousse par l'équipe de Bernard Landry pour devenir candidat dans Mercier. Mais il avait plongé le PQ dans un embarras profond quand on avait appris que des accusations de violence conjugale avaient déjà été portées contre lui.

Pour un temps limité chez votre Super Centre Nissan c'est la

SUPER SOLDE SENTRA 2002!

MEILLEURE SÉLECTION! - MEILLEURS PRIX!

MAINTENANT DISPONIBLE!

SENTRA 2002 À COMPTER DE 219\$*

VENEZ DÉCOUVRIR LES NOUVEAUX ARRIVÉS!

ALTIMA S 2002 À COMPTER DE 319\$* PAR MOIS*	MAXIMA 2002 À COMPTER DE 399\$* PAR MOIS*	PATHFINDER 2002 À COMPTER DE 399\$* PAR MOIS*
---	---	---

*Sur approbation de crédit. Détails en magasin. Avec acompte. Les images sont offertes à titre d'illustration seulement.

3500 JEAN TALON OUEST (Près de Côte-des-Neiges) Métro Namur **(514) 739-3175**

«J'AIME MON PUBLIC»

« Avant, les noms de Papineau, Lionel Groulx et Laurier n'étaient pour moi que des stations de métro! Mes cours d'histoire m'ont sorti du tunnel! »
Loïc, 3^e secondaire

Loïc a choisi l'école publique

Information portes ouvertes :
www.csdm.qc.ca

ADMISSION GRATUITE

Commission scolaire de Montréal

1,5 million d'enfants risquent de ne pas survivre à l'hiver.

La crise en Afghanistan et dans les pays voisins menace la vie de millions de femmes et d'enfants. Ils ont désespérément besoin d'abris, de nourriture, d'eau potable et de médicaments.

Nous devons agir maintenant! Donnez au fonds d'urgence de l'UNICEF.

Oui, je viens en aide aux enfants en danger en Afghanistan et dans les régions avoisinantes.

Voici mon don de : ☐ 50 \$ ☐ 100 \$ ☐ 200 \$ ☐ 1 000 \$ ou \$

☐ Chèque à l'ordre de : Fonds d'urgence de l'UNICEF — Afghanistan et région

Je préfère contribuer par : ☐ VISA ☐ MasterCard ☐ American Express

N° de carte de crédit : _____ Date d'expiration : _____ / _____

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Prov. : _____

Code postal : _____ Téléphone : _____

Retournez à : UNICEF Québec 4474, rue Saint-Denis, Montréal, QC H2J 2L1

N° d'enregistrement : 122 680572 RR0001

unicef

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Communiquez avec nous maintenant :

1 877 955-3111
www.unicef.ca

CANADA

« Nous devons tout faire pour éviter un déficit »

L'impact économique des attentats du 11 septembre oblige Paul Martin à reconsidérer ses priorités budgétaires

ROBERT RUSSO
Presse Canadienne

WASHINGTON — L'impact économique des attentats terroristes du 11 septembre obligera le gouvernement canadien à présenter un budget ou à reconsidérer ses priorités budgétaires d'ici la fin de l'année, a dit vendredi le ministre des Finances Paul Martin.

Il a toutefois exclu de réduire encore davantage les impôts ou d'accélérer l'application des réductions déjà annoncées.

Le secrétaire américain au Trésor, Paul O'Neil, a demandé vendredi au Canada et aux autres pays du G7 d'adopter des mesures qui permettront de stimuler leur économie en cette période de tourmente.

Le ministre Martin considère

toutefois que les réductions d'impôts annoncées dans les deux derniers budgets du gouvernement fédéral n'ont pas encore atteint leur plein effet, et qu'elles devraient suffire pour éviter que le Canada ne sombre dans la récession.

« L'ensemble des mesures que nous avons mises en place représente près de deux pour cent de notre PIB », a dit M. Martin lors d'une téléconférence, à la veille de la rencontre des ministres des Finances du G7 qui se tiendra à Washington.

« Une bonne partie de cet argent n'a pas encore commencé à circuler », a-t-il ajouté.

M. Martin aura l'occasion de discuter des moyens de relancer l'économie mondiale en compagnie de M. O'Neil et des ministres des Finances du Japon, de l'Alle-

magne, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie.

Le président américain, George W. Bush, a demandé vendredi au Congrès d'approuver des réductions d'impôts de 60 milliards \$ US, qui s'ajouteraient à celles de 1350 milliards sur une période de 10 ans déjà votées plus tôt cette année.

M. Martin dit pour sa part s'en remettre aux économistes de son ministère, qui estiment que l'économie canadienne va se rétablir d'ici le milieu de la prochaine année, sans qu'il soit nécessaire d'annoncer de nouvelles réductions d'impôts.

« Ce que les Américains font présentement, le Canada l'a déjà fait », a dit le ministre.

Le coût des mesures de sécurité et de la lutte contre le terrorisme va



Photo Photothèque La Presse.

Paul Martin.

toutefois contraindre le ministère des Finances à refaire ses calculs. Ces changements ne seront annoncés qu'une fois que l'impact économique des attentats du 11 septembre aura pu être mesuré avec précision.

« Je vais certainement faire un énoncé sur l'état de l'économie ou

présenter un nouveau budget d'ici la fin de l'année », dit M. Martin depuis Ottawa.

Puisque la sécurité est devenue une priorité absolue pour le gouvernement canadien dans ce contexte de forte menace terroriste, M. Martin a dit que d'autres programmes gouvernementaux pourraient faire l'objet de coupes budgétaires.

« Nous sommes présentement engagés dans une révision détaillée de nos dépenses », a dit M. Martin. Nous examinons les dépenses non prioritaires afin de nous assurer que nous aurons les fonds nécessaires pour les priorités.

« Nous devons tout faire pour éviter un déficit », a-t-il ajouté, tout en excluant une réduction des paiements de transfert aux provinces pour la santé et l'éducation.

McKenna dit non à la vie publique

Presse Canadienne

FREDERICTON — Frank McKenna, ancien premier ministre du Nouveau-Brunswick, affirme qu'il lui faudrait un motif irrésistible pour qu'il effectue un retour à la politique, après avoir renoncé à celle-ci pour de bon il y a quatre ans. Pour le moment, il dit n'en voir aucun.

En dépit d'un sondage selon lequel il arriverait en quatrième position d'une course à la direction du Parti libéral fédéral, et ce contre des adversaires qui ont déjà commencé leurs préparatifs de campagne, M. McKenna indique donc ne pas avoir l'intention de changer d'avis.

Paul Martin toujours en tête

Rendue publique le 28 septembre, l'enquête d'opinion accordée à l'ex-premier ministre provincial le soutien de 31 % des personnes interrogées. Le ministre fédéral des Finances, Paul Martin, domine largement avec 64 %, étant suivi par le premier ministre de Terre-Neuve, Brian Tobin (43 %), et le ministre fédéral de la Santé, Allan Rock (34 %).

M. McKenna s'est dit flatté par ces résultats, mais a néanmoins assuré ne pas être intéressé par la direction du Parti libéral du Canada. Et qu'il ait ou non une bonne chance de l'emporter n'aurait, dit-il, aucune influence quant à sa volonté d'être de la course.

« Si je pensais qu'il s'agissait de la chose à faire, je me présenterais, que je sois premier ou dixième », a-t-il déclaré, jeudi soir, lors d'une séance de signature de sa nouvelle biographie.

M. McKenna a expliqué avoir adoré les 10 années durant lesquelles il fut premier ministre, mais qu'en fin de parcours, le temps était venu pour lui de passer à autre chose. Il a réitéré ne pas souhaiter revenir à la vie publique.

MAUVAISE CICATRICE DE CHIRURGIE

Vous avez une cicatrice qui devient trop apparente à la suite d'une chirurgie au thorax ou à l'abdomen? Vous avez été opéré dans les 3 derniers mois? Une étude de recherche est en cours pour prévenir la formation de cicatrices excessives. Si votre cicatrice est bombée, rouge, douloureuse avec des démangeaisons, il est possible que vous soyez éligible à cette étude.

Pour plus de renseignements, contactez:

Integrated Research Inc.
1 800 461-7546

2999464

2994989

ADMISSION

« J'AIME MON PUBLIC »

« Avec mes amis de l'harmonie, on a fondé un groupe; on fait nos pièces originales. Philippe compose la musique et... devinez qui écrit les textes? »

Hugo, 4^e secondaire

Hugo a choisi l'école publique

Information portes ouvertes : www.csdm.qc.ca

GRATUITE

Commission scolaire de Montréal

2988276



La plus grande sélection à Montréal chez

OGILVY monsieur

REZ-DE-CHAUSSÉE

1307, RUE STE-CATHERINE OUEST
ET DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL
TÉL.: (514) 845-4742

Ouvert lundi 8 octobre

2995860

LE CONVOI DES PRODUITS

2002

EST ARRIVÉ

ARRIVAGE MASSIF DE GM 2002

OUVERT LUNDI DE L'ACTION DE GRÂCES

298072A

OGM: Rock pour l'étiquetage obligatoire

SILVIA GALIPEAU

Au grand bonheur des militants anti-OGM, le ministre de la Santé, Allan Rock, s'est déclaré en faveur de l'étiquetage obligatoire des aliments génétiquement modifiés.

C'est une première. Mais prudence, le ministre ne représente pas le gouvernement, ont sagement rappelé les militants.

« Nous sommes agréablement

surpris, s'est exclamée Nadège Adam, chargée de campagne dans le dossier biotechnologique au Conseil des canadiens. C'est ce que nous attendions depuis longtemps. »

Le ministre s'est prononcé jeudi, en entrevue au réseau CTV. « Je crois qu'une vaste majorité de la population canadienne veut cette information », a-t-il affirmé. Le ministre a toutefois précisé que sa position n'engageait que son ministère, et que le cabinet n'était pas forcément derrière lui. Il s'est aussi dit en faveur de la mise sur pied d'un comité parlementaire afin

d'étudier toutes les questions techniques impliquant un tel étiquetage.

« Nous avons gagné un homme dans le cabinet, mais c'est le bon homme, puisqu'il est ministre de la Santé. Mais la bataille n'est pas gagnée », a précisé Nadège Adam.

« Nous n'arrivons toujours pas à y croire, a pour sa part commenté Éric Darier, responsable de la campagne OGM à Greenpeace. C'est une très bonne surprise. » Bonne surprise, mais attendons de voir la suite, a-t-il ajouté. « La déclaration d'Allan Rock indique que les vents tournent. Mais va-t-il prendre des actions ? Cela reste à voir. »

Même son de cloche de la part d'Action réseau consommateur (ARC), autre groupe militant en faveur de l'étiquetage obligatoire. La déclaration du ministre est « réconfortante », a affirmé Joseph Caron, analyste en politiques et règlements à ARC, mais encore faut-il que les gestes suivent. « C'est réconfortant mais c'est un premier pas », a-t-il précisé.

Les militants souhaitent voir Allan Rock voter en faveur du projet de loi privé C-287, réclamant l'étiquetage obligatoire.

Mais le ministre risque de ne pas avoir la vie facile au cabinet. Les

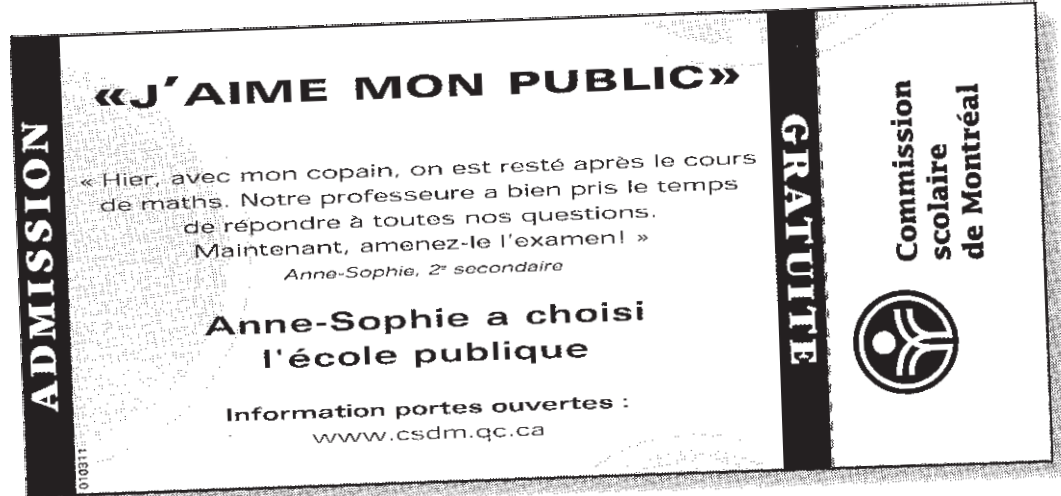
ministères de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce International se sont déjà dits contre l'étiquetage obligatoire, et plutôt pour un étiquetage volontaire.

Au bureau du ministre Lyle Vanclief, de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, on s'est dit en faveur hier de la mise sur pied d'un comité parlementaire pour étudier et débattre la question.

D'après les derniers sondages, la population canadienne est quasi unanimement en faveur d'un étiquetage obligatoire : 86 % des Canadiens estiment que l'approche obligatoire est « meilleure » que l'approche volontaire. Au Québec, la proportion atteint 90 %.

COQS

Suite de la page A1



2988277

... en toute confiance avec Wawanesa

Quand on veut ce qu'il y a de mieux comme assurance auto, il n'y a pas cinquante-six façons de s'y prendre. À un moment ou l'autre, il faut se donner la peine de faire le tour et de comparer.

C'est exactement ce que Stéphane a fait avant de choisir Wawanesa pour une assurance auto et un service numéro un de A à Z.

- Agents certifiés courtois et avisés
- Service supérieur à la vente comme aux réclamations
- Primes concurrentielles et modalités de paiement pratiques
- Responsabilité civile jusqu'à 1 000 000 \$, assurance individuelle, protection du véhicule avec choix de franchises
- Option Sécurichoix avec avenants additionnels
- Règlement rapide et équitable de la réclamation

Oui, un coup de fil suffit et vous roulez l'esprit tranquille. Vous risquez juste d'économiser!



Wawanesa
assure vos biens...bien!

© 2001 La Compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa. Fondée au Canada en 1896.



www.wawanesa.com

342-2211
ou 514-342-2211

Service téléphonique:
de 7h30 à 20h30.
Samedi: de 9h à 14h30.

l'ex-dirigeant de la Caisse.

Les meilleurs projets, inévitablement, attirent tout le monde et ça joue dur pour arracher le morceau. Dans ce cas, l'heureux entrepreneur a l'embaras du choix. C'est arrivé récemment avec Olymel, la filiale de la Coopérative fédérée qui a négocié avec le Fonds de solidarité, avant d'accepter le financement de la SGF dont on ne connaît pas les détails, mais qui s'est probablement révélé plus avantageux.

La Caisse de dépôt et la SGF n'ont pas souvent l'occasion de travailler ensemble, mais c'est peut-être une bonne chose. Lorsqu'elles unissent leurs forces, c'est souvent que le projet d'investissement défie les lois du marché et qu'aucun investisseur privé ne veut s'y risquer. On peut alors s'interroger sur ses chances de succès.

Dans le cas de Rona, une source proche de la transaction soutient qu'aucun prêteur privé n'aurait accepté de la financer telle qu'elle était conçue.

Le dossier de l'usine d'éthanol extrait du maïs qui doit être construite à Varennes, dans le comté du premier ministre Bernard Landry, soulève aussi des questions. Après sept ans de tergiversations, la compagnie Les Alcools de commerce a pris la décision de construire son usine de 100 millions, mais avec un coup de pouce appréciable : la SGF investit 25 millions dans le projet, et les gouvernements de Québec et d'Ottawa ont consenti un rabais d'impôt pendant 12 ans, ce qui représente 360 millions. La Caisse de dépôt est aussi actionnaire de la compagnie, à hauteur de 10 %.

Autre cas de confusion : après avoir refusé d'investir dans la relance de l'ancienne usine d'Abitibi-Consolidated à Chandler en Gaspésie, la SGF a cédé aux pressions du gouvernement québécois et allongé les centaines de millions qu'il manquait. Et dire que la SGF n'est pas là pour sauver des entreprises...

Y a-t-il un pilote dans l'avion ?

Investir est une chose et faire fructifier les sommes investies en est une autre. Assurer le suivi des investissements dans les entreprises non cotées en Bourse est une tâche énorme, pour laquelle les sociétés d'État ne sont pas bien équipées.

Ainsi, la SGF, qui a été créée pour faire la prospection des investissements étrangers, est mal outillée pour suivre comme il le faudrait ses multiples investissements dans de petites entreprises, a confié une source de l'intérieur de la boîte.

Le président Claude Blanchet soutient s'être doté des moyens nécessaires. De 38 lorsqu'il est arrivé, le nombre d'employés est passé à 160, fait-il valoir. « Rien n'est parfait, mais je pense qu'on fait un travail pas mal bon, même excellent. »

Les jugements indépendants sur la performance de la SGF sont malheureusement inexistantes. Comme la Caisse de dépôt, la Société générale de financement échappe à l'examen du vérificateur général, depuis que Claude Blanchet en a pris la tête en 1998. Même si son trésor de guerre est constitué à 100 % de fonds publics, sa loi prévoit que la vérification de ses livres est faite par une firme privée, dont le mandat est essentiellement comptable. Un vérificateur privé ne remet jamais en question publiquement l'opportunité de tel ou tel investissement ou les méthodes de gestion de la société, comme le vérificateur général a le pouvoir et le devoir de le faire.

Seul Investissement Québec passe sous la loupe du vérificateur général, mais ses administrateurs ont pris soin de se protéger en plaçant toutes les commandes spéciales du gouvernement sous la rubrique « Mandats gouvernementaux ». C'est donc au gouvernement que le vérificateur doit adresser ses reproches, le cas échéant.

PSORIASIS

À la recherche de solutions dans le but d'améliorer votre qualité de vie

NOUVEAU TRAITEMENT EXPÉRIMENTAL EN INJECTION

Laissez-nous le plaisir de répondre à vos questions :

(514) 521-3111

Conditions requises : être âgé(e) entre 18 et 65 ans Présenter un psoriasis modéré à sévère
Drs Bissonnette, Bolduc & Provost dermatologues

VENTE



5 JOURS SEULEMENT
5000
VÉHICULES GM 2002
À PRIX SPÉCIAL
D'INTRODUCTION

EN EXCLUSIVITÉ

COUREZ LA CHANCE DE GAGNER

JUSQU'À CONCURRENCE DE

10 000\$ ou

36 MOIS GRATUITS

À L'ACHAT OU À LA LOCATION DE VOTRE VÉHICULE GM

STRICTEMENT CHEZ L'UN DES CONCESSIONNAIRES PARTICIPANTS. VOIR DÉTAILS ET CONDITIONS AUPRÈS DE NOS CONSEILLERS. POUR ÊTRE ÉLIGIBLE, VOUS DEVEZ PRENDRE LIVRAISON DE VOTRE VÉHICULE AU PLUS TARD 3 JOURS APRÈS "L'ÉVÈNEMENT GM 2002"

CONCESSIONNAIRES PARTICIPANTS :

ÎLE DE MONTRÉAL :

CHRISTIN AUTOMOBILE Inc.
12 011, Sherbrooke Est, Pointe-Aux-Trembles (514) 640-1050

CLERMONT CHEVROLET OLDSMOBILE CADILLAC Inc.
5363, rue St-Denis, Montréal (514) 279-6301

DÉCARIE CHEVROLET OLDSMOBILE Ltée
925, boul. Marcel-Laurin, Saint-Laurent (514) 744-6401

GOHIER PONTIAC BUICK Inc.
3333, Jarry Est, Montréal (514) 376-4220

GRAVEL PONTIAC BUICK CADILLAC Inc.
1000, boul. Île des Soeurs, Verdun (514) 769-5353

HAMEL PONTIAC BUICK GMC Ltée
9455, boul. Lacordaire, St-Léonard (514) 327-3540

HARLAND PONTIAC BUICK Inc.
955, boul. Montréal-Toronto, Dorval (514) 631-2051

LES AUTOMOBILES HOCHELAGA MAISONNEUVE Inc.
3700, Ste-Catherine Est, Montréal (514) 526-4471

LABELLE PONTIAC BUICK Ltée
11251, Notre-Dame Est, Montréal Est (514) 645-1651

PARKWAY PONTIAC BUICK Inc.
9595, Trans-Canada Highway, Saint-Laurent (514) 333-7070

PLAZA CHEVROLET OLDSMOBILE CADILLAC Inc.
10480, Henri-Bourassa O., Saint-Laurent (514) 332-1673

| ACCIDENT DU TUPOLEV |

L'Ukraine n'écarte plus la thèse du missile

SYLVIE BRIAND
Agence France-Presse

SOTCHI, Russie – La justice russe a ouvert hier une enquête pour terrorisme après le crash d'un avion russe venant d'Israël qui a explosé avant de s'abîmer dans la mer Noire tandis que Kiev n'excluait plus totalement un tir accidentel de missile, après l'avoir d'abord démenti.

Une quinzaine de corps de victimes, sur un total de 77 ou 78 personnes à bord, ont été repêchés hier dans la zone de la catastrophe, à 180 km de la station balnéaire de

Sotchi sur la mer Noire. La compagnie aérienne Sibir a affirmé que 51 Israéliens se trouvaient à bord.

Créant la surprise, le premier ministre ukrainien, Anatoly Kinakh, a déclaré hier soir que l'hypothèse d'un tir accidentel de missile avait « le droit d'exister ». Un officier de la marine russe avait dès jeudi incriminé un tel tir par les Ukrainiens qui étaient en manœuvres avec les Russes en Crimée, avant que ses propos ne déclenchent des démentis en cascade, y compris du président ukrainien Leonid Kouchma.

Cette thèse, alimentée par l'état de délabrement de l'armée ukrainienne, avait également été appuyée par des responsables américains. Selon le *Washington Post*, des satellites espions américains ont détecté le tir d'un missile par l'ar-

mée ukrainienne quelques instants avant l'explosion de l'avion.

« Nous disposons de toutes les indications montrant que c'est un missile sol-air » qui a abattu l'appareil, a déclaré un agent non identifié d'un service de renseignement américain, cité par le *New York Times*. Le président russe, Vladimir Poutine, avait pour sa part jugé jeudi une telle hypothèse « improbable ».

Les autorités russes comme israéliennes avaient en revanche déclaré qu'un acte terroriste n'était pas exclu, en raison d'une explosion à bord avant l'écrasement : un pilote arménien dont l'appareil se trouvait dans la même zone en a été témoin.

L'enquête ouverte pour terrorisme par le Parquet a été confiée à un adjoint du procureur général, Sergueï Fridinski.

La Maison-Blanche a affirmé hier n'avoir toujours aucun indice indiquant qu'il y ait eu un attentat.

La recherche des causes de l'accident s'annonce difficile en raison des faibles chances de récupérer les boîtes noires qui se trouvent « à plus de 2000 mètres de profondeur », selon le responsable de l'enquête, Vladimir Rouchaïlo.

Le ministère russe des Affaires étrangères a demandé aux Américains, aux Ukrainiens et aux Arméniens de lui fournir toutes les informations dont ils disposent sur la catastrophe.

Trois trous semblables à des impacts de balles ont été repérés sur une porte de l'appareil, selon le capitaine d'un bateau ayant participé aux secours. Rouchaïlo s'est refusé à toute spéculation, déclarant que « ces traces pouvaient être de n'importe quelle nature ».

Les débris de l'avion russe sont éparpillés sur la mer dans un rayon de plus de 10 kilomètres.

L'avion russe avait été interdit d'accès à l'aéroport Ben-Gourion à Tel-Aviv car il « n'était pas en règle », a rapporté hier la télévision publique israélienne, citant la direction de l'aviation civile. Aucune précision n'a été donnée sur les raisons techniques, administratives ou autres qui avaient motivé cette décision.

Cette information n'a pu être confirmée officiellement auprès de la direction de l'aviation civile.

Le ministère israélien des Transports a demandé l'ouverture d'une enquête sur les raisons pour lesquelles l'avion avait malgré tout atterri à l'aéroport Ben-Gourion, a-t-on indiqué de même source.

REPÈRES / Nicaragua

Les sandinistes pourraient reprendre la présidence

JACQUES LANUSSE-CAZALE
Agence France-Presse

MANAGUA — La plus grande incertitude règne sur l'issue de l'élection présidentielle au Nicaragua, à moins d'un mois du scrutin du 4 novembre, le sandiniste Daniel Ortega et son adversaire néo-libéral Enrique Bolanos étant placés au coude à coude selon différents sondages.

Au cours des derniers jours, les deux candidats se sont retrouvés chacun à leur tour en tête des enquêtes d'opinion avec des scores approchant les 45 % — 40 % sont suffisants pour l'emporter au 1^{er} tour — et une avance oscillant entre 1,5 % et 2,6 % selon plusieurs instituts.

Pour la mission d'observation de l'Organisation des États américains

(OEA) et dans les milieux diplomatiques, cette situation de quasi-égalité entre les deux camps devrait multiplier les risques de confusion au terme du scrutin.

« Ce scénario est le pire de tous, affirme le chef de la mission de l'OEA, Santiago Murray, car si un écart très faible sépare les deux candidats, la tension sera très forte dans les deux camps jusqu'à la publication des résultats officiels. »

Les craintes des observateurs portent également sur le Tribunal suprême des élections, dont la crédibilité est de plus en plus contestée. Composé de sept magistrats, trois libéraux, trois sandinistes et un indépendant, ce tribunal pourrait se trouver dans l'impossibilité de communiquer les résultats s'il n'atteint pas le quorum (cinq magistrats) pour valider le scrutin.

« Les libéraux ou les sandinistes

peuvent être amenés à contester les résultats s'ils sont serrés et demander à leurs représentants de se retirer du Tribunal suprême, bloquant ainsi tout le système », explique l'analyste politique Arturo Cruz qui suggère de « trouver au plus vite un antidote à cette paralysie annoncée ».

Sur le terrain, les deux candidats multiplient les promesses aux électeurs et jamais la propagande n'a été aussi intense, selon les observateurs.

Côté sandiniste, Daniel Ortega (55 ans), président de 1979 à 1990, puis battu lors des élections de 1990 et 1996, invite les Nicaraguayens à rejoindre « la terre promise ». À ceux qui rallieront le plus de suffrages en sa faveur dans les campagnes, il offre un bon d'une valeur équivalant à 1500 dol-

lars US, un cochon, une vache, des volailles et des graines.

Dans le camp adverse, Enrique Bolanos (73 ans) propose « de conclure un marché avec les électeurs ». « Si je suis élu, tous les efforts seront faits pour sortir le peuple de la misère », affirme-t-il, s'engageant à investir des dizaines de millions en équipements informatiques dans les campagnes, dans les services de santé et dans la lutte contre le chômage, dont le taux est estimé à 53 % par les organismes officiels.

L'argument le plus frappant utilisé par le candidat libéral demeure toutefois celui d'un « retour des nuits noires du sandinisme ». Depuis les attentats du 11 septembre et la lutte engagée par les États-Unis contre le terrorisme, Bolanos a multiplié les attaques contre son adversaire, affirmant que « du

temps des sandinistes, le Nicaragua était un véritable repaire de terroristes ».

« Ce pays était alors une terre d'asile pour les Basques de l'ETA, les Brigades rouges d'Italie, la guérilla salvadorienne et toutes les formes de terrorisme d'Amérique du Sud », assure-t-il.

Les États-Unis, adversaires déclarés du régime sandiniste dans les années 80, ont pour leur part répété jeudi par l'intermédiaire du département d'État que « le résultat des élections sera respecté quel qu'en soit le vainqueur ».

Toutefois, le chef de la diplomatie nicaraguayenne, Francisco Aguirre, a affirmé jeudi que son homologue américain, Colin Powell, lui avait fait part directement « de son inquiétude face à la perspective d'une victoire sandiniste ».

Les ATELIERS INTENSIFS
de micro-informatique de l'ITI

La SOLUTION à vos besoins de formation ponctuelle et immédiate!

Formation de courte durée, de jour, de soir ou de fin de semaine; sous Windows et Macintosh

POUR UN HORAIRE COMPLET
www.cmaisonneuve.qc.ca/iti
ou demandez notre prospectus.

Horaires AUTOMNE 2001 maintenant disponible

INSTITUT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU COLLÈGE DE MAISONNEUVE

Information et inscription: (514) 251-1444, poste 4811

DÉCOUVREZ NOS PROGRAMMES de DEC et d'AEC en informatique et en multimédia: www.cmaisonneuve.qc.ca/iti

AVIS de RECHERCHE
titulaires de **DEC**

En vertu des dispositions de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel, le Collège de Rosemont est à la recherche de ses diplômés désireux d'occuper l'un des deux sièges prévus à cette fin au sein de son conseil d'administration.

Les candidats doivent respecter les critères suivants :

- être titulaire d'un DEC à l'enseignement technique depuis plus de trois ans;
- les intéressés doivent exercer des fonctions propres ou connexes aux champs d'études;
- chaque candidature doit être appuyée d'un curriculum vitae et d'une lettre de motivation;
- les titulaires retenus doivent être en mesure de siéger pour un mandat pouvant aller jusqu'à trois ans, et ce à raison de quatre à cinq assemblées du conseil par année.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir les documents afférents avant le vendredi 19 octobre 2001 à 17 h à :

Direction générale
Collège de Rosemont, 6400, 16^e Avenue, Montréal (Québec) H1X 2S9

Collège de Rosemont
www.crosemont.qc.ca

MASSIVE

PREMIER PAIEMENT GRATUIT*
PAS DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ
PAS DE FRAIS DE LIVRAISON
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

TAUX D'INTÉRÊT À PARTIR DE 0,5% INCROYABLE!**

JUSQU'À 8000\$ DE RABAIS† SUR NOS DERNIERS VÉHICULES 2001

CONCESSIONNAIRES PARTICIPANTS :

LE RELAIS CHEVROLET OLDSMOBILE, Ltée
9411, avenue Papineau, Montréal (514) 384-6380

ROYAL CHEVROLET OLDSMOBILE Inc.
8000, boul. Newman, LaSalle (514) 595-5666

RIVE-SUD :

ACTUEL PONTIAC BUICK CADILLAC Inc.
5959, boul. Cousineau, St-Hubert (450) 443-5959

LES AUTOMOBILES CANDIAC Inc.
30, Route 132, Delson (450) 632-2220

GRAVEL CHEVROLET OLDSMOBILE Ltée
5900, boul. Marie-Victorin, Brossard (450) 466-2233

RIVE-SUD PONTIAC BUICK GMC Inc.
395, rue St-Charles Ouest, Longueuil (450) 670-1440

VISION CHEVROLET OLDSMOBILE Ltée
150, boul. Taschereau, Laprairie (450) 659-5471

LAVAL :

BOURASSA PONTIAC BUICK Ltée
1601, boul. St-Martin Est, Laval (450) 382-2122

CONTACT PONTIAC BUICK Inc.
3670, autoroute Laval Ouest, Laval (450) 682-3670

LEFEBVRE CHEVROLET OLDSMOBILE Inc.
3710, autoroute Laval Ouest, Laval (450) 687-3123

* Offres valides sur les modèles Cavalier, Sunfire, Alero et Grand Am 2002 en inventaire. Voir détails et conditions sur place.

** Taux d'intérêt applicable à la location, voir détails et conditions sur place.

† Pour achat au comptant, voir détails et conditions sur place.

Forum

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur
MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

30 novembre 2002



ANDRÉ PRATTE
apratte@lapresse.ca

Ebranlé par les résultats des élections complémentaires de lundi dernier, le gouvernement de Bernard Landry a-t-il perdu une part de sa légitimité ? Devrait-il, dans l'intérêt du Québec et de la démocratie, se soumettre à court terme au jugement populaire ? Non.

On remarque que malgré leur victoire dans deux circonscriptions traditionnellement favorables au Parti québécois, les libéraux se sont bien gardés de réclamer des élections générales. Cette retenue s'explique sans doute, en bonne partie, par des calculs purement stratégiques. Les libéraux savent qu'ils ont tout intérêt à laisser le gouvernement péquiste s'empêtrer dans la récession qui s'amorce, pour ensuite dénoncer son incapacité à relancer l'économie.

Les libéraux savent aussi que, dans le climat d'inquiétude provoqué par les attentats du 11 septembre, les Québécois n'ont pas la tête à l'instabilité, aux débats partisans, et encore moins à la politicaillerie. Donc, pas la tête aux élections.

Le contrecoup de la tragédie s'estompant tranquillement, Jean Charest sera-t-il en droit, disons au début du printemps, d'exiger un appel aux urnes ?

On connaît la règle constitutionnelle : au Canada, un gouvernement est élu pour une période maximale de cinq ans. Cependant, la convention veut qu'un mandat normal ait une durée de quatre ans. Nous n'en sommes pas là : le Parti québécois a obtenu sa présente majorité le 30 novembre 1998.

Nous n'en sommes pas là, mais beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis trois ans. À l'époque, le Parti québécois était dirigé par Lucien Bouchard. Bien que le PQ dispose toujours d'une majorité en chambre — et dans la théorie du système parlementaire, c'est ce qui compte — Bernard Landry ne jouit pas d'une légitimité démocratique aussi forte que son prédécesseur. La tradition veut d'ailleurs qu'un premier ministre « désigné » déclenche des élections générales le plus tôt possible. La fragilité rela-

tive du gouvernement est accentuée par le fait qu'en 1998, les libéraux avaient obtenu quelques milliers de voix de plus que les péquistes.

■ ■ ■

Arrivent les élections complémentaires, que tout le monde, y compris les péquistes, ont interprété comme une giflle. Mais s'agit-il d'un désaveu ? La plupart des Québécois exigent-ils un changement immédiat de gouvernement ? La crédibilité du gouvernement est-elle entachée au point que sa capacité d'agir s'en trouve diminuée ? La réponse à toutes ces questions est négative.

Malgré la rebuffade de lundi, le gouvernement Landry continue de jouir d'un soutien relativement élevé dans la population. Selon un sondage récent de Léger Marketing, réalisé pour *Le Devoir*, 50 % des Québécois sont satisfaits de l'action du gouvernement, ce qui est appréciable pour une équipe dont le deuxième mandat est déjà bien engagé.

Par ailleurs, M. Landry lui-même est perçu comme un homme compétent, meilleur premier ministre que ne le serait Jean Charest. Les sondages sont des outils frustes, mais ces données indiquent tout de même qu'il n'y a aucune révolte généralisée contre le gouvernement en place.

Il y avait certainement un malaise devant l'obstination souverainiste de M. Landry : les Québécois, après tout, avaient voté ou bien pour le discours modéré de M. Bouchard, ou pour le « Non au référendum » de Jean Charest, ou pour le « pas de référendum d'ici dix ans » de Mario Dumont. Maintenant que le premier ministre a décidé de se consacrer à la « sécurité économique » des Québécois, une majorité d'entre eux sont probablement prêts à lui faire confiance pour affronter le ralentissement économique.

Le 30 novembre 2002, le second mandat du gouvernement du Parti québécois aura duré quatre ans. Dès cette date, s'il ne s'est pas soumis au processus électoral, il verra sa légitimité et sa crédibilité s'effiloer rapidement. Légèrement, M. Landry pourrait toujours rester en poste jusqu'en 2003. Mais politiquement, les conditions de son accession à ces hautes fonctions ne lui donnent pas le droit de prolonger son mandat.

Les fleurs et le pot



MICHÈLE OUIMET
michele.ouimet@lapresse.ca

D'abord les fleurs. Le ministre de l'Éducation, François Legault, a mis la taxe à l'échec à la poubelle. Désormais, les cégépiens qui échouent n'auront plus à payer pour suivre leurs cours.

Cette fameuse taxe avait été créée par l'ex-ministre de l'Éducation, Pauline Marois, en 1997, en pleine tourmente budgétaire. Accusée de faire de l'argent sur le dos des élèves les plus faibles, M^{me} Marois a toujours défendu sa taxe. Elle voulait mettre fin à l'interminable magasinage des élèves qui se traînent les pieds au cégep pendant des années, passant d'un programme à l'autre en accumulant les échecs. Mais les vertus pédagogiques de cette mesure n'ont jamais été démontrées et le ministre Legault a admis, hier, qu'elle n'avait eu aucun effet sur les taux de réussite. Il l'a donc mise au panier. Bravo et bon débarras.

Le ministre a déployé une panoplie de mesures pour éviter que les élèves passent la moitié de leur vie au cégep. Des mesures simples qui tombent sous le sens et qui vont sûrement donner un coup de pouce à ceux qui en arrachent : bulletins de mi-session, réduction de la taille des cours, suivi serré par des tuteurs, reprise des cours ou des examens avec un encadrement...

Mais encadrer solidement les 25 000 élèves qui, chaque année, paient la taxe à l'échec représente un gros défi. Éreintés par les compressions budgétaires, les cégeps partent de loin : les collégiens doivent parfois attendre des mois avant d'obtenir un rendez-vous chez un conseiller pédagogique et la plupart des centres d'aide ont été

abolis. Même si le gouvernement a recommencé à investir dans le réseau de l'éducation après des années de vaches maigres, les sommes ne sont pas énormes. Les 48 cégeps publics se partagent 32 millions d'argent frais, d'ici 2003, pour financer les différentes mesures d'encadrement. Une goutte d'eau dans un océan de besoins. Mais au moins, l'époque des compressions budgétaires est terminée.

■ ■ ■

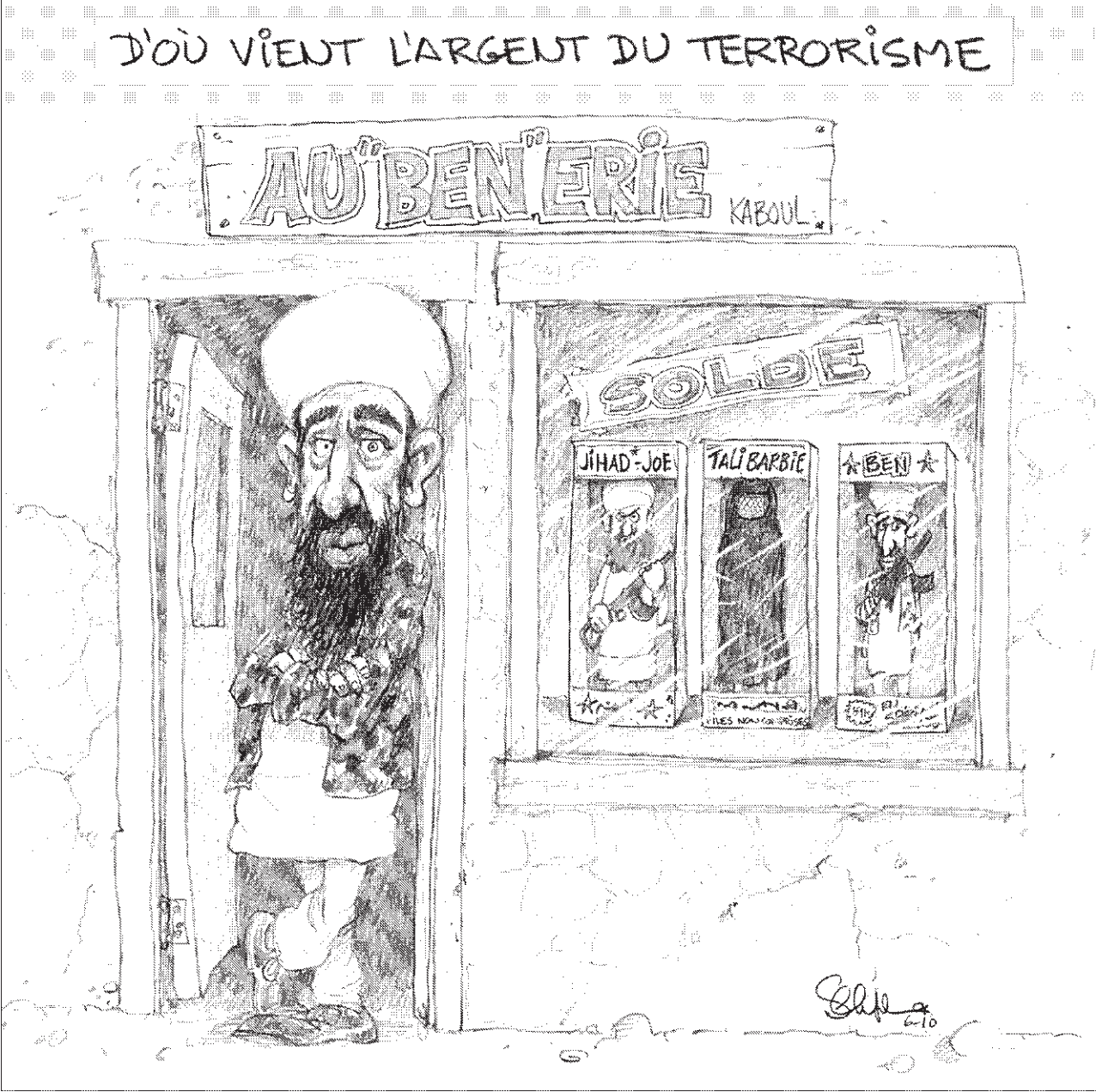
Le pot maintenant. Pendant que d'une main, le ministre Legault abolit la taxe à l'échec, de l'autre, il hausse les exigences de ses plans de réussite. D'ici 2010, le taux de réussite, c'est-à-dire le nombre d'élèves qui réussissent à décrocher leur diplôme, doit passer de 61 % à 76 %, un bond de 15 points.

Le ministre a qualifié cet objectif d'ambitieux. Il est plutôt totalement irréaliste. Obsédés par la course aux diplômés, les cégeps risquent de baisser les exigences et de se débarrasser des élèves les plus faibles.

M. Legault n'est pas le premier à parler de taux de réussite. En 1992, l'ex-ministre Michel Pagé avait lancé un ambitieux plan d'action au secondaire qui devait faire passer le taux de réussite de 65 % à 80 % en cinq ans. Mais des millions plus tard, le nombre de décrocheurs n'avait pas bougé d'un iota.

L'obsession des plans de réussite amène aussi un tripatage statistique. Actuellement, 55 % des cégépiens obtiennent leur diplôme. Le ministère a décidé de gonfler ce chiffre. Désormais, les élèves qui abandonnent le cégep et complètent un cours professionnel au secondaire seront inclus dans les taux de réussite des cégeps. Avec cette nouvelle comptabilité, le nombre de diplômés bondit de 55 % à 61 %.

Mais cette pitoyable manipulation statistique ne trompe personne. Sauf le ministre Legault.



Serge.Chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

POINT DE VUE

Le problème américain

La terreur a aussi gagné la bataille psychologique, morale et intellectuelle

MARIO ROY

bien appeler la haine progressiste du progrès.

■ ■ ■

Contre toute attente, les raids aériens du 11 septembre ont consacré le triomphe d'une forme de relativisme postmoderne qu'on croyait relégué aux poubelles de la pensée. Et déclenché la pire vague d'antiaméricanisme qu'on ait vue depuis des décennies.

« Aucune ambiguïté morale ne doit subsister », disait, cette semaine, le premier ministre britannique, Tony Blair.

Or, c'est précisément l'inverse qui se produit dans de larges couches de la société, en particulier celles qui se disent éclairées et progressistes, celles-là mêmes desquelles on attend du sens — et, si possible, du bon sens. L'ambiguïté, en effet, y est totale. On n'y voit plus la différence entre le bien et le mal. On y blâme la victime en prenant le parti de la terreur. Et, insensible à ce qui a eu lieu, on y dénonce sans relâche ce qui ne s'est pas produit.

Pour paraphraser le célèbre titre de Pascal Bruckner, nous sommes aujourd'hui noyés sous les sanglots de l'homme occidental.

D'ailleurs, Bruckner écrit précisément dans *Le Monde* : « Nous sommes tous coupables : depuis le 11 septembre, la rumeur ne cesse de s'enfler qui nous appelle, nous les repus, les gavés, à la pénitence, à la flagellation. On voit les chaises de tiers-mondisme et de l'anticapitalisme ressortir leurs bréviaires... »

Or, pour ces dévots et dans ces livres pieux, il n'existe aucun mal. À l'exclusion, bien entendu, de celui qui émane de nous.

Et il n'y a pas de terroristes.

L'agence Reuters n'a-t-elle pas banni de ses dépêches le mot « terrorisme » pour désigner les événements américains puisque, explique-t-elle, « celui qui, pour les uns, est un terroriste, est pour les autres un combattant de la liberté » ?

Et, comme l'écrit ironiquement Edward Rothstein dans le *New York Times*, l'impérialisme occidental n'est-il pas « la cause fondamentale du terrorisme, la nature diabolique du premier amenant semblable nature chez le second, en une sorte de symétrie où ne subsistent que d'infimes différences » ?

Bien sûr ! Pourquoi pas ? Tout se vaut, après tout.

À New York et Washington, les agresseurs étaient en réalité des victimes ne cherchant qu'à obtenir justice. Et, somme toute, enfoncer des tours peuplées d'innocents avec des missiles humains n'est pas un comportement très différent de celui d'un avocat plaidant paisiblement une juste cause devant un tribunal de province.

D'ailleurs, quelles raisons aurions-nous de croire que l'État laïc est préférable à la théocratie ? La démocratie à la dictature ? La liberté à la servitude ? L'égalité constitutionnelle des sexes à la lapidation des femmes ? La compétition économique, ou culturelle, à la guerre en armes ? On peut même soutenir que les seconds termes sont très légèrement supérieurs aux premiers, puisque tyranniser et assassiner, au moins, ce n'est pas hypocrite...

Tout est égal, il faut dorénavant s'y résoudre, en récitant l'ultime credo de ceux qu'anime ce qu'il faut

Il existe aussi une telle chose que la haine intellectuelle et cultivée à l'endroit de l'intelligence et de la connaissance.

Il s'agit d'un phénomène absolument déroutant que le philosophe Jean-François Revel a déjà analysé dans *La Connaissance inutile*, en 1988. Et qui reprend de la vigueur sous la forme d'un irrépressible courant de haine antiaméricaine se manifestant chez nous depuis trois semaines, certainement le plus important depuis les années 1930.

À cette époque, au Québec, l'antiaméricanisme était surtout le fait d'un clergé sympathique aux fascismes européens, vaguement antisémite, méfiant à l'endroit de la démocratie et de la modernité, tenté par le repli famille-travail-patrie (au Canada anglais, la haine des Américains était plutôt entretenue par les milieux d'affaires).

Or, curieusement, ce vieux discours antiaméricain n'était pas essentiellement différent de ce qu'il est, aujourd'hui, au sein des couches éclairées et progressistes que nous avons vues, plus haut, occupées à ressusciter le relativisme postmoderne.

Matérialisme, amoralisme et inculture de la race yankee ; velléité d'hégémonie planétaire ; impérialisme culturel... On trouvera tout cela, non dans la dernière homélie d'Ignacio Ramonet ou de Noam Chomsky, comme on serait porté à le croire. Mais bien dans *Notre américanisation*, un recueil publié par L'Oeuvre de presse dominicaine en... 1936, regroupant les textes de plusieurs ecclésiastiques et penseurs conservateurs, dont Jean Bruchési.

Tous ces plats de droite sont aujourd'hui nappés d'une sauce de gauche, de façon à servir le fastueux banquet au cours duquel il est permis de danser sur les tombes des Américains assassinés.

« Assassins ! » ont précisément scandé des Montréalais devant le consulat des États-Unis.

Unis, alors que le sud de Manhattan brûlait encore. La chose troublante, c'est que l'invective visait, non les meurtriers, mais les victimes.

Cependant, la diatribe la plus haineuse, se situant à l'extrême limite du racisme, a sans doute été prononcée par une professeure de l'Université de la Colombie-Britannique, Sunera Thobani. Selon elle, les Américains forment « un peuple assoiffé de sang et de vengeance » dont le pays est « la plus dangereuse des puissances répandant le plus horrible niveau de violence ».

L'affaire n'est pas exceptionnelle, hélas !

Et, depuis le 11 septembre, on a vu des hordes de penseurs caricaturer grossièrement l'Histoire récente — en sachant pertinemment que c'est ce qu'ils font — dans le but d'instruire le seul grand procès ouvert depuis les attentats : celui de l'Amérique.

Après les 6000 morts, après la destruction, après le saccage de l'économie, ce n'est pas la moindre victoire de la terreur que d'avoir gagné aussi la bataille psychologique, morale et intellectuelle.

Il y a, est-on parvenu à nous persuader, une telle chose qu'un *problème américain*.

Une telle chose qu'une race yankee coupable d'exister.



Un drapeau américain accroché sur les flancs endommagés de l'édifice d'American Express, à New York.

Forum



États-Unis: les deux nations



STÉPHANE KELLY
L'auteur est sociologue. Il publiera le mois prochain Les fins du Canada, chez Boréal.

Les critiques adressées aux États-Unis ne touchent pas seulement à sa politique étrangère, mais aussi à son type de démocratie.

L'homme, écrivait Baudelaire, est un enfant égaré dans les forêts de symboles. Lorsque les rumeurs de guerre se font jour, les forêts de symboles se multiplient au point de nous cacher de larges pans de la réalité.

Il y a une image du Québec qui circule souvent dans les médias aux États-Unis et en Europe. C'est l'image d'une société fermée, intolérante, unanimiste, parfois même crypto-fasciste. Pour la vaste majorité des Québécois, cette image est fautive.

Qu'elle persiste ainsi dans les esprits, à l'échelle internationale, nous semble injuste, incompréhensible et insultant. Juger les autres nations est un exercice dangereux, périlleux, mais néanmoins nécessaire. Comme première puissance du monde, les États-Unis posent à chaque jour des jugements sur les autres nations. Ces jugements ne sont hélas ! pas toujours justes. Ce n'est pas une raison pour leur refuser, aujourd'hui, un jugement juste.

Le jugement que l'on doit porter sur les États-Unis répond à cette question toute simple : s'agit-il d'un empire militaire ou d'une république démocratique ? On peut donner une réponse mesurée à cette question en revenant aux idées clés de la tradition politique américaine. Cet exercice permet d'observer que les États-Unis sont, comme la France, comme l'Angleterre, comme l'Allemagne, une nation divisée et complexe. La diversité de cette tradition politique ne peut se résumer par des formules lapidaires et sans appel. Apprécier avec justesse les courants qui l'ont marqué aide à soupeser les torts et les mérites des États-Unis.

La dualité de la tradition politique

Depuis la fondation de la république, le clivage fondamental qui éclaire les débats politiques américains ne renvoie pas au couple gauche-droite ou libéral-conservateur. Il s'agit plutôt du clivage opposant l'idéal jeffersonien à l'idéal hamiltonien. C'est durant la période révolutionnaire américaine (1775-1787) que ces deux idéaux se sont forgés. Thomas Jefferson définit les termes d'un idéal républicain tandis que Alexander Hamilton formula ceux d'un idéal impérial. Si l'idéal jeffersonien est avant tout démocrate, l'idéal hamiltonien est avant tout nationaliste.

D'une façon plus précise, ces deux idéaux divergent autour de quatre questions : la conception du fédéralisme, la philosophie économique, le rôle de l'État et la politique étrangère. En matière de fédéralisme, les jeffersoniens sont beaucoup plus décentralisateurs. En matière économique, ils sont plus favorables à l'égalitarisme social. À l'égard de l'État, ils entretiennent une grande méfiance, jugeant son expansion source de corruption. Enfin, en matière de politique étrangère, ils sont plus isolationnistes et plus critiques face à la puissance militaire.

Ainsi, dès sa fondation, la nation américaine a été traversée par un sérieux conflit entre deux idéaux politiques. Dans le siècle qui suivit, les partis politiques prêtèrent allégeance à l'un ou l'autre de ces idéaux. Les jeffersoniens se rassemblèrent successivement dans le Parti républicain-démocrate de Jefferson et Madison puis dans le Parti démocrate de Jackson. Les hamiltoniens, eux, s'unirent successivement dans le Parti fédéraliste, dans le Parti national-républi-

cain, dans le Parti whig et enfin dans le Parti républicain.

La guerre entre le Nord et le Sud (1861-1865) vint toutefois brouiller les pistes. Si jusqu'au milieu du XIX^e siècle, l'idéal jeffersonien fut dominant, par la suite, l'idéal hamiltonien devint hégémonique. Signe des temps, au début des années 1860, Abraham Lincoln proposa au nouveau Parti républicain une synthèse radicalement démocratique qui puisait largement à l'idéal hamiltonien, mais qui faisait néanmoins quelques concessions à l'idéal jeffersonien. Lincoln conservait du premier une visée nationaliste (maintenir et cimenter l'Union) et une politique économique centralisatrice de grands travaux publics fédéraux. Il garda du second l'objectif d'indépendance économique pour l'homme du commun.

L'important n'est pas ici de porter un blâme à l'un ou l'autre de ces deux idéaux politiques. Chacun a ses torts et ses mérites. Poussé à son extrême limite, chacun peut mener à des aberrations. Le phénomène des milices d'extrême-droite aux États-Unis est un exemple d'une dérive de l'idéal jeffersonien ; la guerre du Vietnam était, elle, un excès de l'idéal hamiltonien. Retenons toutefois que le génie démocratique américain, tant vanté par Tocqueville, émanait de cette tension créatrice entre les deux idéaux politiques. Le plus beau fruit de cette tension créatrice fut, sans aucun doute, la magistrale synthèse de Lincoln. Hélas !, la part jeffersonienne de sa synthèse perdit du terrain dans les dernières décennies du XIX^e siècle.

Le relâchement de la tension entre les deux idéaux entraîna de lourdes conséquences. En matière de politique étrangère, il signifia l'abandon presque complet du jeffersonisme. On sait que les Jeffersoniens étaient isolationnistes, à l'origine, par crainte que le pouvoir militaire sape la liberté politique du citoyen américain. C'est pourquoi, selon eux, il était plus prudent d'asseoir la défense de la nation sur des milices de citoyens que sur une armée permanente. Cette suspicion à l'égard du pouvoir militaire incita plusieurs présidents jeffersoniens (Madison, Monroe, Wilson) à prôner une politique étrangère qui éviterait la voie impériale.

Par contraste, Alexander Hamilton et ses disciples ne manifestèrent jamais de telles inquiétudes. Ils croyaient que la république, pour survivre, devait nécessairement devenir un empire militaire. Ils adoptèrent des politiques plus interventionnistes et acceptèrent plus spontanément de prendre part à des conflits militaires étrangers. Incontestablement, le triomphe de la voie hamiltonienne au XX^e siècle a été favorisé par le déclin de l'idéal jeffersonien.

Mais ce n'est pas le seul facteur à considérer. Les circonstances particulières du XX^e siècle ont puissamment favorisé ce virage. Le déclin de l'empire britannique, la

montée du nazisme, l'expansion du bloc communiste sont des facteurs qui ont lourdement pesé dans la transformation de l'opinion publique américaine. Presque à leur corps défendant, les États-Unis ont été amenés à camper une position hamiltonienne sur la scène internationale.

Si on fait le bilan des menaces qui ont pesé sur l'humanité au XX^e siècle, les États-Unis sont loin de n'avoir commis que des erreurs en matière de politique étrangère. La lutte au communisme à partir des années 1950 a certes manqué de mesure. Mais demandez aux Tchèques, aux Polonais et aux autres peuples de l'ancien bloc soviétique si cette lutte était vaine.

Le précédent britannique

Les attentats du 11 septembre constituent un événement. Selon Hannah Arendt, un événement est un moment de rupture entre le passé et le présent, où la nouveauté radicale de la situation interdit d'amalgamer le nouveau à l'ancien. Je ne peux m'empêcher de penser, ici, au magistral essai de G. K. Chesterton, *Les Crimes de l'Angleterre*, publié en 1915, au début de la Première Guerre mondiale. Cet écrivain, réputé pourfendeur de l'impérialisme britannique, s'employa à persuader ses compatriotes que cette guerre était juste et ne pouvait aucunement être amalgamée aux anciennes croisades impériales. Les crimes commis jadis par l'empire, écrivait-il, ne pouvaient servir à discréditer cette lutte contre la « prussianisation de l'Europe ».

Le jugement politique est cette capacité de décoder avec finesse, sans idées préconçues, le sens de l'événement ; en 1917 et en 1942, les élites canadiennes-françaises ont lamentablement failli à la tâche.

réels. On pense à Olivar Asselin, ce nationaliste canadien-français, hostile à l'impérialisme britannique, qui décida en 1916 de s'enrôler dans cette guerre qui menaçait la civilisation. Vingt ans plus tard, on note la même lucidité dans les écrits et les actions de Jean-Charles Harvey. Ce dernier lutta en solitaire, au début de la Seconde Guerre mondiale, contre nos demi-civilisés. Ceux-ci prétendaient que la lutte aux nazis n'était rien d'autre qu'une abdication devant les sombres desseins de l'Angleterre.

« Un aspect central du fait d'être Canadien, écrivait George Grant, est que son destin fut toujours lié aux rapports entre les différents empires mondiaux ». Il est vrai, à plusieurs égards, que nous sommes maintenant placés au Canada dans la même position face aux États-Unis que nous l'étions jadis face à l'empire britannique. Nous savons cependant, aujourd'hui, que le déclin de cet empire, loin d'être une libération, annonçait une terrible catastrophe, inédite dans l'histoire de l'humanité.

Les critiques adressées aux États-Unis ne touchent pas seulement à sa politique étrangère, mais aussi au type de démocratie en vigueur dans la société américaine. À cet égard, en tant que Québécois, on peut se demander quelle est la façon la plus utile d'améliorer les choses. Lutter contre les États-Unis, ou lutter au sein même de l'espace nord-américain afin que cette république ne devienne pas un pur et simple empire ? La seconde voie m'apparaît plus opportune. On peut l'emprunter sans se laisser envoûter par un philo-américanisme complaisant. Choisir cette voie, ce n'est pas vénérer tout l'héritage politique américain. Entre les deux nations américaines, la républicaine et l'impériale, il n'est peut-être même pas nécessaire de choisir. Reconnaître seulement que les deux sont toujours vivantes constitue déjà un début de solution.

LYSIANE GAGNON

lgagnon@lapresse.ca



Le dur défi de Bernard Landry

Depuis la déconfiture aux partielles de lundi dernier, c'est le festival des excuses au PQ. Le parti rejette le blâme sur les ministres, lesquels s'en prennent aux organisateurs, tout le monde s'entendant sur le dos des candidats défaits, boucs émissaires de cette gigantesque débandade.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Tous les chiffres ne mentent pas, et ceux des partielles sont éloquentes. Dans Laviolette, circonscription péquiste depuis 1976, le Parti libéral a rafié l'époustouffante majorité de 61 %. Dans Jonquière, ce château fort péquiste où aucune section de vote n'avait donné de majorité au PLQ depuis 16 ans, les libéraux ont gagné 28 % des voix de plus qu'au scrutin de 1998, et le PQ en a perdu 29.

Dans Labelle, autre circonscription que le PQ détient depuis 25 ans, seulement 54 voix séparent le péquiste du libéral. Dans Blainville enfin, même l'excellent candidat qu'était Richard Legendre n'a remporté la victoire que de justesse, avec seulement 6 % du vote de plus que son adversaire ; dans Blainville toujours, le score du PQ a dégringolé de cinq points, tandis que celui du PLQ augmentait de 12 %...

■ ■ ■

Pour Jean Charest, c'est une formidable victoire, qui montre qu'il est capable de ramener son parti au coeur du Québec francophone — la clé du pouvoir. Même si des partielles obéissent à d'autres lois que des élections générales, ces succès, s'ajoutant à celui de Mercier, vont donner, en cette année préélectorale, le « momentum » aux libéraux, qui dorénavant auront le vent dans les voiles.

D'ailleurs, ces victoires ne sont pas le fruit du hasard. Autant le PLQ a paru bien organisé, autant il a réussi à recruter des candidats intéressants et engagés dans leur milieu, autant le PQ donne des signes d'usure.

Comment se fait-il que dans quatre circonscriptions sur cinq (incluant Mercier), le PQ n'ait pas réussi à dénicher de meilleurs candidats ? Comment se fait-il que l'on se soit rabattu, à deux reprises, sur des attachés politiques (qui en plus avaient déclaré des faillites personnelles !), au lieu de chercher à recruter des candidats de plus grande envergure ?

Il est trop facile d'expliquer cela par le fait que les associations de comté refusent mordicus de se faire imposer des candidats par les autorités du parti. Si c'est le cas, cela ne prouve qu'une chose, c'est que les militants locaux vivent en vase clos, qu'ils manquent d'imagination et qu'ils sont mal branchés sur le reste de la population.

Selon Maurice Pinard, le doyen des sondeurs québécois, le PLQ aurait actuellement 10 points d'avance sur le PQ, si l'on tient compte du fait que les « indécis » et les « discrets » finissent presque tous par voter libéral. C'est plus qu'il n'en faut au PLQ pour remporter le pouvoir.

Par ailleurs, l'ADQ fait du sur-place, et si le PQ semble désormais protégé sur son flanc gauche (la coalition de gauche, fringante dans Mercier, s'est pitoyablement écrasée en dehors de Montréal), il ne peut plus compter sur l'ADQ pour diviser le vote libéral. Dans Jonquière, c'est aux péquistes désenchantés, pas aux libéraux, que l'ADQ a servi de parking.

Les péquistes ne peuvent pas, non plus, se consoler en évoquant la fameuse « série noire » des 14 partielles que le PQ a perdues entre 1977 et 1980, avant de se faire reporter au pouvoir en 1981.

Le contexte n'est pas comparable. Le PQ d'alors était dirigé par René Lévesque, le politicien chéri du Québec, et le PLQ, par Claude Ryan, qui était un désastre comme chef de parti et avait mené une campagne épouvantable. Peut-être aussi les Québécois ressentaient-ils le besoin de contrebalancer leur NON référendaire en réalisant un gouvernement nationaliste. Mais surtout, le PQ de Lévesque ne réclamait qu'un deuxième mandat, alors que le gouvernement Landry s'apprête à en solliciter un troisième.

■ ■ ■

M. Landry a renoncé à remanier son cabinet par peur de provoquer d'autres démissions... et d'autres partielles cauchemardesques. Cela accentuera l'image d'usure que projette le gouvernement.

Il reste que le premier ministre a plusieurs atouts dans son jeu : sa crédibilité est supérieure à celle de Jean Charest, et le taux de satisfaction envers le gouvernement reste élevé (mais les sondages ont été faits avant l'avalanche de licenciements et le ralentissement de l'économie).

La période d'extrême insécurité que nous vivons peut également lui servir, dans la mesure où la population a besoin de leaders expérimentés, responsables et rassurants, bref de figures paternelles. Si ce dernier réussit à mettre le couvercle sur son temporairement soupe au lait, l'âge et la maturité lui donneront un avantage sur M. Charest. Ce n'est pas par hasard que le nouveau mot d'ordre, au gouvernement, est la « sécurité économique », deux mots qui correspondent aux points forts de M. Landry.

Reste la question, ou plutôt le problème de la souveraineté, thème sur lequel M. Landry compte mettre la pédale douce, tant il est vrai qu'en se délestant de son option (ou en la remisant au congélateur), le PQ augmenterait de plusieurs points sa position. Mais ce faisant, le gouvernement Landry risque de démobiliser les militants du PQ, ceux qui gagnent les élections sur le terrain.

| AUSTRALIE |

Clandestins et terrorisme au menu de la campagne électorale

d'après AFP

SYDNEY— La lutte contre le terrorisme international et contre l'afflux d'immigrants clandestins vont être au coeur de la campagne électorale qui s'ouvre en Australie, le premier ministre John Howard ayant annoncé hier la tenue d'élections générales le 10 novembre.

Le chef du gouvernement, qui veut obtenir un troisième mandat,

a mis un terme à une semaine de conjectures politiques sur la date de cette consultation qui, de toute façon, devait se tenir avant la fin de l'année.

« Dans une période de défis économiques et sécuritaires immenses, la nation a besoin avant tout à son gouvernail d'un groupe d'hommes et de femmes qui ont force et expérience et qui ont une vue claire de ce en quoi ils croient », a-t-il déclaré aux journalistes après l'appel aux urnes.

Des propos qui portent à l'heure où un millier de militaires australiens, dont 150 membres des troupes d'élite, rejoignent la coalition

antiterroriste mise sur pied par les États-Unis.

Âgé de 62 ans, Howard compte aussi faire valoir auprès du corps électoral le bilan économique de la gestion de son gouvernement. La majorité (conservateurs et formation nationale-libérale) qui soutient son action est, dans tous les sondages, largement en tête après avoir réussi le plus extraordinaire rétablissement politique dans l'opinion de l'histoire récente du pays.

Au début de l'année, la majorité avait atteint des records d'impopularité en raison principalement d'une taxe de vente particulièrement impopulaire.

Mais « l'affaire du *Tampa* », au cours de laquelle il a obstinément refusé d'accueillir les clandestins naufragés en majorité afghans recueillis par ce cargo norvégien, lui a permis de reconquérir spectaculairement l'opinion publique.

Alors que l'opinion internationale condamnait l'attitude de l'Australie, le gouvernement de Howard a tenu bon, ce qui lui a valu un fort regain de popularité.

Les derniers sondages ont montré que la menace de la guerre à la suite des attentats du 11 septembre aux États-Unis a encore renforcé l'appui des Australiens à leur gouvernement conservateur et à leur premier ministre considéré comme

ayant l'envergure indispensable en temps de crise.

Le chef de l'opposition, le travailliste Kim Beazley, affirme cependant être confiant car pour lui, l'attention des électeurs se portera principalement sur les problèmes intérieurs, sur lesquels il veut faire porter sa campagne.

Tenu pour responsable de l'échec en 1999 de la campagne des républicains voulant s'affranchir de la tutelle du souverain britannique comme chef de l'État australien, Howard avait fortement laissé entendre l'an dernier qu'il se retirerait de la politique à l'âge de 64 ans, soit deux ans après le prochain scrutin.



EXPRESS INTERNATIONAL

Suède | Casseurs en prison

UN GROUPE de huit Suédois a été condamné hier à des peines allant de trois à quatre ans de prison ferme pour leur participation aux violences qui ont marqué le sommet de l'Union européenne à Göteborg en juin dernier. Les cinq hommes et trois femmes, dont l'âge varie de 19 à 23 ans, avaient tous plaidé non coupables. Les violences, émeutes et affrontements en marge du sommet de l'UE, du 14 au 16 juin, ont fait plus de 90 blessés. Le groupe a notamment géré un centre de commandement des émeutes installé dans un appartement, d'où ils envoyaient des consignes aux manifestants violents via leurs téléphones portables. Vingt-huit personnes, dont 13 étrangers, ont été condamnées dans le cadre de ces violences. La plupart des 25 000 personnes qui avaient convergé sur Goteborg y ont manifesté dans le calme. — d'après AP

Congo | Payés mais inexistants

LE GOUVERNEMENT de la République du Congo (Brazzaville) a arrêté hier de verser les salaires de plus de 9000 fonctionnaires, les enquêteurs chargés de traquer la corruption gouvernementale ayant découvert qu'ils n'existaient pas. Ces 9719 faux noms prouvent que des détournements massifs ont eu lieu, sans que l'on sache encore qui en est responsable, a expliqué le porte-parole du gouvernement. Brazzaville avait mis sur pied une commission d'enquête sur la corruption à la demande du Fonds monétaire international (FMI). Le mois dernier, le Congo-Kinshasa (RDC) avait lui aussi cessé de verser les salaires de plus de 21 000 fonctionnaires « fantômes », inscrits sur les registres par des employés du gouvernement corrompus. — d'après AP

États-Unis | Contre la Syrie

DES ÉLUS AMÉRICAINS ont dénoncé hier la perspective d'une entrée de la Syrie au Conseil de sécurité de l'ONU, dans une lettre qu'ils vont envoyer au président George W. Bush. Cette lettre, dont une copie circulait parmi les membres du Congrès, a déjà reçu le soutien de « près de 30 parlementaires » à la Chambre des représentants, a déclaré un porte-parole d'Eliot Engel, un démocrate de New York, qui mène l'initiative. « Trois semaines seulement après le pire cas de terrorisme dans l'histoire de notre pays, comment pouvons-nous laisser la Syrie, qui figure sur la liste du département d'État des pays soutenant le terrorisme, entrer au Conseil de sécurité ? », a demandé Engel. Interrogés jeudi, des responsables du département d'État s'étaient refusés à toute déclaration sur l'élection probable, lundi, de la Syrie au Conseil. L'an dernier, Washington avait mené une campagne d'envergure pour bloquer l'accession au sein de cette instance du Soudan, également accusé de soutenir le terrorisme. — d'après AFP

Corée | Refus du Nord

LA CORÉE DU NORD a refusé la proposition du Sud en vue d'un accord pour établir une liaison terrestre, dans le cadre des négociations sur les moyens d'intensifier le tourisme, discussions qui se sont terminées hier. Les trois jours de négociations, qui se sont tenues dans la station de montagne du mont Kumgang, au Nord, n'ont abouti à rien si ce n'est l'accord d'une nouvelle rencontre dans quelques jours. La presse a rapporté que le Nord n'avait pas accepté pour des raisons militaires l'ouverture à travers la frontière entre les deux pays d'une route qui aurait permis aux touristes sud-coréens d'accéder directement à cette station de montagne très populaire. — d'après AFP

Brésil | Sénateur corrompu

L'ANCIEN PRÉSIDENT du Sénat brésilien, Jader Barbalho, a renoncé à son mandat de sénateur, une semaine après que la Commission d'éthique de la Chambre haute eut voté l'ouverture d'une procédure de destitution contre lui. Barbalho — qui fait l'objet d'une enquête pour détournement de fonds publics — disposait de 15 jours pour renoncer à son mandat afin d'éviter l'ouverture d'une procédure de destitution qui lui ferait perdre ses droits politiques pour huit ans. Hier matin, le Sénat a rendu officiel le départ de Barbalho, du Parti mouvement démocratique brésilien (centre-droit), formation de la coalition gouvernementale, en lisant sa lettre de renonciation. Sa situation était devenue intenable après la publication par la presse il y a quelques mois d'un rapport de la Banque Centrale mentionnant le détournement de 2,5 millions de dollars US de la Banque du Para (Banpara) à son profit et à celui de sa famille. — d'après AFP

Colombie | Suspension des enlèvements

LA GUÉRILLA des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, marxistes) a annoncé hier soir la suspension des enlèvements de civils et son accord pour étudier « immédiatement » la possibilité d'une trêve des combats. Ce développement dans les pourparlers de paix, ainsi appelés à se poursuivre, signifie implicitement le maintien de la zone démilitarisée de 42 000 km² remise aux rebelles à 700 km au sud de Bogota par le pouvoir en novembre 1998 pour en faire un « laboratoire de paix ». Les dernières exactions des FARC, dont le meurtre dimanche de Consuelo Araujonoguera, 61 ans, épouse du procureur général, avait fait redouter une rupture imminente des négociations engagées en 1999 par le président Andrés Pastrana avec la principale guérilla de Colombie, composée de 16 500 hommes. — d'après AFP

VISITE LIBRE:

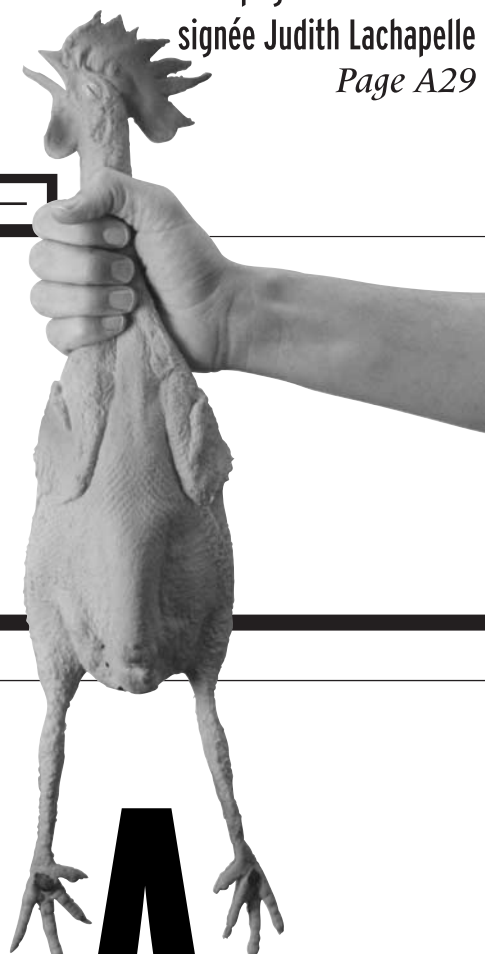
HÉLÈNE BRUNETL'entrevue de
Nathalie Petrowski
Page A24**Pourquoi les feuilles
changent de couleur
en automne**

Page A22

La Presse

• CAHIER ACTUEL | LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 6 OCTOBRE 2001

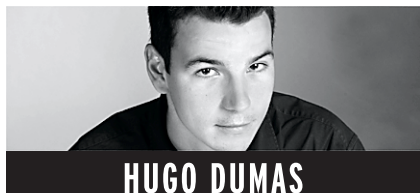
DANS VOTRE ASSIETTE:

**Qu'a mangé
cette cuisse de poulet?**Une page hebdomadaire
signée Judith Lachapelle
Page A29

OKINAWA

VIVRE MIEUX... ET PLUS LONGTEMPS

La fontaine de Jouvence existe bel et bien. Et on la trouve dans l'île Okinawa, où l'espérance de vie est plus grande que partout ailleurs sur la planète. Le secret de cette longévité? Du riz, des fruits et du poisson, de l'exercice, peu de stress et beaucoup de spiritualité.

**HUGO DUMAS**

hdumas@lapresse.ca

Est-il possible d'émigrer à Okinawa, le plus rapidement possible?

Pourquoi Okinawa? L'île est caressée par le Pacifique. Son climat est tropical et ses paysages, magnifiques. Un million de Japonais habitent cette préfecture et de nombreux touristes lèzardent sur ses kilomètres de plage de sable blanc ou à l'ombre d'un de ses palmiers.

Mais il y a beaucoup plus : le secret d'une santé de fer et quasiment d'une jeunesse éternelle dort dans la plus grande île de l'archipel de Ryukyu, à l'extrémité sud du Japon, si l'on se fie aux auteurs du livre *The Okinawa Program*, écrit à partir d'une recherche scientifique amorcée il y a 25 ans auprès de centenaires d'Okinawa.

Des preuves? À Okinawa, les hommes meurent, en moyenne, à 78 ans, et les femmes, à 86 ans. En comparaison, l'espérance de vie pour les Canadiens est d'environ de cinq ans moindre.

— À Okinawa, il y a 34 centenaires par tranche de 100 000 habitants. Dans les pays occidentaux, il n'y a qu'une dizaine.

— À Okinawa, les habitants courent 80% moins de risques d'être terrassés par une crise cardiaque que les Américains. Le cancer de la prostate et du sein sont rares dans l'archipel. Si les Américains adoptaient le mode de vie des gens d'Okinawa, il faudrait d'ailleurs fermer 80% des services de soins coronariens et le tiers des départements d'oncologie dans les hôpitaux des États-Unis.

— À Okinawa, les personnes âgées ont plus d'hormones sexuelles dans leur corps que leurs compatriotes américains. La plupart des femmes traversent leur ménopause naturellement, sans giber de comprimés quelconques.

— À Okinawa, les femmes sont moins ridées et leur peau a meilleure allure. Dans le dialecte que parlent les habitants d'Okinawa, le mot retraite n'existe pas.

En résumé, voilà ce qui pousse les auteurs du livre *The Okinawa Program* à parler d'un nouveau Shangri-la, ce paradis mythique où l'âge des habitants se compte en centaines d'années tel que décrit dans le roman *Horizon perdu* de James Hilton.

Sorti au printemps, le bouquin, une brique de 500 pages, s'est retrouvé sur toutes les tribunes. En mai, la reine de la télévision américaine, Oprah Winfrey, lui a consacré une portion de sa populaire émission. *The New York Times* et *The Boston Globe* en ont aussi abondamment parlé. Au Canada, le livre a été propulsé au septième rang des essais les plus vendus à Edmonton, selon le *The Edmonton Sun*.

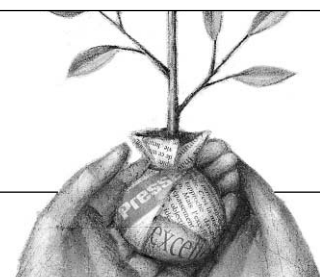
Les jumeaux canadiens Bradley et Craig Willcox ont rédigé *The Okinawa Program* en collaboration avec le Dr Makoto Suzuki, chercheur principal de l'Étude sur les centenaires d'Okinawa, qui est financée par le ministère de la Santé du Japon et qui a été entreprise en 1976.

Voir OKINAWA en A23

Suite du dossier en A23

À NE PAS MANQUER
SAMEDI PROCHAIN

EXCELLENCE 2001

Un rendez-vous avec 52 personnalités modèles qui se sont distinguées par leurs accomplissements au cours de la dernière année. Un cahier spécial dans **La Presse**

The Okinawa Program : les pour et les contre

La méthodologie est inconnue et les résultats scientifiques ne sont pas vérifiables

HUGO DUMAS

MÉDECIN et professeur au département de santé publique de l'Université Berkeley, John Swartzberg a lu *The Okinawa Program* d'un bout à l'autre. Son verdict : l'intention des auteurs est louable, mais où est donc passée leur rigueur scientifique ?

« Je suis d'accord avec le principe de bien s'alimenter, le message du livre est très important et il pourrait rendre service à bien des gens. Leurs conclusions sont excellentes. Sauf que les auteurs ne détaillent pas leur méthodologie et ne présentent pas de résultats scientifiquement vérifiables », explique le Dr Swartzberg en entrevue téléphonique de son bureau de Californie.

Selon lui, les conclusions de Bradley et Craig Willcox relèvent plutôt de l'anecdote que d'une enquête rigoureuse. *The Okinawa Program* n'est pas une révolution en soi, puis-

que nous connaissions beaucoup de choses qu'il présente, comme manger moins de viande et consommer plus de fibres », dit le Dr Swartzberg, qui est aussi membre du bureau de direction du *Wellness Letter*, un bulletin mensuel de nouvelles sur la santé et le bien-être publié par Berkeley.

Nathalie Jobin, nutritionniste à l'Université de Montréal, est d'accord pour dire que *The Okinawa Program* ne chamboulera pas la planète scientifique : « C'est l'alimentation que l'on recommande depuis longtemps », note-t-elle.

Selon elle, les Nord-Américains auront de la difficulté à copier intégralement la diète des habitants d'Okinawa. Premièrement, peu de gens ici consomment du soja. « Il ne fait pas partie de nos habitudes alimentaires », dit Nathalie Jobin.

Deuxièmement, un Nord-Américain sur deux ne mange pas ses cinq portions quotidiennes de fruits et légumes, ce qui est un minimum, alors que les centenaires d'Okinawa en avalent sept en moyenne.

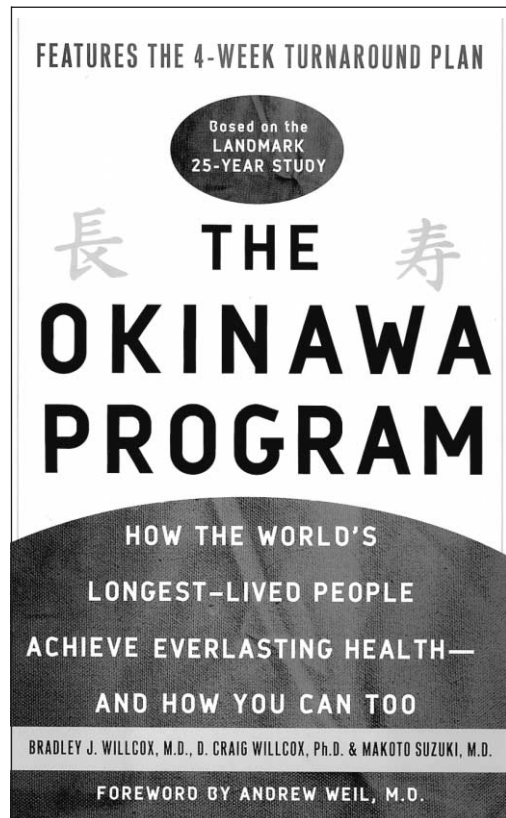
La diète d'Okinawa n'est pas adaptée à l'Amérique du Nord. « Mais il est possible

d'obtenir les mêmes résultats en mangeant plus de céréales à grains entiers, en consommant des légumes vert foncé, en mangeant moins de viande et plus de poisson », souligne la nutritionniste Nathalie Jobin.

Les aliments que nous ingurgitons ont des effets directs sur notre santé, dit le Dr Dominique Garrel, endocrinologue et chef du département de nutrition de l'Université de Montréal. Comme les Japonais s'alimentent mieux que nous, de façon générale, nous gagnerions à les imiter. « Les Japonais mangent peu de graisses animales et consomment beaucoup de légumes, de poissons et de fruits de mer. Et ils vivent plus longtemps que partout au monde », explique le Dr Garrel.

The Okinawa Program, ajoute le Dr Garrel, c'est un peu la diète crétoise (fruits, légumes, poisson, peu de viande, huile d'olive et beaucoup d'oméga-3) des années 2000. À une certaine époque, la diète des habitants de l'île de Crète, en Grèce, était celle qui assurait la longévité.

Autre temps, autre diète, donc.



OKINAWA

Suite de la page A21

Le Dr Suzuki a été directeur du département de médecine communautaire de l'Université des Ryukyus, dans l'île d'Okinawa.

Bradley Willcox est médecin, pratique à Boston et est aussi chercheur en gériatrie à Harvard. Son frère Craig, qui a épousé une résidente d'Okinawa, est anthropologue médical et gérontologue. Tous deux ont passé sept ans à scruter le mode de vie des habitants d'Okinawa qui ont plus de 70 ans. Ils disent avoir interviewé plus de 600 centenaires et de « nombreuses jeunesses » de 70, 80 et 90 ans.

Diète et spiritualité

Ce qu'ils ont trouvé ? Quel est donc ce fameux secret de la jeunesse éternelle ? Quotidiennement, les personnes âgées d'Okinawa avalent sept portions de fruits et lé-

gumes (fèves germées, poivrons), sept portions de céréales (nouilles, pain et riz, le plus souvent fait de grains entiers) et deux portions de soja. Ils consomment très peu de produits laitiers et de viandes, mais beaucoup de poisson riche en oméga-3, des acides gras qui protègent le cœur.

Leur diète est composé aux deux tiers de végétaux. Et ils ne se gavent pas : en sortant de table, il leur reste 20 % de faim non rassasiée. Bien peu fument ou boivent de l'alcool de façon exagérée. L'obésité n'est pas fréquente à Okinawa, notent les auteurs du livre.

L'étude sur laquelle est basé *The Okinawa Program* a évidemment porté sur une tranche de la population qui n'a pas été trop affectée par le mode de vie nord-américain. Oui, il y a des comptoirs McDo-

nald's à Naha, la capitale d'Okinawa avec ses 300 000 habitants. Mais ils ne semblent pas être pris d'assaut par les personnes âgées, qui préfèrent toujours le tofu au Big Mac, selon toute vraisemblance.

Le secret de la longévité des habitants d'Okinawa réside en bonne partie dans leur saine alimentation, mais aussi dans trois autres points : l'activité physique, la spiritualité et la diminution du stress. Quant au patrimoine génétique, il y serait pour moins qu'on pense : les Okinawans qui migrent très jeunes aux États-Unis souffrent des mêmes problèmes de santé que les Nord-Américains.

Même à un âge avancé, plusieurs Okinawans pratiquent toujours des arts martiaux (le karaté a d'ailleurs été inventé à Okinawa), jardinent,

prennent des marches et exécutent des danses traditionnelles semblables au tai chi. « Leurs exercices sont en connexion directe avec leurs croyances religieuses », peut-on lire dans le livre.

Profondément humaniste et ancrée dans la nature, la spiritualité à Okinawa est un mélange de taoïsme et de confucianisme, écrivent les auteurs. Ses habitants célèbrent aussi divers rites de guérison et croient que les femmes sont les ponts entre les traditions passées et la société moderne.

The Okinawa Program s'adresse clairement à une population de baby-boomers qui sont prêts à tout pour conserver leur précieuse jeunesse. Les auteurs prétendent qu'en suivant leurs recommandations à la lettre, il est possible d'ajouter entre cinq et 10 ans à notre vie. Pour ce faire, ils ont concocté « un plan qui

changera complètement votre existence en quatre semaines », plan qui comprend menu alimentaire à respecter, techniques de méditation à apprivoiser (très nouvel âge) et exercices à exécuter. Le programme d'Okinawa n'est pas un régime pour maigrir, comme les diètes Atkins ou Zone, mais plutôt une façon de vivre mieux. Et plus longtemps.

Okinawa n'a pas toujours été un « petit paradis » comme le dépeint le livre. Aujourd'hui, c'est une des régions les plus pauvres du Japon. En 1945, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'île a été le théâtre de sanglantes batailles où près de 237 318 personnes ont péri. Les Américains y ont encore d'importantes bases militaires.

Les auteurs du livre n'ont pas répondu à la demande d'entrevue de *La Presse*.

Quelques secrets de longévité

HUGO DUMAS

VOICI quelques trucs de santé tirés du livre *The Okinawa Program*.

Les neuf étapes vers la santé éternelle :

- 1 — manger 10 fruits ou légumes par jour ;
- 2 — manger 10 portions de grains entiers par jour (riz brun, avoine, blé, orge) ;
- 3 — consommer quotidiennement trois aliments riches en calcium, comme le tofu, le brocoli et le chou ;
- 4 — intégrer le soya dans sa diète ;
- 5 — privilégier les aliments riches en oméga-3, dont le poisson ;
- 6 — boire de l'eau et du thé tous les jours ;
- 7 — surveiller bien les quantités ;
- 8 — boire de l'alcool avec modération ou pas du tout ;
- 9 — choisir des aliments riches en vitamines plutôt que des suppléments.

Voici comment ajuster votre horloge biologique interne à celle d'Okinawa. Attention : c'est la « partie molle » du bouquin, selon le médecin californien John Swartzberg :

- 1 — la méditation enlève beaucoup de stress ;
- 2 — des techniques de respiration abdominale bien maîtrisées peuvent délier les muscles tendus et combattre le stress ;
- 3 — la tension musculaire peut être éliminée par de simples exercices de relaxation ;
- 4 — l'hypnose peut aider à la détente ;
- 5 — le toucher thérapeutique, qui « transmet les courants vitaux d'une personne à l'autre », est recommandé ;
- 6 — l'exercice physique est bénéfique ;
- 7 — il faut garder un réseau d'amis qui offrent leur soutien en période difficile ;
- 8 — apprendre à contrôler sa colère est bénéfique ;
- 9 — les gens optimistes et qui ont un bon sens de l'humour vivent plus longtemps ;
- 10 — apprendre à bien organiser son temps réduit le stress.

Des Économies Affaires



CHAISE OPÉRATEUR
DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, GRIS, VERT OU BOURGOGNE
• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR
Prix sug : 161\$
79.99*

CHAISE OPÉRATEUR
DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, GRIS, VERT OU BOURGOGNE
• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR
Prix sug : 202\$
99.99*

CHAISE OPÉRATEUR
DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, VERT OU GRIS
• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR
Prix sug : 179\$
59.99*

CHAISE OPÉRATEUR
DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, VERT, GRIS OU BOURGOGNE
• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR
• BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR
Prix sug : 248\$
129.99*

FAUTEUIL ERGONOMIQUE
DOSSIER MOYEN, DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, OU GRIS
• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR
• BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR
• DOSSIER AJUSTABLE
Prix sug : 343\$
179.99*

POSTE INFORMATIQUE
FINI ÉRABLE NATUREL
• DIMENSIONS : 40" L X 16" P X 28" H
Prix sug : 113\$
59.99*

POSTE INFORMATIQUE
DISPONIBLE FINI ÉRABLE NATUREL
• TIROIR-CLAVIER 28"
• TIROIR-UTILITÉ
• ESPACE POUR 27 CD
• DIMENSIONS : 48" L X 24" P X 59" H
Prix sug : 309\$
169.99*

POSTE INFORMATIQUE
FINI CERISIER ITALIEN
• DIMENSIONS : 60" L X 24" P X 54" H
Prix sug : 358\$
149.99*

POSTE INFORMATIQUE
DISPONIBLE AVEC LE DESSUS NOIR ET LES CÔTES AULNE
• TIROIR-CLAVIER 27"
• ESPACE POUR CPU
• ESPACE POUR 17 CD
• DIMENSIONS : 42" L X 20" P X 60" H
Prix sug : 228\$
119.99*

POSTE INFORMATIQUE
DISPONIBLE FINI ÉRABLE BRUN SUR ÉRABLE NATUREL
• 2 TIROIRS-FIILIERS
• TIROIR-UTILITÉ
• ESPACE POUR CPU
• CAPACITÉ DE 35 CD
• DIMENSIONS : 60" L X 24" P X 62" H
Prix sug : 515\$
299.99*

POSTE INFORMATIQUE
FINI HÊTRE DORÉ
• TIROIR-UTILITÉ
• TIROIR-FIILIERS
• CAPACITÉ DE 54 CD
• DIMENSIONS : 48" L X 48" P X 58" H
Prix sug : 440\$
249.99*

POSTE INFORMATIQUE
FINI CERISIER ITALIEN ET NOIR
• TIROIR-CLAVIER 33"
• CAPACITÉ DE 26 CD
• DIMENSIONS : 60" L X 24" P X 54" H
Prix sug : 163\$
89.99*

POSTE INFORMATIQUE
FINI ACACIA OU ÉRABLE NATUREL
• SUPPORT À CPU MOBILE
• TIROIR-CLAVIER 27"
• CAPACITÉ DE 16 CD
• DIMENSIONS : 30" L X 20" P X 53" H
Prix sug : 113\$
59.99*

POSTE INFORMATIQUE
FINI CERISIER ITALIEN ET NOIR
• TIROIR-CLAVIER 33"
• CAPACITÉ DE 26 CD
• DIMENSIONS : 60" L X 24" P X 54" H
Prix sug : 449\$
199.99*

11 MAGASINS ET SALLES DE MONTRE
NOUVEAU SAINT-LAURENT, 3500 CÔTE-VERTU (514) 332-7883
MONTREAL CENTRE-VILLE 499, RUE VIGER (514) 878-3777
ANJOU LES GALERIES D'ANJOU (514) 351-1055
BROSSARD 7503, BOUL. TASCHEREAU O. (450) 656-4840
GATINEAU 120, BOUL. DE L'HÔPITAL (819) 561-5611
LAVAL 2990, BOUL. LE CORBUSIER (450) 687-8682
OTTAWA 850, INDUSTRIAL AVENUE (613) 739-8900
POINTE-CLAIRE 2355, RTE TRANSCANADIENNE (514) 428-8044
QUÉBEC 1415, BOUL. CHAREST O. (418) 682-3113
ST-JÉRÔME 291, DE VILLEMURE (450) 438-4111
TROIS-RIVIÈRES 2450, BOUL. DES RÉCOLLETS (819) 376-2538

COMMANDES TÉLÉPHONIQUES ACCEPTÉES OUVERT 7 JOURS
MAGASINEZ EN LIGNE : WWW.DENIS.CA
LIVRAISON GRATUITE MÊME LE SAMEDI**

Den's
LES VRAIS EXPERTS DU BUREAU

OFFRE EN VIGUEUR JUSQU'AU 16 OCTOBRE 2001. CERTAINS ARTICLES PEUVENT ÊTRE LIMITÉS À UN PAR CLIENT ET/OU JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS. AUCUNE COMMANDE NE SERA DIFFÉRÉE. * ASSEMBLAGE REQUIS ** TERRITOIRES LIMITÉS



2991087

VISITE LIBRE

Celle qui n'a plus peur de rien

Le 7 juillet 2000, Hélène Brunet a vu la mort en pleine face. La mort portait des jeans, des bottes noires, une tuque rabattue en cagoule et un Magnum 357. La mort a vidé son chargeur en visant un sympathisant des Hells, mais en regardant la serveuse dans les yeux, comme si elle était une poussière sur sa route. Hélène Brunet a survécu aux quatre balles du tireur. Depuis, elle n'a plus peur de rien. Même pas des Hells.



NATHALIE PETROWSKI
npetrows@lapresse.ca

Hélène Brunet n'a pas un nom aussi évocateur ou médiatisé que Daniel Desrochers ou Michel Auger. N'empêche. Elle est la fille qui poursuit les Hells ou si vous voulez, celle qui a servi de bouclier humain à un sympathisant des motards, un dénommé Normand Descôteaux à qui elle réclame aujourd'hui 500 000\$ en dommages et intérêts.

Avant d'entreprendre sa poursuite, Hélène Brunet a envoyé une lettre à Descôteaux, avec copie conforme à Maurice Mom Boucher. La lettre faisait appel à ce qu'il reste de valeurs aux motards et au sens civique d'une bande qui a toujours prétendu que le meurtre d'innocents était contre ses principes. Hélène Brunet a pris leurs déclarations au pied de la lettre. Vous avez des principes, les boys? Prouvez-le.

Ni Descôteaux ni Boucher ne lui ont répondu.

Sa requête déposée le 10 juillet dernier marque un précédent judiciaire important. C'est en effet la première fois dans la violente histoire des motards au Québec qu'une citoyenne ordinaire, victime du hasard de leurs sales guerres, se révolte et demande des comptes. Les autres victimes n'ont jamais osé. Certaines étaient mortes. Mais les autres étaient tétanisées par la peur.

Hélène Brunet n'a pas eu peur. Mais ce n'est pas le courage qui l'a poussée à agir. C'est la rage. Une rage profonde et puissante qui ne la quitte jamais.

Nous nous sommes rencontrées dans un restaurant de l'est de la ville. Hélène Brunet était assise avec ses béquilles là elle où s'assoit toujours dans les restos depuis le 7 juillet 2000: face à la porte, jamais de dos. Elle était accompagnée de sa tante, une dame aux cheveux blancs, qui l'a prise sous son aile à la mort de sa mère, victime d'une rupture d'anévrisme, il y a plus de 15 ans.

En attendant qu'elle retrouve l'usage normal de ses jambes dont on vient tout juste de retirer une tige de métal de 45 cm, sa tante lui sert de chauffeur, de garde-malade et parfois, de dame de compagnie.

Celle qui poursuit les Hells est une jolie brune aux yeux pers. Elle a 32 ans, un DEC en psycho, un intérêt pour les cours de croissance personnelle et 10 ans de métier dans la restauration. Elle a servi aux tables chez Giorgio, chez Cora Déjeuners. Elle l'a fait pour l'ambiance, pour le rapport avec le public, mais surtout pour le fric. Oui, surtout le fric.

«On a beau te prendre pour une moins que rien, tu gagnes le double d'un salaire de secrétaire en deux fois moins de temps», dit-elle.

En apparence, elle a l'air forte et déterminée. En réalité, elle est habitée par une tension sournoise et contagieuse. Au bout d'une heure et demie de conversation avec elle, j'ai commencé à regarder les clients autour et à douter de leur apparente innocence. Si la paranoïa est un virus, Hélène Brunet le propage sans même s'en rendre compte.

Malgré son visage impassible et le ton résolu de sa voix, elle n'est toujours pas remise des cinq secondes qui ont pulvérisé sa vie.

Ce jour-là, Hélène Brunet est arrivée à l'hôpital en sang, les bras et les jambes troués de balles. Elle en est ressortie un mois plus tard en fauteuil roulant. Sa vie après fut une suite ininterrompue de séances de réadaptation et d'opérations. Elle a perdu la plupart de ses amis. Son conjoint l'a

Photo: BERNARD BRAULT / La Presse

Hélène Brunet

quittée. Elle a sombré dans la dépression, a voulu attenter à sa vie. La rage l'a sortie du trou. La rage de constater que personne, ni le gouvernement ni la police, ne faisait rien pour elle.

«Quand les enquêteurs me voyaient arriver, ils étaient pris au dépourvu. La plupart de nos victimes sont mortes, me disaient-ils. On ne sait pas quoi faire avec vous.»

Du côté des gouvernements, ce ne fut guère plus brillant. Hélène Brunet a réussi à obtenir une audience de 10 minutes avec le ministre Ménard au colloque de la police à Québec en août dernier.

«Il m'a demandé ce qu'il pouvait faire pour moi. Je lui ai répondu que c'était à lui de me le dire. C'est lui le ministre, pas moi. Il a ajouté que j'avais eu le malheur d'être au mauvais endroit. Je l'ai corrigé. Non, moi j'étais au bon endroit. C'est EUX qui ne l'étaient pas.»

L'endroit en question est le restaurant Eggstra du boulevard Henri-Bourassa, une usine à déjeuners qui a fermé depuis. Brunet y travaillait depuis un an au moment de la fusillade. Elle arrivait de chez Cora Déjeuners, ou elle avait été congédiée pour non-respect des consignes. En réalité, le patron voulait donner son poste à sa future épouse. Hélène Brunet l'a poursuivi et a gagné.

Un poste venait de s'ouvrir chez Eggstra. Comme c'était à côté de chez elle, Brunet a postulé. Dès la première semaine, elle a constaté que l'endroit était fréquenté par Mom Boucher et ses amis.

Elle a prévenu le patron qu'elle ne les servirait pas. Tant pis pour leurs généreux pourboires.

Le jour de la fusillade, elle ne devait d'ailleurs pas servir Descôteaux et Bob Savard. Mais le «rush» du matin était terminé. Une des trois serveuses s'était absentée. L'autre n'avait pas le temps. Une fois n'est pas coutume, s'est dit Hélène Brunet qui se donnait encore quelques mois avant d'abandonner pour de bon Eggstra et la restauration.

«J'ai servi un jus et un café à Descôteaux mais j'étais mal à l'aise, je ne savais pas

comment me comporter. En plus, j'avais remarqué un gars louche au fond de la salle. Il avait commandé une assiette de fruits qu'il mangeait trop lentement. Quand Savard est entré, le gars a appelé sur son cellulaire. Le temps que je comprenne ce qui se passait, le deuxième tireur est entré. Il m'a suivi et s'est mis à tirer. Descôteaux m'a plaquée sur lui, je me suis débattue comme une folle. Une balle est passé à un cheveu de ma tête. Tout n'a duré que cinq secondes et pourtant, ça m'a semblé une éternité: les cinq plus longues secondes de toute ma vie.»

Même si le temps a passé, sa colère ne s'est pas tarie. Le contraire. Par moments, cette colère sourde et noire jaillit sans crier gare, comme la vapeur d'un Presto. C'est arrivé cette semaine encore. Brunet avait pris rendez-vous avec un inspecteur. Lorsqu'il lui a expliqué que l'enquête piétinait, qu'il n'y avait rien à faire, elle a piqué une crise et s'est mise à l'engueuler avec furie. Une heure plus tard, elle s'excusait.

Si elle avait le pouvoir de le faire, Hélène Brunet adopterait séance tenante une nouvelle loi sur l'indemnisation des victimes. Elle sait qu'au moins huit millions ont été saisis par la police dans les comptes de Descôteaux, Savard et Boucher.

«Je veux une partie de cet argent, affirme-t-elle. Je sais qu'une partie est allée dans les coffres de la police, une autre aux organismes communautaires. Moi je crois qu'il faut aller plus loin et donner de l'argent directement aux victimes qui ont tout perdu.»

Depuis quelques mois, elle s'est liée d'amitié avec la mère du petit Daniel Desrochers, l'enfant qui est mort dans l'explosion d'une bombe au sommet de la guerre des motards. La veille de l'enterrement, un membre des Hells a offert à la mère une somme importante. Elle lui a raccroché au nez.

«Ce n'était pas le temps, plaide Hélène Brunet. Fallait d'abord qu'elle enterre son fils et qu'elle se remette du choc de sa mort. S'ils avaient attendu un peu, elle aurait accepté. Ils n'ont jamais rappelé.»

Hélène Brunet ne sait pas où toute cette histoire la mènera. Elle sait seulement qu'elle doit aller jusqu'au bout.

«Je ne suis pas folle. C'est une question de principes. Ces gars-là sont des terroristes qui se foutent éperdument de la vie des gens. Faut que quelqu'un mette ses culottes

et leur tienne tête une fois pour toutes. Quant à l'argent, c'est la seule façon que j'ai trouvée pour les faire payer.»

Trois jours après sa sortie de l'hôpital, Hélène Brunet est allée se changer les idées aux Galeries d'Anjou. Au détour d'un couloir, elle a aperçu Mom Boucher et Descôteaux qui déambulaient tranquillement comme les meilleurs amis du monde. Elle s'est ruée sur une cabine de téléphone pour appeler la police. L'inspecteur au bout du fil lui a demandé si elle avait peur. «Non, je n'ai pas peur», a-t-elle répondu. «Qu'allez-vous faire?» a poursuivi l'inspecteur inquiet. «Me retenir pour ne pas leur sauter dessus.»

SI VOUS ÉTIEZ...

> Une ville?

Pas une grande ville. Une petite ville calme au bord de la mer.

> Un lieu?

Un centre de thalassothérapie. Pour la tranquillité.

> Un plat?

Des penne arrabiata. Pour leur goût piquant et relevé.

> Une héroïne?

Céline Dion. Pour sa ténacité et sa persévérance. Nous avons le même âge. Je suis sa carrière depuis le début et elle ne cesse de m'inspirer.

> Un miracle?

Retourner dans le temps et effacer la date du 7 juillet 2000.

> Une partie du corps?

Les cheveux. Pour leur faculté de changement.

> Un ministre?

Le ministre de la Sécurité publique. Pour remplacer Serge Ménard.

> Une loi?

La loi antigang.

> Une peur?

La peur de faire mal aux autres.



Photo MARTIN C. CHAMBERLAND, La Presse ©

Spectacle de klezmer-pop endiable

Malgré les événements que l'on sait, la communauté juive de Montréal avait de quoi célébrer, jeudi soir au parc Pierre-Elliott-Trudeau. Le célèbre chanteur hassidique Avraham Fried (au fond, sur la photo) a donné un spectacle de klezmer-pop endiable à l'occasion de la fête de Soukouth. Ce concert – donné sous bonne surveillance policière – revêtait une importance d'autant plus particulière que la fête de Soukouth a pour but d'enrayer tous les problèmes du monde à travers la joie. D'origine new-yorkaise, Avraham Fried est une immense vedette pour la diaspora juive. Ses concerts en Israël peuvent attirer jusqu'à 100 000 personnes, plusieurs sites Web lui sont consacrés et sa discographie compte près d'une quinzaine d'albums. À quand un show au Festival de jazz?

Faculté des études supérieures

Retour aux études

Des études universitaires
après le baccalauréat.

Soirée d'information

Mardi 9 octobre de 19 h 30 à 22 h

Venez nous rencontrer pour
connaître les nombreuses
possibilités offertes.

Pavillon 3200, rue Jean-Brillant
Local B-0325

 Côte-des-Neiges

Entrée libre

Information :
514 343-6090

www.umontreal.ca

Université 
de Montréal

C'EST ENCORE MIEUX QUAND C'EST MEILLEUR!

L'ÉVÉNEMENT « LE MEILLEUR DE NISSAN »

219\$

/mois*

Acompte
seulement **695\$**

0\$ dépôt de sécurité

Transport et préparation inclus!

LE MIEUX C'EST D'EN PROFITER!

• Radio AM/FM stéréo 100 watts avec lecteur CD • Climatiseur • Siège du conducteur à 8 réglages • **Moteur 1,8 L de 126 chevaux** • Pneus toutes saisons 14 po • Assistance routière 24 h • Coussins gonflables • Dossier arrière rabattable 60/40

Acompte	Mensualité
0 \$	239 \$
695 \$	219 \$
1 195 \$	209 \$
1 595 \$	199 \$

2,8%
financement
à l'achat! **



TOUJOURS PLUS LOIN.

*Location de 48 mois pour la Sentra XE 2002 « Option Plus » (C41G52 BK00). Acompte ou échange équivalent de 695 \$. Limite de 19 500 km par année avec 0,10 \$/km extra. Premier versement équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit. **Taux de financement de 2,8 % à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. †Le meilleur achat en 2001 et 1998 selon la revue *Consumer's Digest*. Le sceau Meilleur achat est une marque enregistrée de *Consumer's Digest* et est exploité sous licence. TOUJOURS PLUS LOIN et le logo NISSAN sont des marques de commerce de Nissan.

www.nissanmontreal.com www.nissancanada.com 1 800 387-0122

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

6 octobre 2001

Page A26 manquante

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

6 octobre 2001

Page A27 manquante

Marchez sur l'eau!

NAGER, c'est bien. Marcher sur l'eau, c'est encore mieux. Seulement voilà, depuis Jésus, personne n'a réussi un tel exploit. À moins que vous ne tentiez votre chance avec ... l'aquafooting. « C'est une nouvelle façon de se déplacer sur l'eau en utilisant le poids de son corps comme moteur », explique t-on sur le site Internet de l'aquafooting (<http://www.imaginet.fr/tmp/aquafo2.htm>). Il n'y a cependant pas de miracles. Vous ne marcherez sur l'eau que grâce à Fredo le dauphin ou Palmos le cygne. Les deux animaux sont des flotteurs constitués d'une coque rigide et sans soudures en « polyéthylène rotomoulé. » Dans le cas de Fredo le dauphin, vous êtes debout, un pied en avant, un pied en arrière. C'est grâce au balancement du corps d'un pied sur l'autre que Fredo va avancer à l'aide de ses ailerons. Nous avons aimé ce produit, digne successeur des motomarines pour la prochaine saison estivale au Québec. Comme le font remarquer ses concepteurs, « sans efforts, sans apprentissage, jeunes et moins jeunes se promènent agréablement à 5 km/h. » A cette vitesse, vous n'êtes pas près de marcher sur la tête d'un nageur. L'aquafooting n'est pas l'idée d'un illuminé, mais la réalisation d'une entreprise de Lyon, en France. Et pour vous prouver qu'il ne s'agit pas d'une blague, Fredo le dauphin coûte 3980 francs (865 dollars) et Palmos 8200 francs (1780 dollars). C'est un peu cher direz-vous, seulement voilà : marcher sur l'eau n'a pas de prix.

Ludovic Hirtzmann
collaboration spéciale



L'enquête par le Web

LUDOVIC HIRTZMANN
collaboration spéciale

AUJOURD'HUI, de plus en plus de détectives font appel au Web pour résoudre les affaires qui leurs sont soumises : vols de fichiers, menaces par courriel, piratage...

Pour quelques dollars et parfois même pour rien, il est possible de tout savoir sur quelqu'un ou sur une entreprise. Sur le site d'Equifax Canada par exemple, il vous suffit d'entrer vos nom, prénom, adresse et numéro d'assurance sociale pour avoir accès à votre cote de crédit et des dizaines de données financières vous concernant. Pour 8,95 \$, vous obtiendrez un rapport complet.

Si le site d'Equifax met en garde contre les dangers d'usurpation d'identité, on peut cependant s'inquiéter que de telles données personnelles soient accessibles depuis Internet. Les détectives ne se trompent d'ailleurs pas sur la puissance du Web. Le mois dernier, un homme recherché depuis 30 ans pour le détournement d'un avion d'Air Canada vers Cuba était repris et arrêté près de New York par le FBI grâce ... au moteur de recherche Google. Le détective Patterson Jorgensen s'est contenté de taper le nom du suspect et a découvert que celui-ci était désormais enseignant dans l'État de New York.

Évidemment, n'espérez pas trouver Oussama ben Laden grâce à Google ou Alta Vista. Pourtant, on le voit depuis quelques semaines, l'une des principales tâches des gouvernements américains et européens est de traquer et de neutraliser le réseau financier de l'ennemi public numéro un sur le Web. De plus en plus « d'agents intelligents » dont vous trouverez une liste sur le site d'Abondance, permettent d'effectuer des recherches encore plus pertinentes. Sur son site Investigations-online.com, Alain Stevens, détective, « Spécialiste des enquêtes sur Internet » révèle de nombreux éléments sur son métier. Ne manquez pas sa page d'accueil. La « découverte » de vos disques durs sur Internet devrait vous surprendre. Comme le précise sur son site le détective de la Riviera française, « Il appartient à la profession de redorer son blason, et de perfectionner les techniques d'investigation. Comment pourrait-on se passer d'Internet ? » Et cela est encore plus vrai dans le domaine commercial.

À moins de vivre coupée du monde dans un marché sans concurrence, une entreprise moderne ne peut pas se passer de savoir ce que font ses concurrents. Si vous souhaitez enquêter sur une firme européenne et vous enquérir de l'état des finances de cette dernière, sachez que c'est possible. Sur le site Societe.com, vous aurez accès gratuitement à une multitude d'informations administratives et financières sur une compagnie. Societe.com délivre en effet gratuitement tous les bilans et comptes de résultats des entreprises françaises. L'information provient des tribunaux de commerce de l'Hexagone et est entièrement gratuite. La recherche se fait par le nom de la compagnie ou encore par celui du dirigeant. Il est alors possible de disposer de toutes les données financières sur une entreprise sur les cinq dernières années et ce, quelle que soit sa taille.

Company Sleuth (<http://company.sleuth.com/index.cfm>), un site américain, offre pour sa part une veille économique sur 10 sociétés que vous choisissez. Chaque jour, vous recevrez dans votre courrier électronique des rapports sur l'évolution de vos compagnies cibles. Les nouvelles proviennent des médias, des courtiers ou encore de la Securities Exchange Commission. Un merveilleux site qui en plus est lui aussi gratuit ! Pour une recherche à l'échelle planétaire d'éléments de concurrence, les patrons avisés peuvent faire appel à un poids lourd de l'information économique, le Kompass. Jugez plutôt : 1,5 million d'entreprises dans 66 pays, 23 millions de références de produits et services, 2,9 millions de noms de dirigeants, 600 000 marques commerciales ; c'est ce que Kompass vous propose sur son site. Cependant, s'il est possible d'obtenir gratuitement les coordonnées d'une société, il faut néanmoins payer pour avoir accès à une information complète.

Enfin, si vos talents de détective sont encore limités, allez naviguer sur Veille.com (<http://www.veille.com>). Comme son nom l'indique, ce site est consacré à la veille. Vous y apprendrez comment protéger l'information dans votre entreprise mais aussi comment dénicher des renseignements pertinents sur Internet grâce aux agents intelligents. Un site à sur...veiller !

Quelques sites pour s'informer :
Federal Bureau of Investigation
<http://www.fbi.gov>
Societe.com
<http://www.societe.com>
Kompass
<http://www.kompass.com/>
Equifax
<http://www.equifax.com/>

Que celui qui peut offrir une assurance habitation sur mesure se manifeste



Nos agents sont présents dans plus de 400 caisses Desjardins au Québec.

Présents pour vous écouter et vous conseiller comme personne.

C'est pourquoi ils vous offrent maintenant une assurance habitation sur mesure. Vous ne payez que pour les protections dont vous avez réellement besoin.

Téléphonez à votre caisse ou composez le **1 888 ASSURANCE** pour en parler!

www.assurancegenerale.desjardins.com



Desjardins

**Assurances générales
des caisses Desjardins**

DANS VOTRE ASSIETTE



BOUCHÉES

Difficile ignorer les OGM

La France deviendrait-elle plus ouverte aux organismes génétiquement modifiés? Un rapport remis au ministère français de l'Agriculture préconise une «cohabitation paisible entre cultures OGM et non-OGM». En entrevue avec l'Agence France-Presse, le président du conseil d'administration de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments, Bernard Chevassus-au-Louis, a indiqué qu'il était difficile d'éviter les OGM. «Quand nous regardons à plus long terme (...), l'utilisation de ces technologies et de la façon dont elles vont évoluer pour créer des semences adaptées aux nouvelles formes d'agriculture nous apparaît comme un outil difficilement contournable.» Greenpeace et la Confédération paysanne ont affirmé leur «profond désaccord» avec les conclusions du rapport et le ministre français de l'Environnement a indiqué que le rapport n'engageait que ses auteurs.

■ ■ ■

Des foyers de fièvre aphteuse allumés intentionnellement?

Alors qu'il y a environ toujours 2000 cas de fièvre aphteuse en Grande-Bretagne, certaines informations commencent à circuler selon lesquelles la maladie aurait été propagée à cause du non-respect des règles sanitaires. On dit même que la maladie aurait parfois été répandue volontairement par des producteurs pour toucher une compensation. Un fonctionnaire a révélé au quotidien londonien *The Times* que les autorités avaient reçu plusieurs lettres les avertissant que des déchets contaminés n'avaient pas été détruits comme ils auraient dû l'être. Certaines lettres parlaient même de producteurs qui s'étaient fait offrir des matières infectées pour contaminer leur propre troupeau et toucher une compensation. Les autorités ont dit qu'elles étaient au courant de telles allégations, mais qu'elles n'avaient pas de preuve.

■ ■ ■

Une super pomme de terre hongroise

Les récoltes de certaines cultures de pommes de terre en Europe sont menacées par le mildiou, une maladie parasitaire. Mais l'espoir existe pour les producteurs biologiques qui ne peuvent utiliser de pesticides: des chercheurs écossais ont redécouvert une obscure pomme de terre de couleur mauve, qui serait d'origine hongroise. Cette pomme de terre semble résister naturellement à toutes les maladies fongiques et pousse même dans des sols pauvres en nutriments.

■ ■ ■

Contre l'érosion, l'agriculture de conservation

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a dénoncé cette semaine les méthodes de culture intensive avec tracteurs et charrues qu'elle juge responsables de la perte et de la dégradation de nombreuses terres agricoles dans les pays en développement. La dégradation des terres se produit également dans les pays industrialisés, à cause de l'utilisation de gros engins pour effectuer des labours mécanisés à outrance, a ajouté la FAO. C'est pourquoi les agriculteurs devraient choisir des méthodes plus «rationnelles» d'un point de vue écologique, soutient l'organisme. L'agriculture de conservation, où on réduit au minimum la préparation des sols et on conserve une couche de feuilles, de tiges et de pédoncules de la culture précédente, est encouragée. Cette méthode protège de la chaleur, du vent et de la pluie, maintient le sol au frais, réduit les pertes d'humidité par évaporation et entraîne une diminution des coûts de carburant, de main-d'oeuvre, et de machines agricoles. La rotation des cultures, conclut la FAO, est indispensable pour réduire les infestations de ravageurs et les maladies.

■ ■ ■

Un 5 à 7 pour la bonne bouffe

Équiterre organise un «5 à 7 bénéfice» histoire de récolter quelques sous pour financer ses nombreuses activités pro-environnement. L'événement aura lieu mercredi prochain, le 10 octobre, à la salle du Lion d'or à Montréal. L'animateur Daniel Pinard y prendra la parole pour parler bouffe bio, écolo et gastronomique. Équiterre fait la promotion de l'agriculture écologique, du commerce équitable, du transport écologique et de l'efficacité énergétique.

ACIDE PHOSPHORIQUE

Un liquide limpide, incolore, inodore, visqueux et sirupeux, non combustible, mais qui peut se décomposer et former des oxydes de phosphore qui sont toxiques. Il est utilisé à toutes les sauces, dans la fabrication de savons et de détergents, d'aliments pour animaux, de ciment dentaire, de cires à polir et... de boissons gazeuses, en tant qu'agent acidifiant et aromatisant.



Photo ROBERT NADON, La Presse ©

Qu'a mangé cette cuisse de poulet?

Avant, on se demandait simplement ce qu'on allait manger pour souper. De nos jours, on se demande ce qu'a mangé le souper avant d'arriver dans l'assiette... Y a-t-il moyen de le savoir? Dans le cas du poulet, on s'apprête à faire le grand ménage des étiquettes.



JUDITH LACHAPELLE
jlachape@lapresse.ca

Toutes ces histoires de vache folle et de fièvre aphteuse en Europe ont rendu les consommateurs d'ici plus suspicieux que jamais lorsqu'ils arrivent devant le comptoir du boucher, même si ces maladies n'ont jamais atteint le continent.

Il faut dire que les animaux qu'ils cuisinent ici sont eux aussi nourris avec ces mystérieuses farines animales montrées du doigt dans les nombreux scandales européens. Antibiotiques et hormones de croissance sont administrés à bon nombre d'animaux d'élevage ici. Et tout cela se passe ainsi depuis plusieurs décennies.

«Je dis souvent que ça fait tellement longtemps qu'on est coupés de la campagne qu'on a oublié comment les aliments sont produits!» dit Michel Lefrançois, professeur au département de sciences animales de l'Université Laval. Mécontents ou inquiets, et même si les autorités ont garanti la sécurité des méthodes conventionnelles d'élevage, les consommateurs ont commencé à réclamer autre chose: des animaux nourris exclusivement avec du grain et élevés sans médicament. Les producteurs les ont entendus. Après tout, le client est roi.

Le cas du poulet est particulièrement évocateur de cette mobilisation d'une industrie pour conserver la confiance des consommateurs. La consommation de poulet augmente sans cesse au pays. Mais une certaine méfiance est installée depuis un an, les amateurs de volaille ont eu la confirmation par les médias) que l'étiquette «poulet de grain» ne veut absolument rien dire. Sans parler de tous les qualificatifs «nature», «élevé en liberté» ou «industriel» qui sont apparus sur les emballages. Un ménage s'imposait, dit Yves Baril, président de la Fédération des producteurs de volaille du Québec. «Le vent nous soufflait dans le cou!»

Actuellement, une bonne partie du poulet québécois est bel et bien nourrie avec des grains de maïs et de soja, auxquels on ajoute des farines et du gras animal et des antibiotiques. Certaines entreprises garantissent que leur poulet est vraiment «de grain», mais aucun organisme indépendant ne peut le certifier. Seul le poulet biologique, nourri exclusivement de grains bio, sans farine animale ni antibiotique, et élevé légèrement différemment des autres poulets, est déjà soumis à une certification.

Tout ça changera d'ici un an, promet la Fédération. À la fin d'août, un comité a présenté aux producteurs un projet de trois certifications pour le poulet: le poulet «conventionnel», le «tout végétal», puis le «tout végétal, sans antibiotique». Les appellations seront réglementées par un organisme indépendant qui s'assurera que le producteur respecte les règles.

Certains distributeurs n'ont pas attendu que le nouveau système soit en place pour offrir du poulet différent. Exceldor, par exemple, vend depuis août son «poulet nourri de grains» (l'équivalent du «tout végétal» prévu par la Fédération) et prévoit déjà offrir la version «sans antibiotique» sous peu. En attendant qu'un organisme indépendant s'occupe de la certification, Exceldor ne peut être très explicite sur les emballages. «On a seulement le droit de dire que notre poulet est «nourri sans farine animale» sur notre site Internet», dit le chef des produits chez Exceldor, Serge Potvin.

Les coûts plus élevés de la production du nouveau produit seront nécessairement reflétés au consommateur, admet Yves Baril. Le poulet sans farine animale et sans antibiotique se vendra de 0,07 \$ à 0,12 \$ de plus le kilo. C'est pourquoi la Fédération est très prudente avant de prédire si les consommateurs préféreront le poulet tout végétal au conventionnel. «Au bout du compte, c'est le consommateur qui va décider.»

Et les farines animales?

L'hypothèse généralement acceptée pour expliquer l'apparition de la maladie de la vache folle et sa transmission à l'humain met les farines animales en cause. Les farines sont fabriquées à partir de ce qu'il reste de l'animal une fois que les quartiers de viande ont été enlevés. Les carcasses sont chauffées à très haute température et réduites en poudre. Cette farine, mélangée ensuite aux grains, constitue une bonne source de protéines, d'acides aminés et de minéraux, qui sont nécessaires dans l'alimentation du bétail.

La tremblante du mouton a déjà été répandue dans les troupeaux de Grande-Bretagne (elle est aussi présente ici, mais les éclosions ont toujours été mieux contrôlées). Il semble qu'à un certain moment, des farines animales aient été fabriquées à partir d'un nombre important de carcasses de moutons malades. Celles-ci n'auraient pas été suffisamment chauffées pour détruire le prion responsable de la maladie. Les farines ont été servies à des bovins, le prion aurait muté et causé l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), ou maladie de la vache folle. Des humains ont ensuite consommé certains quartiers de bœuf plus susceptibles d'être contaminés par le prion et celui-ci serait la cause de l'apparition d'une nouvelle variante de la maladie de Creutzfeldt-Jakob.

Au Canada, il est interdit depuis longtemps d'utiliser des farines fabriquées à partir de restes de ruminants pour nourrir d'autres ruminants. Mais les poulets peuvent être nourris à partir de farines de mouton, de bovins, ou même de poisson – une farine plus chère, mais qui donne des résultats quasi «miracu-

leux» à cause de sa haute teneur en protéines et minéraux.

À la suite du lien «farines animales-maladie de la vache folle», l'utilisation de farines animales a été proscrite en Europe dans tous les élevages. Mais un autre problème est né, a découvert le vétérinaire Robert Gauthier. «Je reviens d'Europe. Ils sont pris avec un million de tonnes de farines animales dont ils ne peuvent plus se servir. Ils doivent maintenant construire des cimenteries pour les détruire!» Et les Européens sont aux prises avec un beau casse-tête: ils devront désormais utiliser plus de maïs et de soja pour nourrir le bétail, et la majorité des cultures de ces céréales sont génétiquement modifiées. Et connaissant la susceptibilité des Européens dès qu'il est question d'OGM...

Les antibiotiques, sont utilisés pour prévenir certains désordres intestinaux chez l'animal et ainsi favoriser leur croissance et ils ne coûtent pas cher. Contrairement à l'élevage des bovins, celui des poulets est fait sans hormone de croissance.

Maintenant, il faut changer l'alimentation des volailles et remplacer les antibiotiques. Les universités de Montréal et McGill ont récemment créé le Centre de recherche pour la volaille. On travaille notamment à identifier des oiseaux naturellement résistants à la salmonelle. Pour les cloner ou les modifier génétiquement? Non, dit la responsable du Centre, Martine Boulianne, on n'en a pas besoin pour l'instant. «Le temps de production est très rapide chez les poulets. Ils atteignent la maturité sexuelle entre 20 et 24 semaines et on peut voir toute suite les résultats de la progéniture. C'est pourquoi on a une amélioration très rapide de la qualité génétique des oiseaux.»

Et puis, des expériences sont menées avec des épices mélangées au grain, non pas pour assaisonner la viande, mais pour essayer de rendre l'animal plus résistant aux bactéries. Dans les labos, les poulets sont nourris avec du poivre, des piments, ou une sorte d'origan. Mais la solution miracle n'existe pas, rappellent les chercheurs. «Pour le moment», lance le Dr Gauthier, narquois, «selon nos résultats, le meilleur endroit où mettre de l'origan, c'est sur une pizza...»



Question de goût

AU QUÉBEC, il n'y a qu'un seul type de gros poulets à plumage blanc dans les poulaillers, qu'on élève surtout de façon conventionnelle. Quelques producteurs ont déjà tenté d'élever d'autres races, mais auraient abandonné au bout de quelques années. Pourquoi donc se casser la tête? Du poulet, c'est du poulet. Non?

Eh bien non ! En France, on élève des dizaines de sortes de poulets dont plusieurs ont leur propre appellation. Ces poulets «à appellation contrôlée» ont une chair tendre, ferme et savoureuse, mentionne le *Larousse culinaire*. Il y a le fameux poulet de Bresse, puis le poulet blanc d'Auvergne, le poulet mayennais, les poulets noirs de Challans, du Gers et de Sologne, le poulet des Landes... Par contre, les poulets «quatre quarts» (moins racés...) ont une «croissance très rapide et une chair molle», toujours selon Larousse et les poulets de grain dits «de marque» sont abattus plus tard et ont une chair ferme.

Le poulet d'appellation détient le quart du marché du poulet en France, mentionne le vétérinaire Robert Gauthier. Est-ce que ce genre de poulet spécialisé pourrait trouver un marché au Québec? «La relation des Européens avec la nourriture est très différen-

te de la nôtre. Ici, le panier d'épicerie ne doit pas coûter plus que 13% des revenus. La nourriture, c'est bien, mais on ne veut pas payer.»

«À l'université, on a des Européens qui trouvent notre poulet plutôt mou», dit le chercheur Michel Lefrançois. Robert Gauthier renchérit. «On parle de l'Europe comme si tout était parfait, mais la plupart des gens d'ici ne voudraient pas manger leur poulet, ils le trouveraient trop coriace. Pour nous, du poulet, ça doit se couper à la fourchette.»

Et le goût du poulet «tout végétal» est-il si différent? *La Presse* a décidé de mener sa propre enquête. Le chroniqueur culinaire Ricardo Larrivée et sa petite famille se sont mis à table pour participer à une expérience qui ne se prétend pas scientifique du tout. Devant nos goûteurs, du poulet «conventionnel» et du poulet «tout végétal». Les poitrines de poulet sont marinées dans de l'huile et du citron et cuites à point. Verdict? Hum. Personne ne pouvait déceler de différence dans le goût ou la texture du produit. «Peut-être que si on faisait l'expérience avec 500 poulets, a dit le chef goûteur, on finirait par percevoir une différence. Mais pour l'instant...»

Docteurs party

HUGO DUMAS
hdumas@lapresse.ca

DANS LEUR infirmerie de fortune aménagée dans le salon rouge du Stade olympique, les médecins Pierre Tellier et Yvan Grenier soignent depuis trois ans les bobos et calment les angoisses des participants au gigantesque party *Black & Blue*. Cette fête annuelle arrosée de musique *house* et de spectacles flamboyants, qui cette année a lieu dès demain au Stade, sert notamment à amasser des fonds pour la lutte contre le sida.

On pourrait les appeler les « docteurs party ». Pendant cette longue nuit de fiesta, Pierre Tellier et Yvan Grenier travaillent bénévolement, tout comme la vingtaine de personnes qui leur donnent un coup de main dans la petite clinique temporaire. Ils glanent le matériel médical dans leur entourage. En guise de civière, ils empruntent les chaises longues en plastique d'un grand hôtel de Montréal.

Et pendant une nuit de *Black & Blue*, qui s'amorce demain à 22 h et se termine lundi midi, les D^{rs} Tellier et Grenier en voient de toutes les couleurs, littéralement. Ils retirent un bouchon enfoncé

trop loin dans l'oreille d'un noctambule à l'ouïe sensible. Ils donnent des cachets contre les gros maux de tête. Ils fournissent des tampons aux dames qui, disons, n'ont pas tout prévu. Ils réparent même des fermetures éclair.

Aussi, ils s'occupent des fêtards mal en point qui ont gobé des substances illicites : ecstasy, speed, kétamine (Spécial K), crystal (appelé aussi Tina) et GHB. Demain soir, ils seront là, prêts à aider. « Les gens utilisent des drogues et on ne peut pas les empêcher, alors nous adoptons une approche pour réduire les risques le plus possible », dit Pierre Tellier, directeur des services de santé aux étudiants de l'Université McGill.

En moyenne, une centaine de noctambules s'arrêtent à l'infirmerie des docteurs *party* pendant la nuit du *Black & Blue*, selon des statistiques qu'ils compilent depuis trois ans. Une quarantaine de cas sont plus graves. L'an dernier, un seul fêtard sur une dizaine de milliers a dû être transporté à l'hôpital en ambulance.

Environ 46 % des gens qui ont visité l'infirmerie des D^{rs} Tellier et Grenier en trois ans provenaient de Montréal, 12 % du reste du Qué-



Photo BERNARD BRAULT, La Presse ©
Les médecins Pierre Tellier (à gauche) et Yvan Grenier s'occupent des urgences médicales durant le *Black & Blue*.

bec, 27 % des États-Unis et de l'étranger, et 13 % de l'Ontario et des autres provinces canadiennes. Environ la moitié avaient entre 18 et 30 ans.

Parmi les patients qui ont confié aux deux médecins avoir avalé des drogues, 36 % étaient intoxiqués à l'ecstasy, 17 % au GHB (surtout les touristes étrangers), 17 % à la kétamine et les autres avaient consommé speed, alcool ou champignons

magiques. Certains avaient aussi mélangé plusieurs drogues, ce qui est très dangereux.

Le D^r Yvan Grenier, chef du département d'anesthésie de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, rappelle qu'il n'est pas nécessaire de prendre de la drogue pour s'amuser. D'autres conseils ? « Ne pas rester seul, s'entourer d'amis et boire de l'eau et des jus de fruits fréquemment », dit-il.

Le D^r Grenier met aussi en garde les jeunes contre les fioles de GHB, qui gagnent en popularité. « C'est un liquide qui ne coûte pas cher, même moins cher que de la bière, et ses effets sont imprévisibles. Plusieurs personnes s'endorment après en avoir consommé. En Europe, on l'utilise pour calmer les patients agités », souligne le D^r Grenier.

Malgré toute la prévention faite avant et pendant le festival *Black & Blue*, les gens ne semblent pas avoir compris le message, croit le D^r Tellier. « Pourtant, c'est probablement l'organisation qui fait le plus de prévention au monde en matière de santé », ajoute-t-il.

Organisé par la Fondation Bad Boy Club Montréal (BBCM), le *Black & Blue* est un festival gay dont le point culminant est le party principal, celui de demain au Stade olympique. La Fondation BBCM, un organisme à but non lucratif, veut y « célébrer la paix, la tolérance, l'acceptation des autres et la vie elle-même ».

On s'informe sur le site www.bbcm.org, ou au (514) 875-7026

Raves: la police contourne-t-elle la Charte?

JUDITH LACHAPELLE

LES FÊTARDS qui se rendront au party rave annuel *Black & Blue* en fin de semaine au Stade olympique seront soumis à des fouilles, conformément au protocole d'entente signé ce printemps avec la police.

Si l'opération se déroule comme durant d'autres événements tenus cet été, ceux qui se feront coincer avec de petites quantités de substances suspectes — légales ou pas ! — auront peut-être l'impression d'être traités comme des criminels. Même s'ils ne sont pas mis en état d'arrestation.

Le printemps dernier, le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal (SPCUM) a conclu un protocole d'entente sur la tenue des *raves*, avec le plus gros producteur de ce genre d'événement, les Productions 514. L'entente spécifie qu'il y aura une fouille systématique des fêtards à l'entrée et que la police sera sur place pour arrêter ceux qui ont des stupéfiants en leur possession.

Selon le protocole d'entente, les gardiens de sécurité engagés par les producteurs de l'événement se chargent de la fouille de tous les individus, avant de les laisser entrer à l'intérieur de la fête *rave*. Les policiers sont surtout à la recherche des revendeurs de drogues qui ont en leur possession d'importantes quantités de stupéfiants. Mais dès qu'un individu est intercepté avec une substance suspecte, en quantité importante ou non, il

est dirigé vers les policiers sur place.

Ni les gardiens ni d'ailleurs les policiers sur place ne sont équipés pour identifier officiellement les substances saisies, admet le commandant Mario Plante de la police de la Communauté urbaine de Montréal. Mais les policiers ont le droit de mettre en état d'arrestation un individu s'ils ont des raisons de croire qu'il s'agit bien de stupéfiants.

Pourtant, *La Presse* a parlé à quatre *ravers* qui, depuis la conclusion de l'entente avec la police, ont été pris avec des substances « suspectes », ont été interrogés par les policiers, ont dû décliner leur identité et accepter de se faire prendre en photo, le tout sans jamais être mis en état d'arrestation. De plus, même si deux de ces *ravers* ont été effectivement coincés avec de petites quantités de drogue pour leur consommation personnelle, les deux autres affirment n'avoir eu en leur possession que des substances légales !

C'est le cas de Stéphane Brisebois. Le jeune homme s'était rendu avec un groupe d'amis à la fête *rave* Cream, qui se tenait le week-end de la fête du Travail au stade du Maurier. Lors de la fouille, les gardiens ont trouvé sur lui des médicaments contre la congestion des sinus. « Il s'agissait d'une marque européenne, que les policiers ne connaissaient pas », raconte Stéphane Brisebois. Un autre *raver*, qui préfère garder l'anonymat, avait en sa possession des gélules d'échinacée qu'il avait achetées à la pharma-

cie. Il affirme avoir été fortement incité à collaborer avec les policiers sous peine de se faire expulser du *rave*.

Les jeunes hommes jurent que les policiers ne leur ont jamais lu leurs droits, jamais expliqué pourquoi ils étaient là. « Même qu'on m'a affirmé que je n'étais pas en état d'arrestation », dit Patrick, qui a été intercepté lors du Bal en Blanc en avril dernier. Dans la petite boîte de menthes qu'il avait dans sa poche se trouvait un stupéfiant, une capsule de « speed ». Il dit avoir offert aux policiers toute sa collaboration par crainte de se voir coller un casier judiciaire. Même chose pour Marc, qui avait pourtant sur lui une quantité plus importante de stupéfiants.

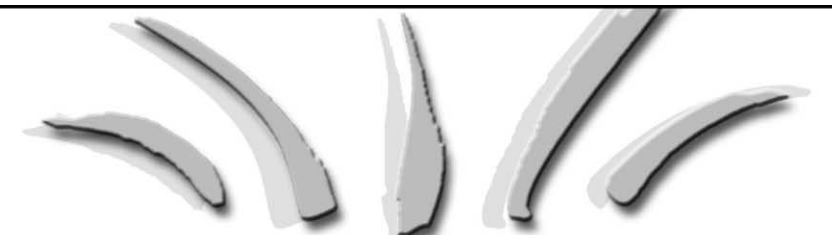
Dans les quatre cas, les policiers ont noté l'identité, pris une photo, attribué un numéro de dossier, confisqué les substances inconnues puis ont permis aux personnes de retourner au *rave*. Aucun des jeunes hommes n'a jamais eu de nouvelles de la police par la suite.

Pourtant, selon le commandant Plante, la procédure indique que les substances saisies doivent être envoyées au Bureau des drogues dangereuses, pour analyse. Si celle-ci révèle qu'il s'agit bien de stupéfiants, l'individu sera accusé de possession. Normalement, les analyses sont terminées en un mois, dit le commandant Plante. Mais ni Patrick, ni Marc — qui admettent tous les deux avoir été en possession de stupéfiants — n'ont encore

reçu d'assignation à comparaître, plus de cinq mois après avoir été interceptés.

Les quatre *ravers* n'étaient pas obligés de répondre aux questions des policiers, dit l'avocat Denis Barette. « Demander l'identité est une chose, les obliger à répondre en est une autre. Ce n'est pas une infraction de ne pas répondre », affirme-t-il. « À partir du moment où un individu se sent coincé par les forces de l'ordre, il faut lui dire quels sont ses droits », affirme de son côté l'avocat Julius Grey. Le commandant Mario Plante reconnaît que ces *ravers* auraient dû être formellement mis en état d'arrestation avant qu'on ne leur demande de révéler leur identité. « Pour qu'on puisse obtenir l'identité d'une personne, il faut qu'elle soit en état d'arrestation en vertu du Code criminel, ou encore qu'elle soit interceptée en vertu du Code de sécurité routière », explique-t-il.

Mais pourquoi les *ravers* acceptent-ils de collaborer ? « Ils se trouvent chanceux que la police ne les arrête pas et ils aiment mieux collaborer pour pouvoir avoir accès au *rave* », avance Jean-Sébastien Fallu, du Groupe de recherche et d'intervention psychosociale (GRIP). Bref, les façons de faire des policiers ne sont pas très limpides, estiment les avocats. Mais selon Julius Grey, ce serait vraiment troublant si la police en profitait pour soutirer des informations sur la provenance des stupéfiants. Les *ravers* disent ne pas avoir eu droit à de telles questions.



MOI

je fais marcher mes

MÉNINGES!

CAMPAGNE DE VACCINATION GRATUITE CONTRE LA MÉNINGITE

POUR LES JEUNES ÂGÉS DE 2 MOIS À 20 ANS

Pour information :

- contactez Info-Santé CLSC
- consultez votre médecin de famille ou votre pédiatre
- consultez le site du ministère de la Santé et des Services Sociaux : www.msss.gouv.qc.ca/meningite





Le yaa-baa, une drogue venue du Sud-Est asiatique

HUGO DUMAS

L'ECSTASY a de la concurrence en France et en Asie : le yaa-baa, une petite pilule rose qui rend fou, peut-on lire dans le numéro de septembre du magazine parisien *Nova*.

Le production du yaa-baa se fait dans des coins reculés du Laos et de la Birmanie. Là-bas, dit *Nova*, il a supplanté l'héroïne et cause des ravages. Il coûte moins cher qu'un comprimé d'ecstasy.

Et qu'est-ce que le yaa-baa ? C'est une métamphétamine à base d'éphédrine (un stimulant) qui a été utilisé dans l'ancienne médecine chinoise comme antiasthmatique. Il est très populaire en Thaïlande.

On peut fumer le yaa-baa comme du crack ou l'avaler, puisqu'il arrive sous forme de comprimé.

Absorbé régulièrement, le yaa-baa conduit à la schizophrénie. Mélangé à de l'alcool, il peut tuer, révèle le magazine *Nova*. On devient rapidement accro au yaa-baa. Ses autres effets secondaires sont : troubles du sommeil, anorexie et augmentation du rythme cardiaque.

Un site Internet asiatique rapporte que le yaa-baa se vend moins d'un dollar le comprimé et qu'il fait des ravages chez les réfugiés birmans en Thaïlande. Certains fermiers thaïlandais refileraient aussi deux comprimés par jour à leurs employés illégaux en guise de salaire.

Selon *Nova*, le yaa-baa effectue une percée en France.

Les spéculations vont bon train pour les prix Nobel du 100^e anniversaire

PIA OHLIN
Agence France-Presse

STOCKHOLM – Les spéculations vont bon train à l’approche de la semaine des Nobel qui débutera lundi avec l’attribution du prix de médecine. Les observateurs s’attendent à ce que la promotion 2001 honore plutôt des personnalités symboliques, pour marquer le 100^e anniversaire des récompenses les plus prestigieuses du monde.

Comme chaque année, les noms des possibles vainqueurs ont circulé ces dernières semaines pour les deux prix les plus prestigieux, les Nobel de la paix et de littérature, mais les identités des personnalités choisies sont un secret très bien gardé, et les fuites sont rares.

Le secrétaire général de l’ONU, Kofi Annan, est donné favori parmi les 136 personnalités et organisations nommées pour le prix Nobel de la paix, tandis que le poète français Yves Bonnefoy, les écrivains américains Norman Mailer et Joyce Carol Oates, le Sud-Africain JM Coetzee ou VS Naipaul, natif de Trinité-et-Tobago tiendraient la corde pour le prix de littérature.

Le prix de médecine sera an-

noncé lundi suivi par le prix de physique mardi, puis par les prix de chimie et d’économie mercredi.

La date d’attribution du prix Nobel de littérature n’a pas encore été fixée, mais elle a traditionnellement lieu un jeudi, et est annoncée 48 heures à l’avance.

En bouquet final, le nom du lauréat du prestigieux prix Nobel de la paix sera dévoilé vendredi. Le comité Nobel norvégien a pris sa décision vendredi dernier.

Pour Stein Toennesson, directeur de l’Institut de recherche pour la paix d’Oslo (PRIO), le comité a dû se prononcer pour une personne « qui rassemble », et à sans doute choisi Kofi Annan, avec ou sans l’ONU, « en raison de ses qualités personnelles tout d’abord, mais aussi en raison de la crise internationale actuelle et parce que le prix Nobel fête cette année son centenaire ».

Outre M. Annan, ont été suggérées les candidatures du Tribunal pénal international (TPI), de l’ancien président américain Jimmy Carter, de l’historien japonais Saburo Ienaga, du technicien nucléaire israélien Mordechai Vanunu ou du football, par sa fédération internationale (FIFA).

La Croix-Rouge, déjà distinguée lors de la première remise du prix en 1901 par son fondateur le Suisse Jean Henri Dunant, compterait également au nombre des postulants.

Les prix Nobel ont pour la pre-

mière fois été décernés en 1901, conformément au testament du savant Alfred Nobel, l’inventeur de la dynamite, qui les a créés pour « ceux qui, dans l’année écoulée auraient rendu les plus grands services à l’humanité ».

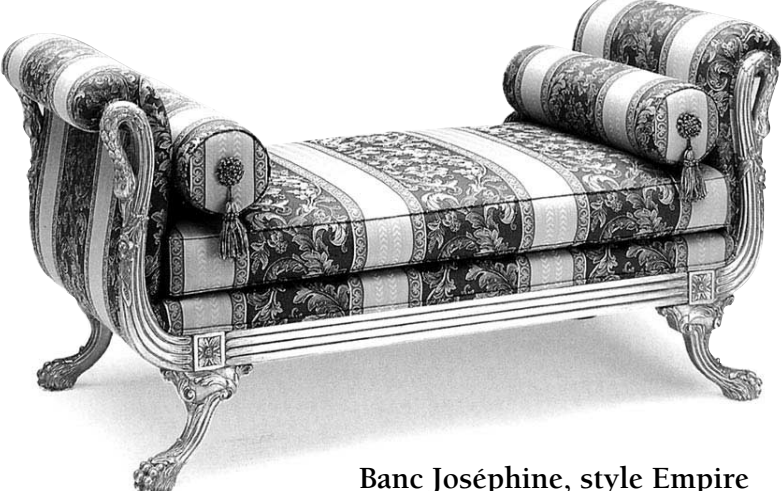
Tous les prix Nobel sont attribués à Stockholm —par l’Académie royale des sciences de Suède (physique, chimie, économie), l’Assemblée Nobel du Karolinska Institut (médecine) ou l’Académie suédoise (littérature)—, à l’exception du prix de la paix, attribué à Oslo par le comité Nobel norvégien. Du vivant de Nobel, et jusqu’en 1905, la Norvège était unie à la Suède dans le même royaume.

Outre un diplôme et une médaille, les lauréats de la promotion 2001 recevront un chèque de 10 millions de couronnes suédoises (plus d’un million de dollars), à partager éventuellement en cas de vainqueur multiple.

La remise formelle des prix a traditionnellement lieu lors de cérémonies à Stockholm et Oslo le 10 décembre, jour anniversaire de la mort de Nobel à San Remo (Italie) en 1896.

Pour marquer le centenaire, la plupart des lauréats encore vivants doivent être présents à la cérémonie de remise du prix Nobel de la paix, à Oslo le 10 décembre. On attend notamment Mikhaïl Gorbatchev, le dalaï-lama ou Shimon Peres.

Haute Couture pour la maison



Banc Joséphine, style Empire

Vente d’ouverture

Mobiliers haut de gamme

MOBILART

Meubles & décor

5805 Transcanadienne, Ville St. Laurent
(Rond point côte-de-Liesse et Transcanadienne)
(514) 748-9500

Lun. au mer.: 9 h à 18 h / jeu. et ven. : 9 h à 20 h • sam.: 10 h à 17 h / dim.: midi à 17h

Autre magasin Mobilart C&R 6529, boul. Décarie (coin Plamondon) 514-344-1400

Ceux qui ont refusé ou ont été obligés de refuser le prix Nobel

Agence France-Presse

STOCKHOLM — Deux lauréats — l’écrivain français Jean-Paul Sartre et le dirigeant communiste vietnamien Le Duc Tho — ont refusé d’eux-mêmes le prestigieux prix Nobel. D’autres, comme l’écrivain soviétique Boris Pasternak, ont été obligés de le décliner en raison de la situation politique et sous pression de leurs gouvernements.

> Jean-Paul Sartre : L’écrivain français et père de l’existentialisme refuse le prix Nobel de littérature en 1964 comme il a toujours décliné toute distinction officielle. Les « raisons objectives » de son refus procèdent de son analyse selon laquelle la résolution du conflit résultant de la coexistence des deux cultures, celle de l’Est et celle de l’Ouest, « doit avoir lieu entre les hommes et entre les cultures, sans intervention des institutions ».

> Le Duc Tho : il a été le principal négociateur nord-vietnamien des Accords de Paris qui mirent un terme à l’engagement américain au Vietnam, en 1973. La même année, il est lauréat du prix Nobel de la paix conjointement avec le secrétaire d’État américain Henry Kissinger. Il refuse immédiatement cette distinction se déclarant dans l’impossibilité d’accepter en raison de la situation « qui est maintenue au Sud-Vietnam par l’administration de Saïgon et par les États-Unis ». Henry Kissinger a accepté le prix Nobel de la paix.

> Boris Pasternak : Le lauréat du prix Nobel de littérature 1958 a remercié le comité Nobel de Stockholm dans un télégramme chaleureux. Sous la pression des autorités soviétiques, il a par la suite refusé le prix, dont la signification avait pris dans la société soviétique une tout autre valeur que celle qu’il s’était imaginée, selon sa lettre au comité Nobel. L’objet de la controverse était la parution en 1957 en Italie de son roman *Le Docteur Jivago* qui, selon le régime communiste, montrait « les péripéties des années de la Révolution avec les yeux de nos ennemis ». Le roman n’a été publié en URSS qu’en 1988.

> Trois grands scientifiques ont été également obligés par le régime nazi de refuser le prix Nobel : l’Autrichien Richard Kuhn, Prix Nobel de chimie 1938, ainsi que les Allemands Adolf Butenandt (chimie 1939) et Gerhard Domagk (médecine 1939).

Grandissons de toutes nos forces

15 millions \$

soins

recherche

enseignement



Patrick Tardif, traité en hématologie, soutenu par Jean C. Monty de Bell Canada Entreprises, Robert Chevrier de la Société de gestion Roche inc., L. Jacques Ménard de BMO Nesbitt Burns et André Desmarais de Power Corporation du Canada.

De la médecine familiale aux soins spécialisés, en passant par l’enseignement et la recherche, l’Hôpital Maisonneuve-Rosemont veut se donner les moyens. Les moyens de répondre aux besoins qui changent, les moyens de relever les défis qui évoluent, les moyens de grandir, de grandir de toutes nos forces. Et de s’engager pour la vie.

Joignez-vous à ces quatre Compagnons de Maisonneuve-Rosemont et à leurs collègues Laurent Beaudoin de Bombardier inc., François Duffar du Groupe Cossette Communication inc., Stephen T. Molson de la Fondation Molson, Nicole Ménard de la Banque de Montréal, Pierre H. Lessard de METRO INC., Claude Blanchet de la Société générale de financement du Québec, Brian M. Levitt de Osler, Hoskin & Harcourt et participez à la campagne de financement en composant le

514 252-3435.

Fondation de l’Hôpital Maisonneuve-Rosemont
Centre affilié à l’Université de Montréal

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

6 octobre 2001

Page A32 manquante